

Brookfield Business — Partners L.P.

RAPPORT INTERMÉDIAIRE DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2018

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS DE

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les
trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017

**TABLE DES MATIÈRES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS NON AUDITÉS DE BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités	3
États consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités	4
États consolidés intermédiaires résumés du résultat global non audités	5
États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres non audités	6
Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités	7
Notes annexes	8

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE NON AUDITÉS

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>Notes</u>	<u>30 septembre 2018</u>	<u>31 décembre 2017</u>
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 770 \$	1 106 \$
Actifs financiers	5	795	361
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	6	4 646	3 454
Stocks, montant net	7	1 769	1 068
Actifs détenus en vue de la vente	8	145	14
Autres actifs	9	1 075	430
Actifs courants		10 200	6 433
Actifs financiers	5	457	423
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	6	784	908
Autres actifs	9	518	79
Immobilisations corporelles	10	7 067	2 530
Actifs d'impôt différé		217	174
Immobilisations incorporelles	3	5 427	3 094
Placements mis en équivalence	11	536	609
Goodwill	3	2 420	1 554
Total de l'actif		27 626 \$	15 804 \$
Passif et capitaux propres			
Passif			
Créditeurs et autres	12	7 683 \$	4 865 \$
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	8	12	—
Emprunts	14	1 172	825
Passifs courants		8 867	5 690
Créditeurs et autres	12	1 703	773
Emprunts	14	9 693	2 440
Passifs d'impôt différé		887	837
Total du passif		21 150 \$	9 740 \$
Capitaux propres			
Commanditaires	17	1 519 \$	1 585 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :			
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield Asset Management Inc.	17	1 386	1 453
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation		3 571	3 026
Total des capitaux propres		6 476	6 064
Total du passif et des capitaux propres		27 626 \$	15 804 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT NET NON AUDITÉS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, sauf les montants par part)	Notes	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
		2018	2017	2018	2017
Produits	20	9 990 \$	7 640 \$	26 959 \$	14 444 \$
Coûts d'exploitation directs	19	(9 080)	(7 295)	(24 929)	(13 842)
Frais généraux et administratifs	20	(174)	(95)	(434)	(233)
Dotation aux amortissements	20	(251)	(109)	(462)	(262)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	20	(148)	(66)	(317)	(135)
Bénéfice (perte) comptabilisé(e) selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	11	(9)	37	1	61
Charge pour perte de valeur, montant net	10	(180)	—	(180)	(30)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	3, 8	247	(14)	353	267
Autres produits (charges), montant net		(42)	(41)	(63)	(36)
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat		353	57	928	234
(Charge) économie d'impôt					
Exigible		(43)	(19)	(123)	(19)
Différé		(25)	6	4	6
Bénéfice net (perte nette)		285 \$	44 \$	809 \$	221 \$
Attribuable :					
Aux commanditaires		(1) \$	(8) \$	4 \$	21 \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :					
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.		—	(8)	4	23
Commanditaires spéciaux	17	94	25	278	25
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation		192	35	523	152
		285 \$	44 \$	809 \$	221 \$
Bénéfice de base et dilué par part de société en commandite	17	— \$	(0,15) \$	0,06 \$	0,40 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL NON AUDITÉS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Notes	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
		2018	2017	2018	2017
Bénéfice net (perte nette)		285 \$	44 \$	809 \$	221 \$
Autres éléments du résultat global :					
Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement en résultat net :					
Écart de change		(38) \$	179 \$	(361) \$	206 \$
Titres disponibles à la vente		—	12	—	7
Couvertures d'investissement net et de flux de trésorerie	4	(1)	(25)	79	(52)
Placements mis en équivalence	11	3	(2)	—	(3)
Impôt sur les éléments précédents		(8)	2	(12)	4
		(44)	166	(294)	162
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :					
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		6	—	62	—
Impôt sur l'élément précédent		—	—	(1)	—
Total des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)		(38)	—	(233)	—
Bénéfice global (perte globale)		247 \$	210 \$	576 \$	383 \$
Attribuable :					
Aux commanditaires		(7) \$	17 \$	(33) \$	54 \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :					
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.		(6)	18	(32)	58
Commanditaires spéciaux		94	25	278	25
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation		166	150	363	246
		247 \$	210 \$	576 \$	383 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES NON AUDITÉS

	Commanditaires				Participations ne donnant pas le contrôle				Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation propres			
	Cumul des éléments de bénéfice global (de perte globale) ²				Cumul des éléments de bénéfice global (de perte globale) ²				Cumul des éléments de bénéfice global (de perte globale) ²			
	Capital	Bénéfices non distribués	Changement de propriété ¹	Partis de rachat-échange	Capital	Bénéfices non distribués	Changement de propriété ¹	Partis de rachat-échange	Capital	Bénéfices non distribués	Changement de propriété ¹	Partis de rachat-échange
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	1 766 \$	(69) \$	— \$	(112) \$	1 585 \$	1 674 \$	(71) \$	1 438 \$	— \$	15 \$	3 026 \$	6 064 \$
Adoption de nouvelles normes comptables ³	—	(132)	—	—	(132)	—	(128)	(128)	—	—	(5)	(265)
Solde d'ouverture révisé au 1 ^{er} janvier 2018	1 766	(201)	—	(112)	1 453	1 674	(199)	1 310	—	15	3 021	5 799
Bénéfice net (perte nette)	—	4	—	—	4	—	4	4	278	—	523	809
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	(37)	(37)	—	—	(36)	—	—	(160)	(233)
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	4	—	(37)	(33)	—	4	(32)	278	—	363	576
Apports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	80	80
Distributions ⁴	—	(12)	—	—	(12)	—	(12)	(12)	(278)	—	(2 153)	(2 455)
Changement de propriété ¹	—	(93)	205	(1)	111	—	(89)	105	—	—	1 564	1 780
Acquisition d'une participation ⁵	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	696	696
Solde au 30 septembre 2018	1 766 \$	(302) \$	205 \$	(150) \$	1 519 \$	1 674 \$	(296) \$	1 371 \$	— \$	15 \$	3 571 \$	6 476 \$
Solde au 1^{er} janvier 2017	1 345 \$	2 \$	— \$	(141) \$	1 206 \$	1 474 \$	3 \$	1 280 \$	— \$	15 \$	1 537 \$	4 038 \$
Bénéfice net (perte nette)	—	21	—	—	21	—	23	23	25	—	152	221
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	33	33	—	—	35	—	—	94	162
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	21	—	33	54	—	23	58	25	—	246	383
Apports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Distributions	—	(11)	—	—	(11)	—	(10)	(10)	(25)	—	(381)	(427)
Changement de propriété	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Acquisition d'une participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1 444	1 444
Émission de parts ³	392	—	—	—	392	200	—	200	—	—	—	592
Autres	—	—	—	—	—	—	(3)	(3)	—	—	—	(3)
Solde au 30 septembre 2017	1 737 \$	12 \$	— \$	(108) \$	1 641 \$	1 674 \$	13 \$	1 525 \$	— \$	15 \$	2 850 \$	6 031 \$

1. Comprend les profits ou les pertes découlant des changements de participation dans les filiales consolidées.

2. Se reporter à la note 17 pour des renseignements supplémentaires.

3. Se reporter à la note 2 c) pour des renseignements supplémentaires sur l'adoption de nouvelles normes comptables.

4. Se reporter à la note 17 pour des renseignements supplémentaires au sujet des distributions en ce qui concerne les commanditaires spéciaux.

5. Se reporter à la note 3, Acquisition d'entreprises, pour des renseignements supplémentaires.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non auditiés.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE NON AUDITÉS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Notes	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
		2018	2017
Activités d'exploitation			
Bénéfice net (perte nette)		809 \$	221 \$
Ajusté pour tenir compte des éléments suivants :			
Quote-part des bénéfices non distribués des placements mis en équivalence		23	(61)
Charge pour perte de valeur, montant net		180	30
Dotation aux amortissements		462	262
Profit sur les acquisitions et cessions, montant net		(353)	(267)
Provisions et autres éléments		14	27
Charge (économie) d'impôt différé		(4)	(6)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	21	(775)	(165)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		356	41
Activités de financement			
Produit d'emprunts		6 539	1 423
Remboursement d'emprunts		(1 973)	(768)
Produit d'autres facilités de crédit, montant net		416	339
Capital fourni par les commanditaires et les porteurs de parts de rachat-échange		—	592
Capital fourni par d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation		1 386	699
Distributions aux commanditaires et aux porteurs de parts de rachat-échange		(24)	(21)
Distributions aux porteurs de parts de société en commandite spéciales		(232)	(25)
Distributions à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation	17	(1 792)	(381)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement		4 320	1 858
Activités d'investissement			
Acquisitions			
Filiales, déduction faite de la trésorerie acquise	3	(3 354)	(1 575)
Immobilisations corporelles et incorporelles		(345)	(168)
Placements mis en équivalence		(8)	(208)
Actifs financiers		(417)	(198)
Cessions			
Filiales, déduction faite de la trésorerie cédée		—	382
Immobilisations corporelles		66	16
Placements mis en équivalence		143	21
Actifs financiers		9	259
Règlement net de couvertures de change		4	(6)
Liquidités et dépôts soumis à restrictions		(59)	84
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement		(3 961)	(1 393)
Trésorerie			
Variation au cours de la période		715	506
Incidence du change sur la trésorerie		(51)	17
Solde au début de l'exercice		1 106	1 050
Solde à la fin de la période		1 770 \$	1 573 \$

La note 21 présente des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

NOTE 1. NATURE ET DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

Brookfield Business Partners L.P. et ses filiales (collectivement, la « société en commandite ») détiennent et exploitent des services commerciaux et des activités industrielles (l'« Entreprise ») à l'échelle mondiale. Brookfield Business Partners L.P. est une société en commandite constituée sous le régime des lois des Bermudes et structurée en vertu d'une convention de société en commandite, dans sa version modifiée le 31 mai 2016 et modifiée de nouveau le 17 juin 2016. Brookfield Business Partners L.P. est une filiale de Brookfield Asset Management Inc. (« Brookfield Asset Management », « Brookfield » ou la « société mère »). Les parts de société en commandite de Brookfield Business Partners L.P. sont cotées à la Bourse de New York et à la Bourse de Toronto sous les symboles « BBU » et « BBU.UN », respectivement. Le siège social de Brookfield Business Partners L.P. est situé au 73 Front Street, 5^e étage, Hamilton HM 12, Bermudes.

NOTE 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

a) Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société en commandite ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et selon les méthodes comptables que la société en commandite a appliquées dans ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date, sauf en ce qui concerne l'incidence de l'adoption des normes comptables décrites ci-dessous. Les méthodes comptables utilisées par la société en commandite dans ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date sont présentées à la note 2 de ces états financiers consolidés, auxquels il convient de se reporter au cours de la lecture des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Tous les termes définis sont également décrits dans les états financiers consolidés annuels. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation et ils sont présentés en dollars américains, et les chiffres sont arrondis au million le plus près, sauf indication contraire.

La préparation des états financiers conformément à IAS 34 exige le recours à certaines estimations comptables critiques. Elle exige également de la direction qu'elle exerce son jugement pour l'application des méthodes comptables. Les estimations et jugements comptables critiques ont été présentés à la note 2 des états financiers consolidés au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date de la société en commandite. Aucun changement important n'a été apporté à la méthode de détermination des principaux jugements et estimations depuis le 31 décembre 2017, à l'exception des changements requis à la suite de l'adoption de nouvelles normes, tel qu'il est décrit ci-dessous.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été approuvés par le conseil d'administration de la société en commandite, et leur date d'autorisation de publication est le 1^{er} novembre 2018.

Révision des chiffres correspondants

Les chiffres correspondants relatifs aux flux de trésorerie pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 ont été révisés afin de corriger une erreur non significative décelée par la direction relativement au reclassement, dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités, de flux de trésorerie liés aux découverts bancaires découlant d'une acquisition conclue par notre secteur Services commerciaux en mai 2017. Par conséquent, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, un montant de 339 M\$ (exercice clos le 31 décembre 2017 – 360 M\$; trimestre clos le 31 mars 2018 – 177 M\$), auparavant présenté à titre de créiteurs et autres dans le poste Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net des activités d'exploitation, est désormais présenté au poste Produit d'autres facilités de crédit, montant net des activités de financement. Les chiffres correspondants de 2017 présentés dans l'information supplémentaire sur les flux de trésorerie de la note 21 ont également été mis à jour afin d'éliminer le découvert bancaire auparavant comptabilisé aux créiteurs et autres. Cette correction de classement au tableau des flux de trésorerie est non significative et elle n'a eu aucune incidence sur les états intermédiaires résumés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres non audités historiques de la société en commandite.

Modification des secteurs

Dans le cadre de l'acquisition de Westinghouse Electric Company (« Westinghouse »), nous avons revu la structure organisationnelle et la structure de gouvernance de nos activités et nous avons modifié la façon dont la société en commandite présente l'information financière ainsi que l'information aux fins de la prise de décisions par la direction, ce qui a donné lieu à une modification de la présentation de nos secteurs Services de construction et Services commerciaux et à la création d'un nouveau secteur appelé Services d'infrastructures.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

Par conséquent, avec prise d'effet au troisième trimestre de l'exercice 2018, nos secteurs Services de construction et Services commerciaux ont été regroupés en un seul secteur opérationnel appelé Services commerciaux. Notre nouveau secteur opérationnel Services d'infrastructures comprend notre placement dans Westinghouse. Le secteur Services d'infrastructures n'exerçait aucune activité avant l'acquisition de Westinghouse au troisième trimestre de l'exercice 2018. La société en commandite a appliqué ces changements de secteurs de manière rétrospective pour toutes les périodes présentées.

b) Nouvelles méthodes comptables adoptées

La société en commandite a appliqué de nouvelles normes et des normes révisées publiées par l'IASB, qui ont prise d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

i) Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), précise de quelle façon et à quel moment les produits doivent être comptabilisés et prescrit la présentation d'informations additionnelles. IFRS 15 exige la présentation d'informations au sujet de la nature, du montant, du calendrier et du degré d'incertitude des produits et des flux de trésorerie provenant de contrats conclus avec des clients. IFRS 15 annule et remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et un certain nombre d'interprétations liées aux produits. IFRS 15 s'applique à presque tous les contrats conclus avec des clients, les principales exceptions concernant les contrats de location, les instruments financiers et les contrats d'assurance.

La société en commandite a adopté cette norme en utilisant l'approche rétrospective modifiée, selon laquelle un ajustement cumulatif est comptabilisé dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués le 1^{er} janvier 2018, comme si la norme avait toujours été en vigueur, et pour lequel les périodes correspondantes ne sont pas retraitées. La société en commandite a choisi de se prévaloir de la mesure de simplification à l'égard des modifications de contrats. Au moment de l'adoption, la société en commandite a comptabilisé une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non distribués d'environ 260 M\$ attribuable à la société en commandite, déduction faite de l'impôt, découlant principalement de notre entreprise de services de construction. Selon IFRS 15, les produits tirés des contrats de services de construction de la société en commandite continueront d'être comptabilisés progressivement. Toutefois, un seuil de probabilité supérieur doit être atteint avant de pouvoir comptabiliser les produits liés à une contrepartie variable, notamment les incitatifs et les réclamations, et les variations découlant des modifications apportées à des contrats. En vertu d'IAS 18 et d'IAS 11, les produits étaient comptabilisés lorsqu'il était probable que les travaux réalisés donneraient lieu à des produits. En vertu d'IFRS 15, les produits sont plutôt comptabilisés lorsqu'il est hautement probable qu'aucun ajustement à la baisse important des produits n'aura lieu en raison de ces modifications. Se reporter à la note 2 c) pour connaître l'incidence de l'adoption d'IFRS 15.

ii) Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui annule et remplace IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 établit des principes d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers en vue de la présentation d'informations pertinentes et utiles aux utilisateurs des états financiers pour l'appréciation des montants, du calendrier et du degré d'incertitude liés aux flux de trésorerie futurs de l'entité. Cette norme comprend également une nouvelle norme en matière de comptabilité de couverture générale qui lie plus étroitement la comptabilité de couverture aux activités de gestion des risques d'une entité. Elle ne modifie pas entièrement les différentes catégories de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité. Cependant, IFRS 9 permettra à un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées pour la gestion des risques d'être admissibles à l'application de la comptabilité de couverture et permettra d'exercer davantage son jugement au moment d'évaluer l'efficacité des relations de couverture. La société en commandite a adopté cette norme en utilisant l'approche rétrospective sans retraitement, selon laquelle un ajustement cumulatif est comptabilisé dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués le 1^{er} janvier 2018, comme si la norme avait toujours été en vigueur, et pour lequel les périodes correspondantes ne sont pas retraitées. Au moment de l'adoption, la société en commandite a comptabilisé un ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non distribués de néant attribuable à la société en commandite, déduction faite de l'impôt. Se reporter à la note 2 e) pour connaître l'incidence de l'adoption d'IFRS 9.

iii) Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée* (« IFRIC 22 »), qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'interprétation précise que la date de la transaction aux fins de la détermination du cours de change à employer lors de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou du produit connexe (ou de la partie d'actif, de charge ou de produit connexe) est la date de la comptabilisation initiale, par l'entité, de l'actif non monétaire ou du passif non monétaire issu du paiement ou de la réception de la contrepartie anticipée. L'interprétation peut être appliquée de façon rétrospective ou prospective. L'adoption d'IFRIC 22 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

NOTES ANNEXES

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

c) Incidence de l'adoption des nouvelles normes IFRS

Au moment de l'adoption d'IFRS 15, nous avons comptabilisé une diminution totale du solde d'ouverture des bénéfices non distribués de 260 M\$ attribuable à la société en commandite, déduction faite de l'impôt, découlant principalement de notre secteur Services de construction. La société en commandite a aussi comptabilisé la réduction connexe de 125 M\$ des débiteurs et autres montants à recevoir, montant net, et une augmentation de 121 M\$ des créditeurs et autres.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2018	Adoption de nouvelles normes comptables	Solde d'ouverture révisé au 1^{er} janvier 2018
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 106 \$	— \$	1 106 \$
Actifs financiers	361	—	361
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	3 454	(98)	3 356
Stocks, montant net	1 068	4	1 072
Actifs détenus en vue de la vente	14	—	14
Autres actifs	430	(60)	370
Actifs courants	6 433	(154)	6 279
Actifs financiers	423	—	423
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	908	(27)	881
Autres actifs	79	1	80
Immobilisations corporelles	2 530	—	2 530
Actifs d'impôt différé	174	42	216
Immobilisations incorporelles	3 094	—	3 094
Placements mis en équivalence	609	(6)	603
Goodwill	1 554	—	1 554
Total de l'actif	15 804 \$	(144) \$	15 660 \$
Passif et capitaux propres			
Passif			
Créditeurs et autres	4 865 \$	126 \$	4 991 \$
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	—	—	—
Emprunts	825	—	825
Passifs courants	5 690	126	5 816
Créditeurs et autres	773	(5)	768
Emprunts	2 440	—	2 440
Passifs d'impôt différé	837	—	837
Total du passif	9 740 \$	121 \$	9 861 \$
Capitaux propres			
Commanditaires	1 585 \$	(132) \$	1 453 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :			
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield Asset Management Inc.	1 453	(128)	1 325
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	3 026	(5)	3 021
Total des capitaux propres	6 064	(265)	5 799
Total du passif et des capitaux propres	15 804 \$	(144) \$	15 660 \$

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

d) Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Services commerciaux

Services de construction

Notre entreprise de services de construction offre des solutions intégrales de conception et d'aménagement à nos clients. Les travaux exécutés dans le cadre de ces contrats permettent la création ou l'amélioration d'un actif que notre client contrôle et, par conséquent, nous comptabilisons les produits tirés de ces contrats progressivement. La société en commandite utilise une méthode fondée sur les intrants, soit la méthode des coûts engagés, pour évaluer la mesure dans laquelle les obligations de prestation sont remplies en vertu d'IFRS 15.

À mesure que les travaux sont exécutés, un actif sur contrat est comptabilisé sous la forme de travaux en cours, lequel est reclassé dans les débiteurs lorsqu'il est facturé au client. Si le paiement est reçu avant que les travaux ne soient terminés, un passif sur contrat est comptabilisé. Les contrats de construction ne sont pas considérés comme comportant une composante financement importante, puisque la période entre la comptabilisation des produits selon la méthode des coûts engagés et la réception du paiement est généralement de moins de un an.

En vertu d'IFRS 15, les produits liés à une contrepartie variable ainsi qu'aux modifications de contrats et aux réclamations doivent être hautement probables pour pouvoir être comptabilisés. Les produits liés à une contrepartie variable ne sont comptabilisés que dans la seule mesure où il est hautement probable que le dénouement ultérieur de l'incertitude relative à la contrepartie variable ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important du montant des produits des activités ordinaires comptabilisé.

Distribution et commercialisation de carburants

Les honoraires et les coûts connexes liés à la prestation de services de distribution et de commercialisation de carburants pour véhicules routiers sont comptabilisés à un moment précis, lorsque les services sont rendus.

Les produits tirés de la vente de biens de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers au Royaume-Uni représentent les ventes facturées nettes de carburants et de certificats relatifs à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable, en excluant les taxes à la valeur ajoutée, mais en incluant les taxes d'accise, qui sont considérées comme des taxes à la production et comptabilisées dans la contrepartie reçue. Les produits sont comptabilisés au moment où il y a transfert du titre de propriété au client.

Gestion des installations

Les honoraires et les coûts connexes liés à la prestation de services de gestion des installations sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les services sont rendus.

Services immobiliers

Les honoraires et les coûts connexes liés à la prestation de services immobiliers et de services de logistique sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les services sont rendus.

Relativement à la prestation de certains contrats de service, notre société en commandite tire également des produits de la vente d'habitations, de même que des commissions pour recommandation de la part des fournisseurs engagés pour exécuter ces contrats. Ces transactions génératrices de produits sont comptabilisées comme suit :

- Vente d'habitations : La société en commandite tire des produits de la vente d'habitations en vertu de deux types de contrats, soit les contrats en régie liés à la vente d'habitations et les contrats à forfait liés à la vente d'habitations. En vertu des contrats en régie liés à la vente d'habitations, la société en commandite gagne des honoraires liés au rendement et ne s'expose pas au risque de perte à l'égard des coûts engagés. Les produits et les charges connexes liés à l'achat et à la revente d'habitations dans le cadre de contrats en régie sont comptabilisés sur une base nette sur la période au cours de laquelle les services sont rendus, puisque le contrôle de l'habitation n'est pas transféré à la société en commandite. En vertu des contrats à forfait liés à la vente d'habitations, la société en commandite touche des honoraires forfaitaires établis en fonction d'un pourcentage du coût d'acquisition des habitations résidentielles. Ces honoraires sont comptabilisés lors de l'acquisition de l'habitation par le client, car l'obligation de prestation de la société en commandite est alors satisfaite. Les produits et les charges liés à la vente de l'habitation elle-même sont comptabilisés sur une base brute.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

- Commissions pour recommandation : La société en commandite touche des commissions pour recommandation de divers fournisseurs offrant des services aux clients par l'entremise de nos gammes de services. Une partie importante des produits tirés des commissions pour recommandation provient de la conclusion de transactions d'achat ou de vente d'habitations, dans le cadre desquelles la société en commandite gagne un pourcentage des commissions reçues par l'agent immobilier à l'achat ou à la vente d'une habitation par le client. Les commissions pour recommandation provenant de la vente ou de l'achat d'habitations sont comptabilisées à la date de conclusion de la transaction immobilière. La société en commandite comptabilise les commissions pour recommandation provenant d'autres fournisseurs une fois les services rendus.

Services d'infrastructures

Produits et services

Les ventes de produits sont comptabilisées à un moment précis lorsque les produits ont été expédiés et que le contrôle est transféré au client. Les produits des activités ordinaires tirés de contrats visant à offrir des services d'ingénierie, de conception ou autres sont comptabilisés et présentés progressivement en fonction d'une évaluation appropriée du degré d'avancement. La société en commandite utilise une méthode fondée sur les intrants, soit la méthode des coûts engagés, pour évaluer la mesure dans laquelle les obligations de prestation sont remplies en vertu d'IFRS 15.

En vertu d'IFRS 15, les produits des activités ordinaires liés à une contrepartie variable ainsi qu'à des modifications de contrats et à des réclamations doivent être hautement probables pour pouvoir être comptabilisés. Les produits des activités ordinaires liés à une contrepartie variable ne sont comptabilisés que dans la seule mesure où il est hautement probable que le dénouement ultérieur de l'incertitude relative à la contrepartie variable ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important du montant des produits des activités ordinaires comptabilisé.

Activités industrielles

Fabrication

Les ventes de produits sont comptabilisées à un moment précis lorsque les produits ont été expédiés et que le contrôle est transféré au client. Les produits tirés des services sont comptabilisés progressivement lorsque les services sont rendus.

Activités minières

Les produits tirés de nos activités minières sont obtenus en vertu d'ententes de prix provisoires. Les produits tirés de la vente de palladium et de sous-produits des métaux sont provisoirement comptabilisés selon les cours du marché au moment de la livraison de concentré à la fonderie ou au point de livraison désigné, c'est-à-dire lorsque les droits et obligations importants inhérents à la propriété de même que le titre et le contrôle sont transférés. Le contrat de fonderie prévoit que le prix définitif sera établi selon les cours du marché dans une période postérieure à la date de livraison du concentré. La période entre la facturation provisoire et l'établissement des prix finaux, ou la période de règlement, est habituellement de 30 à 150 jours. La juste valeur de l'ajustement visant à établir le prix définitif de la vente est estimée à nouveau d'après les prix du marché à terme à la fin de chaque période, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées à titre d'ajustement aux produits. Ainsi, les débiteurs liés à cette activité sont comptabilisés à la juste valeur.

Énergie

Marchandises et services liés à l'énergie

Les produits tirés de la vente de pétrole et de gaz sont comptabilisés à un moment précis lorsque le titre de propriété et le contrôle du produit ont été transmis à une partie externe, en fonction des volumes livrés et des points de livraison et des prix prévus au contrat. Les produits tirés de la production dans laquelle la société en commandite détient une participation conjointement avec d'autres producteurs sont comptabilisés en fonction de la participation directe de la société en commandite. Les produits sont évalués déduction faite des redevances afin de refléter la déduction de la quote-part des produits des autres parties. Les produits tirés de la prestation de services sont comptabilisés à un moment précis lorsque les droits et obligations importants inhérents à la propriété de même que le titre et le contrôle sont transférés.

Services liés à l'énergie de source marine

La société en commandite affrète des navires et des plateformes de forage en mer pour ses clients, ce qui constitue sa principale source de produits. Les contrats ayant trait aux unités flottantes de production, de stockage et de déchargement en mer (ou « FPSO ») et les contrats d'affrètement sont les principales formes de contrats de la société en commandite.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

- Contrats liés aux unités FPSO : En vertu d'un contrat lié aux unités FPSO, la société en commandite affrète une unité FPSO à un client pour une durée fixe, en général supérieure à un an. Les obligations de prestation aux termes d'un contrat lié aux unités FPSO, qui comprendront l'utilisation d'une unité FPSO par l'affrèteur et l'exploitation d'une unité FPSO, sont remplies progressivement à mesure que les services sont rendus tout au long de la durée du contrat, évaluée en fonction du temps écoulé depuis le début de la prestation.

Les composantes de la contrepartie variable prévue par certains contrats liés aux unités FPSO peuvent prendre diverses formes, notamment des ajustements ou des remboursements des charges, une rémunération incitative et des pénalités. La contrepartie variable aux termes des contrats de la société en commandite est habituellement comptabilisée à mesure qu'elle est gagnée. Ainsi, soit les produits connexes sont affectés et comptabilisés conformément aux exigences en matière de comptabilisation des contrats de location, soit cette contrepartie est affectée à la période distincte au cours de laquelle elle a été gagnée.

- Contrats d'affrètement : Les prix des voyages effectués conformément à un contrat d'affrètement pour les pétroliers-navettes de la société en commandite sont établis selon les modalités convenues dans le contrat d'affrètement. Les obligations de prestation au cours d'un voyage effectué en vertu d'un contrat d'affrètement, qui habituellement comprennent l'utilisation d'un navire par l'affrèteur et l'exploitation du navire, sont remplies progressivement à mesure que les services sont rendus tout au long de la durée du voyage, évaluée en fonction du temps écoulé depuis le début de la prestation. La durée d'un seul voyage sera généralement de moins de deux semaines.

Obligations de prestation qui restent à remplir

Services commerciaux

En ce qui a trait à notre entreprise de services de construction, le carnet de commandes est défini comme les produits qui n'ont pas encore été livrés (c'est-à-dire les obligations de performance qui restent à remplir) relativement aux projets de construction obtenus par l'entremise d'un contrat signé, d'un bon de travail ou d'une lettre d'intention. Le total du carnet de commandes pour nos activités liées aux services de construction représente environ deux ans d'activité.

Activités industrielles

Notre entreprise de traitement et de distribution des eaux au Brésil est partie à certaines obligations de prestation qui restent à remplir d'une durée de plus de un an. Les obligations de prestation qui restent à remplir les plus importantes au 1^{er} janvier 2018 se rapportaient aux accords de concession de services conclus avec diverses municipalités, qui ont une durée moyenne de 25 ans.

NOTES ANNEXES

Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017

Les tableaux suivants présentent un résumé de nos produits sectoriels par pays et du calendrier de comptabilisation des produits en vertu d'IFRS 15 pour le trimestre clos le 30 septembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

Calendrier de comptabilisation des produits	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits/services offerts à un moment précis	6 223 \$	245 \$	856 \$	66 \$	— \$	7 390 \$
Services transférés sur une certaine période	1 696	495	81	309	—	2 581
Total des produits en vertu d'IFRS 15	7 919 \$	740 \$	937 \$	375 \$	— \$	9 971 \$
Produits autres qu'en vertu d'IFRS 15	4	—	—	15	—	19
Total des produits	7 923 \$	740 \$	937 \$	390 \$	— \$	9 990 \$

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

Pays	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total ¹
Royaume-Uni	5 640 \$	35 \$	35 \$	25 \$	— \$	5 735 \$
Canada	937	6	139	91	—	1 173
Australie	790	—	—	4	—	794
Brésil	102	1	232	71	—	406
États-Unis	154	348	133	—	—	635
Moyen-Orient ²	104	1	2	—	—	107
Autres	192	349	396	184	—	1 121
Total des produits en vertu d'IFRS 15	7 919 \$	740 \$	937 \$	375 \$	— \$	9 971 \$

1. Dans le cas des produits autres qu'en vertu d'IFRS 15, la répartition géographique va comme suit : Royaume-Uni, 1 M\$; Canada, 3 M\$; Australie, 15 M\$; Brésil, néant; États-Unis, néant; Moyen-Orient, néant et Autres, néant.
2. Le Moyen-Orient comprend surtout les Émirats arabes unis.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

Transition	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits en vertu des anciennes normes sur les produits	7 920 \$	740 \$	937 \$	361 \$	— \$	9 958 \$
Incidence d'IFRS 15	(1)	—	—	14	—	13
Total des produits en vertu d'IFRS 15	7 919 \$	740 \$	937 \$	375 \$	— \$	9 971 \$

NOTES ANNEXES

Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017

Les tableaux suivants présentent un résumé de nos produits sectoriels par pays et du calendrier de comptabilisation des produits en vertu d'IFRS 15 pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

Calendrier de comptabilisation des produits	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits/services offerts à un moment précis	18 281 \$	245 \$	2 329 \$	213 \$	— \$	21 068 \$
Services transférés sur une certaine période	4 820	495	198	309	—	5 822
Total des produits en vertu d'IFRS 15	23 101 \$	740 \$	2 527 \$	522 \$	— \$	26 890 \$
Produits autres qu'en vertu d'IFRS 15	28	—	12	22	7	69
Total des produits	23 129 \$	740 \$	2 539 \$	544 \$	7 \$	26 959 \$

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

Pays	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total ¹
Royaume-Uni	16 311 \$	35 \$	65 \$	25 \$	— \$	16 436 \$
Canada	2 855	6	394	238	—	3 493
Australie	2 176	—	—	4	—	2 180
Brésil	567	1	661	71	—	1 300
États-Unis	328	347	350	—	—	1 025
Moyen-Orient ²	317	1	3	—	—	321
Autres	547	350	1 054	184	—	2 135
Total des produits en vertu d'IFRS 15	23 101 \$	740 \$	2 527 \$	522 \$	— \$	26 890 \$

1. Dans le cas des produits autres qu'en vertu d'IFRS 15, la répartition géographique va comme suit : Royaume-Uni, 7 M\$; Canada, 14 M\$; Australie, 17 M\$; Brésil, 12 M\$; États-Unis, 4 M\$; Moyen-Orient, néant et Autres, 15 M\$.
2. Le Moyen-Orient comprend surtout les Émirats arabes unis.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

Transition	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits en vertu des anciennes normes sur les produits	23 102 \$	740 \$	2 527 \$	508 \$	— \$	26 877 \$
Incidence d'IFRS 15	(1)	—	—	14	—	13
Total des produits en vertu d'IFRS 15	23 101 \$	740 \$	2 527 \$	522 \$	— \$	26 890 \$

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

e) Instruments financiers et comptabilité de couverture

Classement et évaluation

Le tableau suivant présente un résumé du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers de la société en commandite à l'adoption d'IFRS 9.

	Classement	Évaluation	Poste de l'état de la situation financière
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Dette	Coût amorti	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Débiteurs	Dette	Coût amorti/Juste valeur par le biais du résultat net	Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net
Liquidités soumises à restrictions	Dette	Coût amorti	Actifs financiers
Titres de capitaux propres	Capitaux propres	Juste valeur par le biais du résultat net/Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Actifs financiers
Titres d'emprunt	Dette	Juste valeur par le biais du résultat net/Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global/Coût amorti	Actifs financiers
Actifs dérivés	Dérivés	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	Actifs financiers
Autres actifs financiers	Dette/Capitaux propres	Coût amorti/Juste valeur par le biais du résultat net/Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Actifs financiers
Passifs financiers			
Emprunts	Dette	Coût amorti	Emprunts
Créditeurs et autres	Dette	Coût amorti	Créditeurs et autres
Passifs dérivés	Dérivés	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	Créditeurs et autres

1. Les dérivés sont classés et évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, à l'exception de ceux désignés comme faisant partie de relations de couverture.

Le classement dépend du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers et des modalités contractuelles des flux de trésorerie. La société en commandite maintient un portefeuille de titres négociables formé de titres de capitaux propres et de titres d'emprunt. Les titres négociables sont comptabilisés à leur date de transaction. Ils sont ensuite évalués à la juste valeur à chaque date de clôture, les variations de la juste valeur étant comptabilisées en résultat net (« à la juste valeur par le biais du résultat net ») ou dans les autres éléments du résultat global (« à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu »). Dans le cas des placements dans des instruments d'emprunt, le classement dépend du modèle économique dans lequel s'inscrit la détention du placement.

Lors de la comptabilisation initiale, la société en commandite évalue un actif financier à sa juste valeur majorée, dans le cas d'un actif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de l'actif financier. Les coûts de transaction des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont passés en charges en résultat net.

Les actifs financiers sont classés au coût amorti selon leur nature et leur utilisation au sein des activités de la société en commandite. Les actifs financiers classés au coût amorti sont initialement comptabilisés à la juste valeur, puis par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins toute perte de valeur.

Dépréciation

La société en commandite évalue de façon prospective les pertes de crédit attendues relatives à ses instruments d'emprunt comptabilisés au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Pour établir la méthode de dépréciation qui doit être appliquée, il faut déterminer s'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit. Les charges pour pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net selon le modèle fondé sur les pertes de crédit attendues.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

Dérivés et activités de couverture

La société en commandite a recours, de manière sélective, à des instruments financiers dérivés, principalement pour gérer les risques financiers, notamment les risques liés aux prix des marchandises et les risques de change. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur. La comptabilité de couverture est appliquée si l'instrument dérivé est désigné comme couverture d'un risque précis et s'il existe une assurance qu'il restera très efficace comme couverture afin de compenser les flux de trésorerie ou la juste valeur. La société en commandite cesse d'appliquer la comptabilité de couverture de façon prospective lorsque le dérivé n'est plus admissible à titre de couverture ou lorsque la relation de couverture prend fin. Une fois que la société en commandite a cessé d'appliquer la comptabilité de couverture, la variation cumulative de la juste valeur de l'instrument dérivé, qui avait été antérieurement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global dans le cadre de l'application de la comptabilité de couverture, est constatée en résultat net pendant la durée résiduelle de la relation de couverture initiale, à mesure que les montants liés à l'élément couvert sont comptabilisés en résultat net. Les actifs ou les passifs liés aux profits ou aux pertes latents liés à la valeur de marché sur les instruments financiers dérivés sont comptabilisés dans les actifs financiers et les passifs financiers, respectivement.

i) Éléments à titre de couvertures

Les pertes et les profits réalisés ou latents sur les contrats de change et les instruments d'emprunt libellés en devises qui sont désignés comme couvertures du risque de change découlant d'un investissement net dans une filiale dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont inclus dans les capitaux propres et dans le résultat net de la période au cours de laquelle la filiale est cédée en tout ou en partie et qu'il y a perte de contrôle. Les instruments financiers dérivés désignés à titre de couvertures pour compenser les variations correspondantes de la juste valeur des actifs, des passifs et des flux de trésorerie sont évalués à leur juste valeur estimative, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net ou à titre de composante des capitaux propres, selon le cas.

Les profits et les pertes latents sur les contrats de taux d'intérêt désignés comme couvertures des versements d'intérêt futurs variables sont inclus dans les capitaux propres à titre de couvertures de flux de trésorerie, lorsque le risque de taux d'intérêt a trait à un versement d'intérêt variable prévu. Les échanges de paiements périodiques sur les swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures de la dette sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement comme ajustement des charges d'intérêts. Les échanges de paiements périodiques sur les contrats de taux d'intérêt désignés comme couvertures des versements d'intérêt futurs sont amortis en résultat net sur la durée des versements d'intérêt correspondants.

ii) Éléments non classés à titre de couvertures

Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture sont comptabilisés à la juste valeur estimative, et les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur sont constatés en résultat net dans la période au cours de laquelle ces variations se sont produites. Les profits réalisés et latents sur les autres produits dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture sont inscrits au poste Autres produits (charges), montant net.

Évaluation de la juste valeur

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation, que ce prix soit directement observable ou estimé selon une autre technique d'évaluation. Lorsqu'elle estime la juste valeur d'un actif ou d'un passif, la société en commandite tient compte des caractéristiques de l'actif ou du passif si c'est ce que feraient les intervenants du marché pour fixer le prix de l'actif ou du passif à la date d'évaluation.

L'évaluation de la juste valeur se divise en trois niveaux hiérarchiques (niveaux 1, 2 ou 3). Les niveaux hiérarchiques des justes valeurs sont fondés directement sur le niveau auquel les données d'entrée à l'égard des évaluations de la juste valeur sont observables. Les niveaux se présentent comme suit :

Niveau 1 – Les données d'entrée ne sont pas ajustées et elles consistent en des cours du marché sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques à la date d'évaluation.

Niveau 2 – Les données d'entrée (autres que les cours du marché visés au niveau 1) sont observables sur le marché de façon directe ou indirecte pour l'actif ou le passif à la date d'évaluation et sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif.

Niveau 3 – Les données d'entrée ne sont pas observables et elles reflètent la meilleure estimation de la direction à l'égard de ce que des intervenants du marché utiliseraient pour évaluer les actifs et les passifs à la date d'évaluation. Le risque inhérent à la technique d'évaluation et aux données d'entrée utilisées pour réaliser l'estimation est pris en compte.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

Sommaire de l'incidence de l'adoption d'IFRS 9 – Classement et évaluation

Le tableau suivant présente le classement et l'évaluation des actifs financiers en vertu d'IFRS 9 et d'IAS 39, à la date de l'application initiale. Aucun tableau semblable n'a été préparé pour les passifs financiers, car il n'y a eu aucun reclassement dans les passifs financiers ni aucune réévaluation d'un passif financier.

Les données du tableau qui suit sont présentées au 1^{er} janvier 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Coût amorti	Total
Solde d'ouverture (IAS 39)	166 \$	429 \$	5 852 \$	6 447 \$
Reclassements	211	(211)	—	—
Solde d'ouverture révisé (IFRS 9)	377 \$	218 \$	5 852 \$	6 447 \$

Les paragraphes suivants expliquent comment l'application des nouvelles exigences en matière de classement d'IFRS 9 s'est traduite par des changements au classement de certains actifs financiers détenus par la société en commandite, tel qu'il est démontré dans le tableau ci-dessus.

Instruments reclassés des instruments disponibles à la vente (IAS 39) aux instruments à la juste valeur par le biais du résultat net (IFRS 9) :

Instruments d'emprunt classés précédemment comme disponibles à la vente mais qui ne correspondent pas uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts

La société en commandite détenait des débentures garanties et des droits contractuels d'un montant de 187 M\$ qui ont été reclassés des instruments disponibles à la vente aux instruments à la juste valeur par le biais du résultat net. En vertu d'IFRS 9, les débentures et les droits contractuels ne répondent pas aux critères pour être classés comme étant au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, puisque leurs flux de trésorerie ne correspondent pas uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts. Les profits liés à la juste valeur connexes de 3 M\$ attribuables à la société en commandite, déduction faite de l'impôt, ont été transférés de la réserve au titre d'actifs disponibles à la vente aux bénéfices non distribués le 1^{er} janvier 2018.

Instruments de capitaux propres classés précédemment comme disponibles à la vente et que la société en commandite a choisi de ne pas classer comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

La société en commandite détenait un instrument de capitaux propres d'un montant de 24 M\$ qui a été reclassé des instruments disponibles à la vente aux instruments à la juste valeur par le biais du résultat net. Les pertes liées à la juste valeur connexes de 3 M\$ attribuables à la société en commandite, déduction faite de l'impôt, ont été transférées de la réserve au titre d'actifs disponibles à la vente aux bénéfices non distribués le 1^{er} janvier 2018.

Sommaire de l'incidence de l'adoption d'IFRS 9 – Dépréciation

Le solde d'ouverture des corrections de valeur pour pertes de la société en commandite en vertu d'IAS 39 ne diffère pas de façon significative du solde d'ouverture des pertes de crédit attendues de la société en commandite déterminé conformément à IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018.

Sommaire de l'incidence de l'adoption d'IFRS 9 – Dérivés et activités de couverture

Conformément aux dispositions transitoires relatives à la comptabilité de couverture d'IFRS 9, la société en commandite a appliqué les dispositions en matière de comptabilité de couverture prospectivement, à partir de la date de première application, le 1^{er} janvier 2018. Les relations de couverture admissibles de la société en commandite en place au 1^{er} janvier 2018 étaient aussi admissibles à la comptabilité de couverture en vertu d'IFRS 9. Par conséquent, elles ont été considérées comme des relations de couverture maintenues.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

f) Changements futurs de méthodes comptables

i) Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui entraîne la comptabilisation de la plupart des contrats de location au bilan, faisant disparaître la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement. Toutefois, le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même, et la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement reste inchangée. IFRS 16 annule et remplace IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes, et entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

La société en commandite a participé à des séances de planification stratégique avec ses filiales et ses entreprises associées dans le but de fournir des directives à l'égard des principaux éléments à prendre en considération et de mettre en œuvre un plan d'adoption. La société en commandite a presque terminé de cerner, parmi les ententes contractuelles existantes, les contrats de location qui doivent être inscrits à l'actif en vertu de la nouvelle norme. La société en commandite procède actuellement à la quantification de la valeur actualisée des contrats de location cernés afin de déterminer l'incidence sur le bilan au 1^{er} janvier 2019 et à l'évaluation de l'incidence de l'adoption de la norme sur nos états du résultat net. La société en commandite progresse comme prévu selon le plan d'adoption. Les prochaines étapes comprennent la finalisation de l'analyse documentée, y compris l'évaluation de l'incidence sur les systèmes informatiques et les contrôles internes, l'élaboration des informations à fournir en vertu de la nouvelle norme et le report en avant de l'analyse pour inclure tous les contrats de location actifs à la fin de l'exercice.

IFRS 16 peut être adoptée selon une méthode rétrospective intégrale ou selon une méthode rétrospective modifiée en vertu de laquelle l'incidence de la transition est comptabilisée en capitaux propres au 1^{er} janvier 2019 et les chiffres des périodes comparatives ne sont pas retraités. Actuellement, la société en commandite prévoit adopter la méthode rétrospective modifiée et procède à l'évaluation de plusieurs mesures de simplification prévues par la nouvelle norme.

La société en commandite continue d'évaluer l'incidence globale d'IFRS 16 sur ses états financiers consolidés.

ii) Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (« IFRIC 23 »), qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Aux termes de l'interprétation, une entité doit évaluer s'il est probable qu'une administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain utilisé par une entité, ou qu'une entité se propose d'utiliser, dans sa déclaration de revenus et elle doit faire preuve de jugement pour déterminer si chaque traitement fiscal doit être considéré isolément ou si certains traitements fiscaux devraient plutôt être regroupés. Son choix doit se faire en fonction de la méthode offrant les meilleures prévisions quant au dénouement de l'incertitude. L'entité doit aussi déterminer s'il est probable que l'autorité compétente accepte chaque traitement fiscal ou chaque ensemble de traitements fiscaux, en supposant que l'autorité fiscale habilitée à contrôler un montant déclaré contrôlera effectivement le montant en question et aura, pour ce faire, pleine connaissance de toute l'information pertinente. L'interprétation peut être appliquée de façon entièrement rétrospective ou selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement de l'information comparative. La société en commandite évalue actuellement l'incidence d'IFRIC 23 sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

NOTE 3. ACQUISITION D'ENTREPRISES

Lorsqu'elle détermine la méthode appropriée pour comptabiliser ses entités émettrices, la société en commandite évalue le degré d'influence exercé par la société en commandite directement ou par l'intermédiaire d'une entente sur les activités pertinentes de l'entité émettrice. Un contrôle est exercé lorsque la société en commandite a un pouvoir sur les entités acquises et lorsqu'elle a la capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur les rendements de ces entités.

La société en commandite comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, en vertu de laquelle le coût d'acquisition d'une entreprise est réparti entre ses actifs et ses passifs corporels et incorporels identifiables en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

a) Acquisitions conclues au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018

Le tableau suivant présente la contrepartie transférée, les actifs acquis et les passifs repris aux dates d'acquisition applicables.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux¹	Services d'infrastructures¹	Activités industrielles¹	Énergie¹	Total
Trésorerie	6 \$	1 686 \$	45 \$	— \$	1 737 \$
Contrepartie sans effet sur la trésorerie	—	—	—	275	275
Total de la contrepartie²	6 \$	1 686 \$	45 \$	275 \$	2 012 \$
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 \$	286 \$	30 \$	342 \$	660 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	7	635	75	235	952
Stocks, montant net	—	617	58	—	675
Placements mis en équivalence	—	7	1	321	329
Immobilisations corporelles	7	933	187	3 738	4 865
Immobilisations incorporelles	5	2 613	231	—	2 849
Goodwill	13	205	180	547	945
Actifs d'impôt différé	—	—	27	5	32
Actifs financiers	—	295	2	20	317
Autres actifs	—	1 076	—	69	1 145
Créditeurs et autres	(7)	(2 725)	(199)	(786)	(3 717)
Emprunts	—	(3)	(266)	(3 349)	(3 618)
Passifs d'impôt différé	—	(97)	(72)	(2)	(171)
Actifs nets acquis, avant la participation ne donnant pas le contrôle	27	3 842	254	1 140	5 263
Participation ne donnant pas le contrôle ^{3, 4}	(21)	(2 156)	(209)	(865)	(3 251)
Actifs nets acquis	6 \$	1 686 \$	45 \$	275 \$	2 012 \$

1. La juste valeur initiale de l'ensemble des actifs acquis, des passifs repris et du goodwill dans le cadre de ces acquisitions a été établie sur une base provisoire à la fin de la période de présentation.
2. Exclut la contrepartie attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, qui représente les participations d'autres entités dans les filiales en exploitation.
3. La participation ne donnant pas le contrôle comptabilisée au moment du regroupement d'entreprises a été évaluée à la juste valeur en ce qui concerne les services commerciaux et les services d'infrastructures.
4. La participation ne donnant pas le contrôle comptabilisée au moment du regroupement d'entreprises a été évaluée selon la quote-part de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris en ce qui concerne l'énergie et les activités industrielles.

Services commerciaux

Entreprise de gestion d'installations

Le 1^{er} février 2018, la société en commandite, par l'entremise de BGIS, a conclu une acquisition complémentaire et a fait l'acquisition d'une participation de 85 % dans Critical Solutions Group and Critical Power Testing and Maintenance (« CSG »), un fournisseur américain spécialisé dans la prestation de services pour le marché des centres de données, pour un montant de 4 M\$ attribuable à la société en commandite. Au moment de l'acquisition, la société en commandite détenait une participation économique de 22 % et un bloc de droits de vote de 85 % dans cette entreprise, ce qui donne à la société en commandite le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite consolide l'entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Des coûts d'acquisition de moins de 1 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités. Un goodwill de 8 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance et les synergies que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé est déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 30 septembre 2018 comprennent des produits de 1 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de moins de 1 M\$ découlant de l'acquisition. Si cette acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2018, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 1 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de moins de 1 M\$ pour la période close le 30 septembre 2018.

Services d'infrastructures

Westinghouse Electric Company (« Westinghouse »)

Le 1^{er} août 2018, la société en commandite a acquis, de concert avec des investisseurs institutionnels, une participation de 100 % dans Westinghouse, un fournisseur mondial de premier plan de services d'infrastructures pour le secteur de la production d'énergie. La participation économique de 44 % de la société en commandite a été acquise pour une contrepartie de 1 686 M\$. La société en commandite détient un bloc de droits de vote de 100 % dans cette entreprise, ce qui nous en donne le contrôle. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Des coûts d'acquisition d'environ 51 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités. Un goodwill de 205 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Nous avons acquis des immobilisations corporelles de 2 613 M\$, qui comprennent essentiellement des technologies développées et le nom commercial Westinghouse.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 30 septembre 2018 comprennent des produits de 325 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 4 M\$ découlant de l'acquisition. Si cette acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2018, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 1 297 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 95 M\$ pour la période close le 30 septembre 2018.

Activités industrielles

Schoeller Allibert Group B.V. (« Schoeller Allibert »)

Le 15 mai 2018, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation de 70 % dans Schoeller Allibert, l'un des plus importants fabricants de systèmes d'emballage en plastique récupérables en Europe. La participation économique de 14 % de la société en commandite a été acquise pour une contrepartie de 45 M\$. La société en commandite détient un bloc de droits de vote de 52 % dans cette entreprise, ce qui nous en donne le contrôle. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Des coûts d'acquisition d'environ 9 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités. Un goodwill de 180 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance et les synergies que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Nous avons acquis des immobilisations corporelles de 231 M\$, surtout de la technologie brevetée et des relations avec les clients.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 30 septembre 2018 comprennent des produits de 33 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 2 M\$ découlant de l'acquisition. Si cette acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2018, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 63 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 3 M\$ pour la période close le 30 septembre 2018.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

Énergie

Teekay Offshore Partners L.P. (« Teekay Offshore »)

Avant le 3 juillet 2018, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, détenait une participation économique de 60 % dans Teekay Offshore et un bloc de droits de vote de 49 % dans le commandité de Teekay Offshore (« Teekay Offshore GP »). La participation économique de 60 % dans Teekay Offshore a été comptabilisée au moyen de la méthode de la mise en équivalence. Le 3 juillet 2018, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, a exercé son option de commandité afin d'acquérir un bloc de droits de vote additionnel de 2 % dans Teekay Offshore GP en échange de un million de bons de souscription et elle a commencé à consolider l'entreprise. Au moment de l'acquisition, la société en commandite détenait une participation économique de 60 % dans Teekay Offshore et un bloc de droits de vote de 51 % dans Teekay Offshore GP, ce qui donne à la société en commandite le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé cette entreprise aux fins de la présentation des états financiers. La contrepartie totale de l'acquisition s'est chiffrée à 275 M\$, attribuable à la société en commandite, et des coûts d'acquisition de néant ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.

Un goodwill de 547 M\$ a été acquis, lequel représente les avantages que nous prévoyons tirer de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 30 septembre 2018 comprennent des produits de 77 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite d'environ 9 M\$ découlant de l'acquisition. Si cette acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2018, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 230 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de 17 M\$ pour la période close le 30 septembre 2018.

Le tableau suivant présente de l'information détaillée sur les regroupements d'entreprises réalisés par étapes sur une base brute :

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018
Juste valeur du placement immédiatement avant la prise de contrôle	651 \$
Moins : valeur comptable du placement immédiatement avant l'acquisition	447
Ajouter : montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ¹	2
Profit de réévaluation	206 \$
Profit à l'extinction ²	44
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	250 \$
Total du profit à l'acquisition attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	135 \$
Total du profit à l'acquisition attribuable à la société en commandite	115 \$

1. Inclus dans la valeur comptable du placement immédiatement avant l'acquisition.
2. La société en commandite a comptabilisé un profit total à l'extinction d'un montant de 44 M\$ au niveau des filiales (18 M\$ à l'égard de la dette et 26 M\$ à l'égard des bons de souscription).

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

b) Acquisitions conclues en 2017

Le tableau suivant présente la contrepartie transférée, les actifs acquis et les passifs repris aux dates d'acquisition applicables.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux¹	Activités industrielles	Énergie¹	Total
Trésorerie	198 \$	383 \$	12 \$	593 \$
Contrepartie éventuelle	13	—	—	13
Total de la contrepartie²	211 \$	383 \$	12 \$	606 \$
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	39 \$	296 \$	— \$	335 \$
Débiteurs et autres	1 248	978	—	2 226
Stocks	690	10	—	700
Placements mis en équivalence	122	90	—	212
Immobilisations corporelles	264	200	39	503
Immobilisations incorporelles	403	2 436	—	2 839
Goodwill	325	3	—	328
Actifs d'impôt différé	9	50	—	59
Actifs financiers	106	—	—	106
Autres actifs	—	65	—	65
Profit à l'acquisition	—	—	(7)	(7)
Créditeurs et autres	(1 885)	(227)	—	(2 112)
Emprunts	(210)	(1 468)	—	(1 678)
Passifs d'impôt différé	(58)	(729)	(2)	(789)
Actifs nets acquis, avant la participation ne donnant pas le contrôle	1 053	1 704	30	2 787
Participation ne donnant pas le contrôle ^{3, 4}	(842)	(1 321)	(18)	(2 181)
Actifs nets acquis	211 \$	383 \$	12 \$	606 \$

1. La juste valeur initiale de l'ensemble des actifs acquis, des passifs repris et du goodwill dans le cadre de cette acquisition a été établie sur une base provisoire à la fin de la période de présentation.
2. Exclut la contrepartie attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, qui représente les participations d'autres entités dans les filiales en exploitation.
3. Les participations ne donnant pas le contrôle comptabilisées au moment des regroupements d'entreprises ont été évaluées à la juste valeur en ce qui concerne les services commerciaux et l'énergie.
4. La participation ne donnant pas le contrôle comptabilisée au moment des regroupements d'entreprises a été évaluée selon la quote-part de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris en ce qui concerne les activités industrielles.

Services commerciaux

Fuel Holdings Limited (« Greenergy »)

Le 10 mai 2017, la société en commandite a acquis, de concert avec des investisseurs institutionnels, une participation de 85 % dans Greenergy, une entreprise de carburants pour véhicules routiers au Royaume-Uni. La participation économique de 14 % de la société en commandite a été acquise pour une contrepartie de 79 M\$ attribuable à la société en commandite. La société en commandite détient un bloc de droits de vote de 85 % dans cette entreprise, ce qui nous donne le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

La contrepartie éventuelle pourrait déclencher le paiement d'un montant si certaines cibles du BAIIA sont atteintes au cours de la période de cinq ans suivant la clôture, de même que certaines cibles en matière de distributions en trésorerie et de placement. Les montants non actualisés des paiements potentiels se situent entre 6 M\$ et 12 M\$. À la date d'acquisition, la société en commandite a comptabilisé une contrepartie éventuelle de 11 M\$.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

Avant la clôture de l'acquisition, la société en commandite avait conclu une couverture de flux de trésorerie, laquelle a généré un profit de 12 M\$ à la clôture. La société en commandite avait choisi de comptabiliser les profits connexes et de les reclasser des autres éléments du résultat global afin de les inclure dans la juste valeur initiale des actifs nets acquis.

Des coûts d'acquisition de 7 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans l'état consolidé du résultat net. Un goodwill de 93 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent des produits de 1 917 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de 2 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2017, la société en commandite aurait comptabilisé des produits d'approximativement 2 865 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite d'approximativement 4 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le 31 octobre 2017, la société en commandite, par l'entremise de Greenergy, a conclu deux acquisitions complémentaires distinctes, soit l'acquisition d'une participation de 85 % dans Inver Energy, une entreprise de carburants pour véhicules routiers en Irlande, et d'une participation de 85 % dans Canadian Operators Petroleum, pour une contrepartie combinée de 10 M\$ attribuable à la société en commandite. Au moment de l'acquisition, la société en commandite, par l'entremise de Greenergy, détenait une participation économique de 14 % et un bloc de droits de vote de 85 % dans chacune de ces entreprises, ce qui donne à la société en commandite le contrôle des entreprises. Par conséquent, la société en commandite, par l'entremise de Greenergy, consolide ces entreprises aux fins de la présentation de l'information financière.

Des coûts d'acquisition de moins de 1 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans l'état consolidé du résultat net. Un goodwill de 9 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance et les synergies que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent des produits de 17 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de moins de 1 M\$ découlant des deux acquisitions complémentaires. Si ces acquisitions avaient pris effet le 1^{er} janvier 2017, la société en commandite aurait comptabilisé des produits d'approximativement 92 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de moins de 1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Commercialisation de carburants

Le 17 juillet 2017, de concert avec des partenaires institutionnels, la société en commandite a acquis 213 stations-service de détail et dépanneurs connexes (l'« entreprise de commercialisation de carburants ») dans tout le Canada, pour une contrepartie de 110 M\$ attribuable à la société en commandite. Au moment de l'acquisition, la société en commandite détenait une participation économique de 26 % et un bloc de droits de vote de 100 % dans cette entreprise, ce qui donne à la société en commandite le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Les stations-service passeront sous la marque Mobil dans le cadre d'un accord conclu avec Imperial Oil, marquant l'entrée de la marque de carburant Mobil sur le marché canadien. Les stations-service continueront de permettre aux clients d'accumuler des points dans le cadre du programme de fidélité existant. Une immobilisation incorporelle relative au programme de fidélité a été comptabilisée au moment de l'acquisition.

Avant la clôture de l'acquisition, la société en commandite avait conclu une couverture de flux de trésorerie, laquelle a généré un profit de 3 M\$ à la clôture. La société en commandite a choisi de comptabiliser les profits connexes et de les reclasser des autres éléments du résultat global afin de les inclure dans la juste valeur initiale des actifs nets acquis.

Des coûts d'acquisition de 4 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans l'état consolidé du résultat net. Un goodwill de 211 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance et les synergies que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé est déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent des produits de 161 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de moins de 2 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2017, la société en commandite aurait comptabilisé des produits d'approximativement 353 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite d'approximativement 4 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

Autres

Le 19 juin 2017, l'une des filiales de la société en commandite a acquis une entreprise de courtage immobilier dans la province de Québec, au Canada, pour une contrepartie totale d'approximativement 9 M\$ attribuable à la société en commandite. Au moment de l'acquisition, la société en commandite détenait une participation économique de 100 % et un bloc de droits de vote de 100 % dans cette entreprise, ce qui nous donne le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière. Des coûts d'acquisition de moins de 1 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans l'état consolidé du résultat net.

Un goodwill de 9 M\$ a été acquis, lequel représente les synergies qui devraient découler de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent des produits de 2 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de moins de 1 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2017, la société en commandite aurait comptabilisé des produits d'approximativement 7 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite d'approximativement 1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Activités industrielles

BRK Ambiental

Le 25 avril 2017, la société en commandite a acquis, de concert avec des investisseurs institutionnels, une participation de 70 % dans BRK Ambiental, une entreprise de traitement des eaux usées et des eaux industrielles au Brésil qui avait un bloc de droits de vote de 12,5 % dans BRK Ambiental – Ativos Maduros S.A. (« OAMA »), une entreprise de traitement des eaux industrielles. OAMA est comptabilisée par BRK Ambiental selon la méthode de la mise en équivalence. Par la suite, le 30 mai 2017, la société en commandite a acquis, de concert avec des investisseurs institutionnels, le bloc de droits de vote restant de 87,5 % dans OAMA et a commencé à consolider les entreprises. Au moment de l'acquisition de BRK Ambiental, le bloc de droits de vote de 12,5 % de cette dernière dans OAMA a été réévalué à la juste valeur dans le cadre de la répartition du prix d'achat. Compte tenu de la courte période qui sépare les deux dates de clôture, aucun profit ni perte de réévaluation n'a été comptabilisé.

Au moment de l'acquisition des entreprises, la société en commandite détenait une participation économique d'environ 27 % qui, combinée avec notre bloc de droits de vote, nous donne le contrôle sur BRK Ambiental et sur OAMA. Par conséquent, la société en commandite consolide les entreprises aux fins de la présentation des états financiers. Au 31 décembre 2017, la société en commandite détenait une tranche de 35 M\$ de la contrepartie en mains tierces, qui sera versée au vendeur au cours des cinq prochaines années à chaque anniversaire de la date de clôture. Des coûts d'acquisition de 11 M\$ ont été passés en charges aux dates d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans l'état consolidé du résultat net. Un goodwill d'environ 3 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités regroupées pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent des produits de 132 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de 5 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2017, la société en commandite aurait comptabilisé des produits d'approximativement 199 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et un bénéfice net attribuable à la société en commandite d'approximativement 17 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Énergie

Le 5 novembre 2017, l'une des filiales de la société en commandite a acquis un regroupement d'actifs d'entretien et de pistonnage de puits en Alberta, au Canada, pour une contrepartie totale d'approximativement 12 M\$ attribuable à la société en commandite. Au moment de l'acquisition, la société en commandite détenait une participation économique de 40 % et un bloc de droits de vote de 73 % dans cette entreprise, ce qui nous donne le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière. Des coûts d'acquisition de 1 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans l'état consolidé du résultat net. Un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses de 7 M\$ a été comptabilisé, puisque le vendeur était motivé à sortir du marché canadien.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent des produits de 3 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de 1 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2017, la société en commandite aurait comptabilisé des produits d'approximativement 13 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et un bénéfice net attribuable à la société en commandite d'approximativement 2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

NOTE 4. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est fondée sur le cours acheteur ou le cours vendeur coté, selon le cas. Lorsqu'il n'existe aucun cours acheteur ou vendeur disponible, le cours de clôture de la transaction la plus récente liée à cet instrument est alors utilisé. Lorsqu'il n'y a pas de marché actif, nous déterminons la juste valeur selon les cours du marché en vigueur, comme les cours acheteur et vendeur, selon le cas, pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et des profils de risque semblables, ou selon des modèles d'évaluation internes et externes, tels que des modèles d'évaluation des options et des analyses des flux de trésorerie actualisés, reposant sur des données de marché observables.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il est nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Pour déterminer ces hypothèses, la société en commandite se base principalement sur des données de marché externes facilement observables, telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que la volatilité des prix et des taux, selon le cas. Les instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

Le tableau suivant présente de l'information détaillée sur les instruments financiers et leur classement connexe au 30 septembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

BASE D'ÉVALUATION	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Coût amorti	Total
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	— \$	1 770 \$	1 770 \$
Débiteurs, montant net (courants et non courants) ¹	50	—	5 380	5 430
Autres actifs (courants et non courants) ²	—	—	526	526
Actifs financiers (courants et non courants) ³	319	390	543	1 252
Total	369 \$	390 \$	8 219 \$	8 978 \$
Passifs financiers				
Créditeurs et autres ⁴	241 \$	11 \$	5 086 \$	5 338 \$
Emprunts (courants et non courants)	—	—	10 865	10 865
Total	241 \$	11 \$	15 951 \$	16 203 \$

1. Les débiteurs comptabilisés à la juste valeur se rapportent à nos activités minières.

2. Ne tient pas compte des paiements d'avance et autres actifs de 1 067 M\$.

3. Se reporter à la rubrique « Activités de couverture » à la note 4 a) ci-après.

4. Ne tient pas compte des provisions, des passifs relatifs au démantèlement, des produits différés, des travaux en cours, des avantages postérieurs à l'emploi, ni des droits et taxes divers d'un montant de 4 048 M\$.

Au 30 septembre 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprenaient un montant en trésorerie de 1 100 M\$ (31 décembre 2017 – 556 M\$) et un montant en équivalents de trésorerie de 670 M\$ (31 décembre 2017 – 550 M\$), dont des dépôts de 385 M\$ auprès de Brookfield (31 décembre 2017 – 384 M\$), comme il est décrit à la note 14.

NOTES ANNEXES

Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017

La juste valeur de l'ensemble des actifs financiers et des créateurs et autres au 30 septembre 2018 était équivalente à leur valeur comptable. La juste valeur des emprunts s'élevait à 10 870 M\$, comparativement à une valeur comptable de 10 865 M\$ au 30 septembre 2018. Au 31 décembre 2017, la juste valeur du billet à recevoir de Teekay Offshore était de 88 M\$, comparativement à une valeur comptable de 70 M\$, et la juste valeur des bons de souscription de Teekay Offshore était de 43 M\$, comparativement à une valeur comptable de 32 M\$. Au 30 septembre 2018, le billet à recevoir et les bons de souscription avaient été éliminés à la suite de la consolidation de Teekay Offshore.

Le tableau suivant présente la répartition des instruments financiers et leur classement connexe au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Juste valeur par le biais du résultat net	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances/Autres passifs	Total
		(Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global)	(Coût amorti)	
BASE D'ÉVALUATION	(Juste valeur)			
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	— \$	1 106 \$	1 106 \$
Débiteurs, montant net (courants et non courants) ¹	50	—	4 312	4 362
Autres actifs (courants et non courants) ²	—	—	195	195
Actifs financiers (courants et non courants) ³	116	429	239	784
Total	166 \$	429 \$	5 852 \$	6 447 \$
Passifs financiers				
Créditeurs et autres ⁴	159 \$	— \$	3 766 \$	3 925 \$
Emprunts (courants et non courants)	—	—	3 265	3 265
Total	159 \$	— \$	7 031 \$	7 190 \$

1. Les débiteurs comptabilisés à la juste valeur se rapportent à nos activités minières.

2. Ne tient pas compte des paiements d'avance et autres actifs de 314 M\$.

3. Se reporter à la rubrique « Activités de couverture » à la note 4 a) ci-dessous.

4. Ne tient pas compte des provisions, des passifs relatifs au démantèlement, des produits différés, des travaux en cours, des avantages postérieurs à l'emploi, ni des droits et taxes divers d'un montant de 1 713 M\$.

a) Activités de couverture

La société en commandite utilise des contrats de change et des instruments d'emprunt libellés en devises pour gérer le risque de change lié aux investissements nets dans des établissements à l'étranger. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, des pertes nettes latentes avant impôt de 10 M\$ et des profits nets latents avant impôt de 57 M\$ (30 septembre 2017 – pertes nettes latentes avant impôt de 31 M\$ et de 77 M\$, respectivement) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global relativement à la partie efficace des couvertures d'investissement net dans des établissements à l'étranger. Au 30 septembre 2018, les soldes de l'actif dérivé latent et du passif dérivé latent découlant des contrats dérivés désignés à titre de couvertures d'investissement net se chiffraient respectivement à 31 M\$ (31 décembre 2017 – 5 M\$) et à 11 M\$ (31 décembre 2017 – 27 M\$).

La société en commandite utilise des contrats de swap sur marchandises pour couvrir le prix de vente de ses contrats liés au gaz ainsi que des contrats de change pour couvrir les transactions futures hautement probables. Un certain nombre de ces contrats sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, des profits nets latents avant impôt de 9 M\$ et de 22 M\$ (30 septembre 2017 – profits nets de 6 M\$ et de 26 M\$) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global relativement à la partie efficace des couvertures de flux de trésorerie. Au 30 septembre 2018, les soldes de l'actif dérivé latent et du passif dérivé latent découlant des contrats dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie se chiffraient respectivement à 50 M\$ (31 décembre 2017 – 29 M\$) et à néant (31 décembre 2017 – néant).

Les autres dérivés sont évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les états consolidés du résultat net.

NOTES ANNEXES

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

b) Niveaux hiérarchiques des justes valeurs – instruments financiers

Les actifs et les passifs de niveau 3 évalués à la juste valeur de façon récurrente comprennent des actifs financiers de 252 M\$ (31 décembre 2017 – 257 M\$) et des passifs financiers de 73 M\$ (31 décembre 2017 – 64 M\$), lesquels sont évalués à la juste valeur au moyen de données d'entrée fondées sur les meilleures estimations de la direction.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018. Le tableau qui suit présente le classement des actifs et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur selon le niveau des données d'entrée utilisées au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018			31 décembre 2017		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers						
Actions ordinaires	293 \$	— \$	— \$	207 \$	— \$	— \$
Débiteurs	—	50	—	—	50	—
Prêts et effets à recevoir	—	—	2	—	—	1
Actifs dérivés	2	162	—	15	66	34
Autres actifs financiers	—	—	250	—	—	222
Total	295 \$	212 \$	252 \$	222 \$	116 \$	257 \$
Passifs financiers						
Passifs dérivés	16 \$	163 \$	36 \$	30 \$	65 \$	— \$
Autres passifs financiers	—	—	37	—	—	64
Total	16 \$	163 \$	73 \$	30 \$	65 \$	64 \$

Le tableau suivant présente la variation du solde des actifs financiers classés dans le niveau 3 au 30 septembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018
Solde au début de l'exercice	257 \$
Variation de la juste valeur comptabilisée en résultat net	(7)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat global	(1)
Entrées	42
Cessions	(39)
Solde à la fin de la période	252 \$

c) Compensation des actifs et des passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont compensés, et le montant net est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités lorsque la société en commandite a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Au 30 septembre 2018, des actifs financiers d'un montant brut de 4 M\$ (31 décembre 2017 – 21 M\$) et des passifs financiers d'un montant brut de 3 M\$ (31 décembre 2017 – 21 M\$) étaient compensés dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités relativement aux instruments financiers dérivés.

NOTES ANNEXES

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

NOTE 5. ACTIFS FINANCIERS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Courants		
Titres négociables ¹	292 \$	207 \$
Liquidités soumises à restrictions	366	68
Contrats dérivés	106	75
Prêts et effets à recevoir	31	11
Total des actifs financiers courants	795 \$	361 \$
Non courants		
Titres négociables ¹	1 \$	1 \$
Liquidités soumises à restrictions	27	11
Contrats dérivés	58	7
Prêts et effets à recevoir	121	150
Autres actifs financiers ²	250	254
Total des actifs financiers non courants	457 \$	423 \$

1. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, la société en commandite a comptabilisé des profits nets de néant et de néant (30 septembre 2017 – 10 M\$ et 49 M\$) à la cession de titres négociables.
2. Les autres actifs financiers comprenaient des débiteurs garanties liées à des sociétés de construction résidentielle comprises dans notre secteur Services commerciaux.

L'augmentation du montant net des actifs financiers par rapport au 31 décembre 2017, s'explique principalement par l'acquisition de Westinghouse au cours du troisième trimestre de 2018, ainsi que par les ajustements à la juste valeur de titres négociables et de contrats dérivés dans nos secteurs Énergie et Activités industrielles. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par l'élimination des bons de souscription de Teekay Offshore à la suite de l'exercice de notre option de commandité en vue d'acquiescer le contrôle du commandité de Teekay Offshore.

NOTE 6. DÉBITEURS ET AUTRES MONTANTS À RECEVOIR, MONTANT NET

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Courants, montant net	4 646 \$	3 454 \$
Non courants, montant net		
Retenue sur des contrats avec des clients	94	197
Droits de facturation	677	711
Débiteurs	13	—
Total des débiteurs et autres montants à recevoir non courants, montant net	784 \$	908 \$
Total	5 430 \$	4 362 \$

L'augmentation du montant net des débiteurs et autres montants à recevoir par rapport au 31 décembre 2017 s'explique essentiellement par l'acquisition de Westinghouse, la consolidation de Teekay Offshore au cours du troisième trimestre de 2018, ainsi que l'augmentation des débiteurs de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018.

Les droits de facturation représentent les droits non facturés de BRK Ambiental découlant des produits tirés de la construction relativement à des contrats liés à des concessions publiques classés comme des actifs financiers, lesquels sont comptabilisés quand il existe un droit inconditionnel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers de la part du concédant à l'égard des services de construction.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

NOTE 7. STOCKS, MONTANT NET

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Courants		
Matières premières et consommables	290 \$	138 \$
Carburants ¹	563	612
Travaux en cours	233	94
Certificats liés à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable ²	268	193
Produits finis et autres produits ³	415	31
Valeur comptable des stocks	1 769 \$	1 068 \$

1. Les carburants sont négociés sur des marchés actifs et achetés en vue de la revente dans un avenir rapproché. Par conséquent, les stocks de carburants sont comptabilisés à la juste valeur en fonction des cours du marché.
2. Des certificats liés à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable d'un montant de néant (31 décembre 2017 – 60 M\$) sont détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur. Il n'existe aucun marché externe permettant d'évaluer les certificats liés à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable. Afin d'évaluer ces contrats, la société en commandite a adopté une méthode d'établissement des prix qui tient compte à la fois de données d'entrée observables fondées sur les données du marché et d'hypothèses élaborées à l'interne en fonction de l'activité observable sur le marché.
3. Les produits finis et autres produits se composent surtout de produits finis dans nos secteurs Services d'infrastructures et Activités industrielles.

La hausse des stocks par rapport au 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable aux acquisitions de Westinghouse et de Schoeller Allibert et à l'augmentation des produits finis à notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite.

NOTE 8. ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Débiteurs, montant net	41 \$	— \$
Stocks	10	—
Immobilisations corporelles	21	14
Placements mis en équivalence	73	—
Actifs détenus en vue de la vente	145 \$	14 \$
Créditeurs et autres	12 \$	— \$
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	12 \$	— \$

Activités industrielles – Fabrication de produits de soutien à l'infrastructure

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure a vendu ses produits de drainage en acier et certains terrains et immeubles pour un produit de 82 M\$. Une perte à la cession connexe de 3 M\$ et un profit à la cession connexe de 48 M\$ ont été comptabilisés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018. Au 30 septembre 2018, notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure a classé comme détenus en vue de la vente certains actifs et passifs liés aux usines au sein des activités de produits préfabriqués et de drainage classés comme détenus en vue de la vente. La direction cherche activement un acheteur et négocie avec d'éventuels acheteurs. Elle prévoit conclure la vente durant l'exercice qui se clôturera le 31 décembre 2018.

Services commerciaux – Services de courtage immobilier

En avril 2018, Berkshire Hathaway a exercé son option d'achat visant l'acquisition de la participation de 33 % de la société en commandite dans la coentreprise de services de courtage immobilier, et la société en commandite a par conséquent comptabilisé un profit avant impôt de 55 M\$ au deuxième trimestre de 2018. Au 31 mars 2018, la société en commandite avait classé la participation dans la coentreprise comme détenue en vue de la vente.

Énergie – entreprise énergétique en Australie

En août 2018, une entente a été conclue à l'égard de la vente de notre entreprise énergétique en Australie, qui est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, au moyen de la vente intégrale de l'entité connexe, à une société énergétique en Australie. Au 30 septembre 2018, le placement mis en équivalence a été classé comme détenu en vue de la vente. La vente devrait être conclue au quatrième trimestre de 2018; toutefois, elle est assujettie à l'obtention de certains consentements et de certaines approbations, notamment de la Commission australienne de la concurrence et de la consommation.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

NOTE 9. AUTRES ACTIFS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Courants		
Travaux en cours ¹	526 \$	195 \$
Paievements d'avance et autres actifs	549	235
Total des autres actifs courants	1 075 \$	430 \$
Non courants		
Paievements d'avance et autres actifs	518 \$	79 \$
Total des autres actifs non courants	518 \$	79 \$

1. Se reporter à la note 13 pour des renseignements supplémentaires.

L'augmentation du montant net des autres actifs par rapport au 31 décembre 2017, est principalement attribuable à l'acquisition de Westinghouse et à la consolidation de Teekay Offshore au cours du troisième trimestre de 2018.

NOTE 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Valeur comptable brute :		
Solde au début	3 425 \$	2 849 \$
Entrées	289	195
Cessions	(32)	(275)
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	4 865	503
Transferts et actifs reclassés dans les actifs détenus en vue de la vente ²	(27)	(16)
Écart de change net	(119)	169
Solde de clôture	8 401 \$	3 425 \$
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur		
Solde au début	(895)	(753)
Dotation à l'amortissement, amortissement pour déplétion et charge pour perte de valeur	(477)	(151)
Cessions	14	52
Transferts et actifs reclassés dans les actifs détenus en vue de la vente ²	2	1
Écart de change net	22	(44)
Solde de clôture	(1 334)	(895)
Valeur comptable nette	7 067 \$	2 530 \$

1. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

2. Se reporter à la note 8 pour des renseignements supplémentaires.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, la société en commandite a comptabilisé une charge pour perte de valeur de 180 M\$ relativement à notre entreprise liée à l'énergie au Canada en raison de la diminution continue des prix du gaz naturel.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

NOTE 11. PLACEMENTS MIS EN ÉQUIVALENCE

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Solde au début de l'exercice	609 \$	166 \$
Adoption d'une nouvelle norme comptable	(7)	—
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	310	231
Entrées ³	267	208
Cessions ³	(447)	—
Quote-part du bénéfice net	1	69
Quote-part des autres éléments du résultat global	—	(5)
Distributions reçues	(24)	(59)
Écart de change	(25)	(1)
Reclassement dans les actifs détenus en vue de la vente et par la suite cédés ²	(148)	—
Solde à la fin de la période	536 \$	609 \$

1. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

2. Se reporter à la note 8 pour des renseignements supplémentaires.

3. Comprend des entrées/cessions sans effet sur la trésorerie liées à la consolidation de notre placement mis en équivalence dans Teekay Offshore.

Le 23 janvier 2018, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons conclu notre transaction avec la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, dans le cadre d'un partenariat avec notre partenaire du secteur des jeux, afin d'exploiter et de gérer 3 établissements de jeux dans la région du Grand Toronto pour une période d'au moins 22 ans. L'acquisition de nos établissements de jeu s'est soldée par une entrée de 8 M\$ au titre des placements mis en équivalence depuis le 31 décembre 2017.

Le solde des placements mis en équivalence a diminué en raison de la finalisation des montants provisoires liés à la comptabilisation initiale de l'acquisition de BRK Ambiental.

Avant le 3 juillet 2018, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, détenait une participation économique de 60 % dans Teekay Offshore et un bloc de droits de vote de 49 % dans le commandité de Teekay Offshore. La participation économique de 60 % dans Teekay Offshore a été comptabilisée au moyen de la méthode de la mise en équivalence. Le 3 juillet 2018, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, a exercé son option de commandité afin d'acquérir un bloc de droits de vote additionnel de 2 % dans Teekay Offshore GP en échange de un million de bons de souscription et elle a commencé à consolider l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a comptabilisé une cession du placement mis en équivalence dans Teekay Offshore et a commencé à consolider les placements mis en équivalence détenus par Teekay Offshore.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, la société en commandite a reçu des distributions totales des placements mis en équivalence de 24 M\$.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

NOTE 12. CRÉDITEURS ET AUTRES

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Courants		
Créditeurs	1 802 \$	1 451 \$
Charges à payer et autres passifs ^{1, 2}	3 960	2 992
Travaux en cours ³	1 633	341
Provisions et passifs relatifs au démantèlement	288	81
Total des créditeurs et autres courants	7 683 \$	4 865 \$
Non courants		
Créditeurs	90 \$	113 \$
Charges à payer et autres passifs ²	1 075	435
Travaux en cours ³	58	86
Provisions et passifs relatifs au démantèlement	480	139
Total des créditeurs et autres non courants	1 703 \$	773 \$

1. Comprend les découverts bancaires de 1 003 M\$ au 30 septembre 2018 (31 décembre 2017 – 581 M\$).
2. Comprend une obligation au titre des prestations définies de 400 M\$ (tranche courante de 14 M\$ et tranche non courante de 386 M\$) et une obligation au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite de 67 M\$ (tranche courante de 2 M\$ et tranche non courante de 65 M\$) au 30 septembre 2018.
3. Se reporter à la note 13 pour de plus amples renseignements.

L'augmentation des créditeurs et autres par rapport au 31 décembre 2017 est principalement attribuable à l'acquisition de Westinghouse et à la consolidation de Teekay Offshore.

NOTE 13. CONTRATS EN COURS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Coûts engagés au titre des contrats à la date considérée	20 595 \$	12 129 \$
Bénéfice comptabilisé à la date considérée (moins la perte comptabilisée)	2 180	558
	22 775	12 687
Moins : la facturation à l'avancement	(23 940)	(12 919)
Travaux en cours au titre des contrats (passif)	(1 165) \$	(232) \$
Composantes :		
Montants dus par des clients – travaux en cours (courants)	526 \$	195 \$
Montants dus aux clients – créditeurs (courants et non courants)	(1 691)	(427)
Travaux en cours nets	(1 165) \$	(232) \$

NOTE 14. EMPRUNTS

Le total des emprunts courants et non courants au 30 septembre 2018 s'élevait à 10 865 M\$ (31 décembre 2017 – 3 265 M\$). L'augmentation de 7 600 M\$ par rapport au 31 décembre 2017 s'explique essentiellement par un emprunt à terme garanti de premier rang de 2 250 M\$ contracté par notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, dont une tranche de 358 M\$ a servi au remboursement de la dette existante, par un financement au moyen d'un emprunt à terme de 2 950 M\$ contracté par Westinghouse et par la consolidation de Teekay Offshore.

Certaines entreprises de la société en commandite disposent de facilités de crédit dont les montants sont prélevés et remboursés sur une base mensuelle. Cette variation est comptabilisée en montant net dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités de la société en commandite.

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

Comme il est mentionné à la note 15, au 30 septembre 2018, la société en commandite avait conclu une convention de crédit avec Brookfield (la « convention de crédit liée à Brookfield ») prévoyant une facilité de crédit renouvelable de trois ans assortie d'un taux d'intérêt variable, en vertu de laquelle elle peut emprunter un montant maximal de 500 M\$ aux fins du financement des acquisitions et des placements. Au 30 septembre 2018, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit en vertu de la convention de crédit liée à Brookfield.

Au deuxième trimestre de 2018, la société en commandite a modifié et mis à jour notre facilité de crédit bilatérale pour en accroître la limite d'un montant de 575 M\$, la faisant passer à 825 M\$, auprès d'un groupe élargi de banques. En plus du dollar américain et du dollar canadien, des montants peuvent être prélevés sur cette facilité de crédit modifiée en euros, en livres sterling ou en dollars australiens. Les avances en vertu de cette facilité de crédit modifiée portent intérêt au taux précisé parmi le LIBOR, l'EURIBOR, le CDOR, le BBSY ou le taux des acceptations bancaires, majoré de 2,50 %, ou au taux précisé entre le taux de base et le taux préférentiel, majoré de 1,50 %. La date d'échéance de la facilité de crédit a été reportée de deux ans jusqu'en août 2021. Au 30 septembre 2018, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité.

La société en commandite a conclu, par l'intermédiaire de ses entreprises en exploitation, des facilités de crédit avec des institutions financières importantes. Il s'agit principalement de facilités de crédit à terme renouvelables et de facilités d'exploitation renouvelables assorties de taux d'intérêt variables. Dans certains cas, les facilités sont assorties de clauses restrictives financières, généralement sous la forme de ratios de couverture des intérêts et de ratios de levier financier. L'une des sociétés de services immobiliers de la société en commandite dans le secteur Services commerciaux dispose d'un programme de titrisation en vertu duquel elle transfère une participation en copropriété indivise dans des débiteurs admissibles sur une base entièrement administrée, contre un produit en trésorerie, à leur juste valeur aux termes de l'entente. Bien que la vente de la participation en copropriété soit considérée comme une vente légale, la société en commandite a déterminé que le critère de décomptabilisation d'actifs n'a pas été satisfait, car il n'y a pas transfert de la quasi-totalité des risques et avantages liés au droit de propriété.

La société en commandite respectait toutes ses clauses restrictives ou avait obtenu des exemptions à l'égard de celles-ci.

NOTE 15. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, la société en commandite a conclu les transactions présentées ci-dessous avec des parties liées selon la valeur d'échange. Ces transactions ont été évaluées à la juste valeur et elles sont comptabilisées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

a) Transactions avec la société mère

Au 30 septembre 2018, un montant de néant (31 décembre 2017 – néant) avait été prélevé sur les facilités de crédit aux termes des conventions de crédit liées à Brookfield.

La société en commandite a conclu une convention de dépôt avec Brookfield en vertu de laquelle elle peut déposer des fonds auprès de Brookfield, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration. Le solde de tout dépôt est payable à vue et est assorti d'un taux d'intérêt convenu selon les conditions du marché. Au 30 septembre 2018, le montant du dépôt était de 385 M\$ (31 décembre 2017 – 384 M\$) et était compris dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, la société en commandite a gagné des produits d'intérêts de 3 M\$ et de 10 M\$, respectivement, sur ces dépôts (30 septembre 2017 – 1 M\$ et 4 M\$, respectivement).

La société en commandite paie à Brookfield des honoraires de gestion de base trimestriellement. Aux fins du calcul des honoraires de gestion de base, la capitalisation totale de Brookfield Business Partners L.P. correspond au cours moyen pondéré en fonction du volume trimestriel des parts de la société en commandite à la Bourse principale (en fonction du volume de négociation) multiplié par le nombre de parts en circulation à la fin du trimestre (en supposant la conversion de la totalité des parts de rachat-échange en parts de Brookfield Business Partners L.P.), majoré de la valeur des titres des autres bénéficiaires de services, qui ne sont pas détenus par la société en commandite, majoré du montant de la dette impayée avec recours à l'égard d'un bénéficiaire de services, déduction faite de toute trésorerie détenue par de telles entités. Les honoraires de gestion de base se sont chiffrés à 15 M\$ et à 41 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 (30 septembre 2017 – 9 M\$ et 22 M\$, respectivement).

En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, Brookfield a le droit de recevoir des distributions incitatives. Le total de la distribution incitative pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 s'est chiffré à 94 M\$ et à 278 M\$ (30 septembre 2017 – 25 M\$ et 25 M\$).

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

La société en commandite a précédemment conclu un certain nombre de couvertures d'investissement net dans des établissements à l'étranger avec Brookfield, lesquelles étaient toutes réglées au 31 décembre 2017. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, des pertes latentes de néant (30 septembre 2017 – 1 M\$ et 10 M\$) et des pertes réalisées de néant (30 septembre 2017 – profit de 1 M\$ et perte de 5 M\$), respectivement, ont été comptabilisées.

En outre, au moment de la scission-distribution, la société en commandite a conclu des conventions d'indemnisation avec Brookfield relativement à des projets dans certaines régions qui étaient en cours avant la scission-distribution. En vertu de ces conventions d'indemnisation, Brookfield a convenu de nous indemniser pour la réception de paiements au titre de ces projets.

b) Autres

Les tableaux qui suivent présentent le sommaire des autres transactions que la société en commandite a conclues avec des parties liées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2018	30 septembre 2017	30 septembre 2018	30 septembre 2017
Transactions au cours de la période				
Produits tirés des services de construction	119 \$	94 \$	343 \$	255 \$

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Solde à la fin de la période		
Débiteurs	57 \$	64 \$
Créditeurs et autres	153 \$	106 \$

NOTE 16. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les activités de la société en commandite l'exposent à divers risques financiers, y compris le risque de marché (c'est-à-dire le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque sur marchandises et autre risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. La société en commandite et ses filiales utilisent de façon sélective des instruments financiers dérivés dans le but de gérer ces risques.

Le tableau qui suit présente le montant total de la position des instruments financiers dérivés de la société en commandite.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018		31 décembre 2017	
	Actif financier	Passif financier	Actif financier	Passif financier
Contrats de change à terme	72 \$	41 \$	9 \$	40 \$
Bons de souscription	—	36	32	—
Swaps de taux d'intérêt	10	84	—	—
Contrats liés aux marchandises	82	50	74	55
Autres	—	4	—	—
Total	164 \$	215 \$	115 \$	95 \$
Total courant	106 \$	90 \$	75 \$	95 \$
Total non courant	58 \$	125 \$	40 \$	— \$

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

NOTE 17. CAPITAUX PROPRES

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, la société en commandite a distribué aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité et aux porteurs de parts de rachat-échange des dividendes de 8 M\$ et de 24 M\$, respectivement, soit environ 0,0625 \$ par part de société en commandite (30 septembre 2017 – 7 M\$ et 21 M\$, respectivement). Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, la société en commandite a distribué aux autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation un montant de 495 M\$ et de 2 153 M\$, respectivement, principalement en raison des dividendes reçus de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite (30 septembre 2017 – 74 M\$ et 381 M\$, respectivement).

Il n'y a eu aucun changement du nombre de parts émises et en circulation au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018.

a) Bénéfice par part de société en commandite

(La perte nette) le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite a représenté une perte de 1 M\$ et un bénéfice de 4 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018. Le nombre moyen pondéré de parts de société en commandite en circulation pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 était de 66 millions (30 septembre 2017 – 52 millions).

b) Distribution incitative aux porteurs de parts de société en commandite spéciales

En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, Brookfield a droit au versement de distributions incitatives fondées sur une hausse de 20 % du cours des parts de la société en commandite par rapport au seuil initial fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume des parts, sous réserve d'un cours plus élevé. Des distributions de 94 M\$ et de 278 M\$ (30 septembre 2017 – 25 M\$ et 25 M\$, respectivement) ont été déclarées au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018. Le seuil a été rétabli à 41,96 \$ par part.

NOTE 18. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL**a) Attribuable aux commanditaires**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Autres¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	(111) \$	6 \$	(7) \$	(112) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(55)	7	11	(37)
Changements de participation	— \$	— \$	(1) \$	(1) \$
Solde au 30 septembre 2018	(166) \$	13 \$	3 \$	(150) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Titres disponibles à la vente	Autres¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2017	(148) \$	4 \$	3 \$	(141) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	47	2	(16)	33
Solde au 30 septembre 2017	(101) \$	6 \$	(13) \$	(108) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

NOTES ANNEXES

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

b) Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle – parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Autres¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	(165) \$	4 \$	(4) \$	(165) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(54)	7	11	(36)
Changements de participation	— \$	— \$	(1) \$	(1) \$
Solde au 30 septembre 2018	(219) \$	11 \$	6 \$	(202) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Titres disponibles à la vente	Autres¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2017	(205) \$	2 \$	6 \$	(197) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	51	1	(17)	35
Solde au 30 septembre 2017	(154) \$	3 \$	(11) \$	(162) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

NOTE 19. COÛTS D'EXPLOITATION DIRECTS

La société en commandite n'a pas d'employé ni d'administrateur principal et elle ne rémunère aucun principal dirigeant. Les principaux décideurs de la société en commandite sont tous des employés de la société mère ultime ou de ses filiales, laquelle fournit des services de gestion en vertu de la convention de services-cadre conclue avec Brookfield.

Les coûts d'exploitation directs comprennent l'ensemble des charges imputables, à l'exception des intérêts, des amortissements, de la charge pour perte de valeur, des autres charges et de l'impôt, et sont principalement imputables au coût des ventes et à la rémunération. Le tableau qui suit présente, par nature, les coûts d'exploitation directs pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 30 septembre 2018 et le 30 septembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2018	30 septembre 2017	30 septembre 2018	30 septembre 2017
Coût des ventes	8 296 \$	6 937 \$	23 211 \$	12 723 \$
Rémunération	770	353	1 673	1 082
Impôts fonciers, taxes de vente et autres	14	5	45	37
Total	9 080 \$	7 295 \$	24 929 \$	13 842 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de charges s'est élevé à 5 902 M\$ et à 15 703 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 (30 septembre 2017 – 4 435 M\$ et 7 092 M\$).

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

NOTE 20. INFORMATION SECTORIELLE

Nos activités sont structurées en cinq secteurs opérationnels qui sont revus périodiquement par le principal décideur opérationnel aux fins d'affectation des ressources aux secteurs et d'évaluation de la performance de ceux-ci. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société sont les principales mesures utilisées par le principal décideur opérationnel pour l'évaluation de la performance et pour la prise de décisions concernant l'affectation des ressources.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie et autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous incluons notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations des placements mis en équivalence.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés pour calculer le BAIIA de la société, afin d'exclure l'incidence des profits (pertes) à la cession réalisés, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible, ainsi que des profits à la cession réalisés, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence.

Le 20 juin 2016, nous avons constitué un nouvel émetteur coté appelé Brookfield Business Partners L.P. (« BBU ») par le versement d'un dividende spécial aux actionnaires. BBU est le principal véhicule par l'entremise duquel nous détenons et exploitons des entreprises au sein de notre division du capital-investissement.

Dans le cadre de l'acquisition de Westinghouse, nous avons revu la structure organisationnelle et la structure de gouvernance de nos activités et nous avons modifié la façon dont la société en commandite présente l'information financière ainsi que l'information aux fins de la prise de décisions par la direction, ce qui a donné lieu à une modification de la présentation de nos secteurs Services de construction et Services commerciaux et à la création d'un nouveau secteur appelé Services d'infrastructures.

Par conséquent, avec prise d'effet au troisième trimestre de l'exercice 2018, nos secteurs Services de construction et Services commerciaux ont été regroupés en un seul secteur opérationnel appelé Services commerciaux. Notre nouveau secteur opérationnel Services d'infrastructures comprend notre placement dans Westinghouse. Le secteur Services d'infrastructures n'exerçait aucune activité avant l'acquisition de Westinghouse au troisième trimestre de l'exercice 2018. La société en commandite a appliqué ces changements de manière rétrospective pour toutes les périodes présentées.

NOTES ANNEXES

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestre clos le 30 septembre 2018					
	Total attribuable à la société en commandite					
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits	7 923 \$	740 \$	937 \$	390 \$	— \$	9 990 \$
Coûts d'exploitation directs	(7 784)	(574)	(504)	(216)	(2)	(9 080)
Frais généraux et administratifs	(64)	(16)	(65)	(11)	(18)	(174)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ³	8	—	3	23	—	34
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ⁴	(51)	(84)	(272)	(132)	—	(539)
BAIIA de la société¹	32	66	99	54	(20)	231
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net ⁶	—	—	(3)	—	—	(3)
Autres produits (charges), montant net ⁵	—	—	—	(11)	—	(11)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(9)	(35)	(60)	(48)	4	(148)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ³	(1)	—	(1)	(6)	—	(8)
Impôt exigible	(8)	(4)	(26)	(5)	—	(43)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ⁴	12	22	67	51	—	152
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société¹	26	49	76	35	(16)	170
Dotation aux amortissements ²						(251)
Charge pour perte de valeur, montant net						(180)
Profit sur les acquisitions et cessions ⁶						250
Autres produits (charges), montant net ⁵						(31)
Impôt différé						(25)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ³						(35)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ⁴						195
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux porteurs de parts¹						93 \$

1. Le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts comprennent le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
2. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 33 M\$; Services d'infrastructures, 52 M\$; Activités industrielles, 59 M\$; Énergie, 107 M\$ et Siège social et autres, néant.
3. La somme de ces montants correspond à une perte comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de 9 M\$.
4. Le total des éléments avec et sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à un bénéfice net de 192 M\$, présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.
5. La somme de ces montants correspond à d'autres charges de 42 M\$.
6. La somme de ces montants correspond à des profits sur les acquisitions et cessions de 247 M\$.

NOTES ANNEXES

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2018					
	Total attribuable à la société en commandite					
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits	23 129 \$	740 \$	2 539 \$	544 \$	7 \$	26 959 \$
Coûts d'exploitation directs	(22 729)	(574)	(1 295)	(325)	(6)	(24 929)
Frais généraux et administratifs	(203)	(16)	(144)	(21)	(50)	(434)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ³	23	—	12	121	—	156
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ⁴	(122)	(84)	(786)	(156)	—	(1 148)
BAIIA de la société¹	98	66	326	163	(49)	604
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net ⁶	55	—	48	—	—	103
Autres produits (charges), montant net ⁵	—	—	—	(11)	—	(11)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(50)	(35)	(174)	(62)	4	(317)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ³	(2)	—	(3)	(42)	—	(47)
Impôt exigible	(38)	(4)	(75)	(6)	—	(123)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ⁴	46	22	146	62	—	276
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société¹	109	49	268	104	(45)	485
Dotation aux amortissements ²						(462)
Charge pour perte de valeur, montant net						(180)
Profit sur les acquisitions et cessions ⁶						250
Autres produits (charges), montant net ⁵						(52)
Impôt différé						4
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ³						(108)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ⁴						349
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux porteurs de parts¹						286 \$

1. Le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts comprennent le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
2. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 100 M\$; Services d'infrastructures, 52 M\$; Activités industrielles, 165 M\$; Énergie, 145 M\$ et Siège social et autres, néant.
3. La somme de ces montants correspond à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 1 M\$.
4. Le total des éléments avec et sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à un profit net de 523 M\$, présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.
5. La somme de ces montants correspond à d'autres charges de 63 M\$.
6. La somme de ces montants correspond à des profits sur les acquisitions et cessions de 353 M\$.

NOTES ANNEXES

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

	Trimestre clos le 30 septembre 2017					
	Total attribuable à la société en commandite					
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits	7 070 \$	— \$	503 \$	66 \$	1 \$	7 640 \$
Coûts d'exploitation directs	(6 909)	—	(335)	(50)	(1)	(7 295)
Frais généraux et administratifs	(50)	—	(29)	(4)	(12)	(95)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ³	8	—	—	14	—	22
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ⁴	(72)	—	(103)	(12)	—	(187)
BAIIA de la société¹	47	—	36	14	(12)	85
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net ⁵	11	—	—	(48)	—	(37)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(15)	—	(44)	(7)	—	(66)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ³	—	—	—	(2)	—	(2)
Impôt exigible	(15)	—	(7)	2	1	(19)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ⁴	12	—	37	36	—	85
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société¹	40	—	22	(5)	(11)	46
Dotation aux amortissements ²						(109)
Profit (perte) à la cession réalisé(e) comptabilisé(e) au cours de périodes antérieures ⁵						23
Charge pour perte de valeur, montant net						—
Autres produits (charges), montant net						(41)
Impôt différé						6
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ³						17
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ⁴						67
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux porteurs de parts¹						9 \$

1. Le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts comprennent le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
2. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 30 M\$; Services d'infrastructures, néant; Activités industrielles, 53 M\$; Énergie, 26 M\$ et Siège social et autres, néant.
3. La somme de ces montants correspond à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 37 M\$.
4. Le total des éléments avec et sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à une perte nette de 35 M\$, présentée dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.
5. La somme de ces montants correspond à des pertes sur les acquisitions et cessions de 14 M\$.

NOTES ANNEXES

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2017					
	Total attribuable à la société en commandite					
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits	13 100 \$	— \$	1 140 \$	199 \$	5 \$	14 444 \$
Coûts d'exploitation directs	(12 823)	—	(870)	(146)	(3)	(13 842)
Frais généraux et administratifs	(125)	—	(66)	(12)	(30)	(233)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ³	23	—	1	40	—	64
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ⁴	(111)	—	(154)	(36)	—	(301)
BAIIA de la société¹	64	—	51	45	(28)	132
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net ⁵	19	—	237	(12)	—	244
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(28)	—	(87)	(20)	—	(135)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ³	—	—	—	(4)	—	(4)
Impôt exigible	(7)	—	(20)	1	7	(19)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ⁴	22	—	(72)	16	—	(34)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société¹	70	—	109	26	(21)	184
Dotation aux amortissements ²						(262)
(Profit) perte à la cession réalisé(e) comptabilisé(e) au cours de périodes antérieures ⁵						23
Charge pour perte de valeur, montant net						(30)
Autres produits (charges), montant net						(36)
Impôt différé						6
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ³						1
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ⁴						183
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux porteurs de parts¹						69 \$

1. Le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts comprennent le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
2. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 64 M\$; Services d'infrastructures, néant; Activités industrielles, 122 M\$; Énergie, 76 M\$ et Siège social et autres, néant.
3. La somme de ces montants correspond à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 61 M\$.
4. Le total des éléments avec et sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à un profit net de 152 M\$, présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.
5. La somme de ces montants correspond à des profits sur les acquisitions et cessions de 267 M\$.

NOTES ANNEXES

Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017

Dans le but de contrôler la performance sectorielle et la répartition des ressources entre les secteurs, le principal décideur opérationnel surveille les actifs, y compris les placements mis en équivalence, attribuables à chaque secteur.

Le tableau suivant présente une analyse des actifs de la société en commandite par secteur opérationnel à présenter au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017.

Au 30 septembre 2018						
Total attribuable à la société en commandite						
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Total de l'actif	8 130 \$	6 475 \$	6 241 \$	6 301 \$	479 \$	27 626 \$

Au 31 décembre 2017						
Total attribuable à la société en commandite						
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Total de l'actif	7 899 \$	— \$	5 839 \$	1 671 \$	395 \$	15 804 \$

NOTE 21. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)			Périodes de neuf mois closes les	
			30 septembre 2018	30 septembre 2017
Intérêts versés			204 \$	61 \$
Impôt sur le résultat payé			71 \$	28 \$

Les montants versés et reçus au titre des intérêts sont présentés à titre de flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités.

L'information détaillée du poste Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités est la suivante :

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)			Périodes de neuf mois closes les	
			30 septembre 2018	30 septembre 2017
Débiteurs			(369) \$	(173) \$
Stocks			59	10
Paiements d'avance et autres			(42)	145
Créditeurs et autres			(423)	(147)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net			(775) \$	(165) \$

**Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres
et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017**

NOTE 22. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

a) Distribution

Le 1^{er} novembre 2018, le conseil d'administration a déclaré une distribution trimestrielle d'un montant de 0,0625 \$ par part, payable le 31 décembre 2018 aux porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 30 novembre 2018.

b) Acquisition de Imagine

Le 1^{er} octobre 2018, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a conclu l'acquisition d'une participation donnant le contrôle de 50,1 % dans Imagine Communication Group Ltd. (« Imagine »). La société en commandite détiendra une participation de 30 %.

En raison de la récente conclusion de l'acquisition, l'évaluation exhaustive et la comptabilisation initiale du prix d'achat relativement au regroupement d'entreprises n'étaient pas disponibles à la date de publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Par conséquent, la société en commandite n'a pas présenté les montants comptabilisés à la date d'acquisition pour certaines catégories importantes d'actifs acquis et de passifs repris.

c) Prêt consenti à Cardone

En octobre 2018, nous avons finalisé le montage d'un prêt à terme garanti de premier rang de 240 M\$ consenti à Cardone Industries (« Cardone »). La société en commandite a financé un montant approximatif de 50 M\$.

RAPPORT DE GESTION

Introduction

Le présent rapport de gestion de Brookfield Business Partners L.P. et ses filiales (collectivement, la « société en commandite » ou « nous ») porte sur la situation financière de la société en commandite au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 ainsi que sur les résultats d'exploitation pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017. L'information présentée dans ce rapport de gestion doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et le 30 septembre 2017 (les « états financiers intermédiaires »). Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 8 novembre 2018. Des renseignements additionnels sur la société en commandite figurent aux adresses www.sedar.com et www.sec.gov.

Le présent rapport de gestion contient des données historiques et des déclarations prospectives. Les lecteurs sont avisés que ces déclarations prospectives sont assujetties à des règles et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont présentés dans les déclarations prospectives.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives. Les déclarations prospectives se rapportent à des attentes, à des opinions, à des avis, à des projections, à des plans et à des stratégies futurs, à des événements ou des tendances prévus et à des expressions similaires concernant des questions qui ne sont pas des faits historiques. Les déclarations prospectives que contient le présent rapport de gestion comprennent notamment des énoncés sur la qualité de nos actifs, sur notre rendement financier et sur les prévisions de croissance future de la société en commandite. Dans certains cas, les déclarations prospectives peuvent être reconnues par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « planifier », « éventuel », « chercher à », « viser », « projeter », « prévoir », « considérer » et « possible », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou elles se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur nos opinions, nos hypothèses et nos attentes à l'égard de notre rendement futur, compte tenu de tous les renseignements dont nous disposons actuellement. Ces opinions, ces hypothèses et ces attentes peuvent changer en raison de nombreux événements ou facteurs possibles, dont certains nous sont inconnus ou sont indépendants de notre volonté. Si un changement survient, nos activités, notre situation financière, nos liquidités et nos résultats d'exploitation pourraient différer significativement de ceux exprimés dans nos déclarations prospectives. Les facteurs suivants, entre autres, pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de nos déclarations prospectives :

- Les changements liés à la conjoncture en général.
- La conjoncture économique et commerciale qui pourrait avoir une incidence sur notre capacité à accéder aux marchés des capitaux et aux marchés du crédit.
- La nature cyclique de la plupart de nos activités.
- La possibilité que l'exploration et le développement n'entraînent pas d'actifs productifs sur le plan commercial.
- Les mesures prises par des concurrents.
- Le risque de change.
- Notre capacité à réaliser des acquisitions ou autres opérations précédemment annoncées, ou à les réaliser dans le délai prévu.
- Notre capacité à profiter pleinement des avantages prévus découlant de nos acquisitions, coentreprises, placements ou aliénations futurs ou existants, et les risques associés à ceux-ci.
- Des mesures ou des mesures potentielles qui pourraient être prises par nos coentrepreneurs, nos partenaires, nos investisseurs de fonds ou nos colocataires.
- Les risques couramment associés à une séparation entre la participation économique et le contrôle.
- L'incapacité à maintenir des contrôles internes efficaces.
- Les mesures ou les mesures potentielles qui pourraient être prises par notre société mère ou par ses filiales (autres que la société en commandite).
- Le départ d'une partie des professionnels clés de Brookfield ou de tous ceux-ci.
- Les litiges en suspens ou sérieusement envisagés.
- Les changements apportés à la législation et à la réglementation.
- Les responsabilités environnementales possibles et les autres passifs éventuels.
- Notre capacité à souscrire des polices d'assurance adéquates à des taux raisonnables sur le plan commercial.
- Notre situation financière et nos liquidités.
- Les technologies substituts pourraient avoir une incidence sur la demande pour les entreprises et actifs que nous possédons et exploitons, ou sur l'utilisation de ceux-ci, et pourraient réduire ou supprimer l'avantage concurrentiel de nos entreprises et actifs.

- L'abaissement des notations et les conditions défavorables des marchés du crédit.
- Les changements des marchés des capitaux, des taux de change des devises, des taux d'intérêt ou de la situation politique.
- L'incidence de la désintégration éventuelle d'unions politiques et économiques (ou le départ d'un membre d'une union).
- La volatilité générale des marchés des capitaux et du cours de nos parts de société en commandite.
- D'autres facteurs décrits ailleurs dans le présent document et à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F.

Les déclarations relatives aux « réserves » sont réputées être des déclarations prospectives, car elles reposent sur l'évaluation tacite, fondée sur certaines estimations et hypothèses, que les réserves décrites dans le présent document pourront être produites de façon rentable dans l'avenir. Nous exprimons des réserves relativement à toute déclaration prospective par ces mises en garde.

Nous mettons en garde les lecteurs que la liste précédente de facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à nos déclarations ou informations prospectives, les investisseurs et autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, nous ne nous engageons nullement à publier une mise à jour ou une révision de ces déclarations ou informations prospectives, de façon écrite ou orale, que ce soit par suite de l'obtention de nouveaux renseignements, de la survenance d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Ces facteurs de risque et d'autres facteurs sont traités en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F. De nouveaux facteurs de risque peuvent intervenir à l'occasion, et il est impossible de prévoir l'ensemble de ces facteurs de risque, ni dans quelle mesure un facteur ou une combinaison de facteurs pourrait faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels de la société en commandite diffèrent significativement de ceux compris aux présentes déclarations prospectives. Compte tenu de ces risques et incertitudes, les investisseurs ne doivent pas se fier indûment aux déclarations prospectives ni les considérer comme une prédiction des résultats réels. Même si les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion sont fondées sur ce que la société en commandite considère comme des hypothèses raisonnables, la société en commandite ne peut garantir aux investisseurs que les résultats réels correspondront à ces déclarations prospectives. Les présentes déclarations prospectives sont formulées à la date du présent rapport de gestion.

Se reporter à notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov, pour obtenir une liste détaillée des risques et incertitudes à la rubrique « Facteurs de risque ».

Continuité des intérêts communs

Le 20 juin 2016, Brookfield a conclu la scission-distribution de la société en commandite au moyen d'un dividende exceptionnel distribué sous forme d'une portion de nos parts de société en commandite aux porteurs des actions à droit de vote restreint de catégorie A et de catégorie B de Brookfield (la « scission-distribution »). Le 1^{er} juin 2016, nous avons acquis la quasi-totalité des services commerciaux et des activités industrielles (l'« Entreprise ») et reçu de Brookfield 250 M\$ en trésorerie. En contrepartie, Brookfield a reçu i) environ 55 % des parts de société en commandite et 100 % des parts de commandité de la société en commandite, ii) des parts de société en commandite spéciales et des parts de rachat-échange de Brookfield Business L.P. (la « société de portefeuille SEC »), qui représentent une participation d'environ 52 % dans la société de portefeuille SEC, et iii) 15 M\$ d'actions privilégiées de certaines de nos filiales. Au 30 septembre 2018, Brookfield détenait une participation approximative de 68 % dans la société en commandite, compte tenu d'un échange intégral. Les porteurs de parts de commandité, de parts de société en commandite, de parts de société en commandite spéciales et de parts de rachat-échange seront collectivement appelés les « porteurs de parts » tout au long du présent rapport de gestion. Les parts de société en commandite et les parts de rachat-échange présentent les mêmes caractéristiques économiques à tous les égards, à l'exception du fait que les parts de rachat-échange peuvent, à la demande de Brookfield, être rachetées en totalité ou en partie contre un montant en trésorerie correspondant à la valeur de marché de une part de société en commandite, multipliée par le nombre de parts de rachat-échange (sous réserve de certains ajustements). Par conséquent, à titre de porteur de parts de rachat-échange, Brookfield a droit au résultat net et aux distributions par part équivalant à la participation par part des parts de la société en commandite. Toutefois, compte tenu de l'option de rachat dont il est fait mention précédemment et du fait qu'elles ont été émises par notre filiale, nous présentons les parts de rachat-échange en tant que composante des participations ne donnant pas le contrôle.

Brookfield contrôlait directement et indirectement l'Entreprise avant la scission-distribution et elle a continué, par l'intermédiaire de sa participation dans la société en commandite, de contrôler cette dernière après la scission-distribution. Par conséquent, nous avons reflété les activités de l'Entreprise de même que sa situation financière et ses résultats d'exploitation d'après les valeurs comptables inscrites par Brookfield avant la scission-distribution.

Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et selon les méthodes comptables que la société en commandite a appliquées dans ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date, ou dans ses états financiers annuels, sauf en ce qui concerne l'incidence de l'adoption des normes comptables décrites ci-dessous. Les méthodes comptables utilisées par la société en commandite dans ses états financiers annuels au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date sont présentées à la note 2 de ses états financiers annuels, auxquels il convient de se reporter au cours de la lecture des présents états financiers intermédiaires. Tous les termes définis sont également décrits dans les états financiers consolidés annuels. Les états financiers intermédiaires ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation et ils sont présentés en dollars américains, et les chiffres sont arrondis au million le plus près, sauf indication contraire. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Les états financiers intermédiaires comprennent les comptes de la société en commandite et de ses filiales consolidées, soit les entités sur lesquelles la société en commandite exerce un contrôle.

Nous présentons aussi une analyse des résultats d'exploitation par secteur correspondant à notre vision et à notre façon de gérer nos activités. Nos secteurs opérationnels sont les suivants : i) Services commerciaux; ii) Services d'infrastructures; iii) Activités industrielles; iv) Énergie; et v) Siège social et autres.

Les mesures non définies par les normes IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion font l'objet d'un rapprochement avec ces données financières ou sont calculées d'après ces dernières. Sauf indication contraire, tous les montants présentés en dollars sont exprimés en millions de dollars américains. Le symbole « \$ AU » se rapporte aux montants exprimés en dollars australiens. Le symbole « BRL » se rapporte aux montants exprimés en réals brésiliens. Le symbole « £ » se rapporte aux montants exprimés en livres sterling. Le symbole « \$ CA » se rapporte aux montants exprimés en dollars canadiens.

Aperçu de notre Entreprise

La société en commandite est une société en commandite exonérée des Bermudes enregistrée en vertu de la Bermuda Limited Partnership Act of 1883, dans sa version modifiée, et de la Bermuda Exempted Partnerships Act of 1992, dans sa version modifiée.

Notre société en commandite a été établie par Brookfield afin de constituer sa principale société en commandite ouverte pour l'exploitation de ses services commerciaux et activités industrielles. Nous exerçons nos activités principalement au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Brésil et au Moyen-Orient. Les activités de la société en commandite sont axées sur la détention et l'exploitation d'entreprises de grande qualité qui ont de faibles coûts de production ou qui bénéficient d'importantes barrières à l'entrée. Nous visons à créer de la valeur en accroissant les flux de trésorerie de nos entreprises, en poursuivant une stratégie d'acquisition axée sur les activités et en réinvestissant au moment opportun les capitaux générés par les activités et les cessions réalisées au sein de nos activités existantes, par les nouvelles acquisitions et par les investissements. La société en commandite a pour but de dégager des rendements pour les porteurs de parts, principalement au moyen de l'appréciation du capital et d'un taux de distribution modéré.

Secteurs opérationnels

Nous avons cinq secteurs opérationnels organisés en fonction de la façon dont la direction regroupe ses activités au sein de certains secteurs précis :

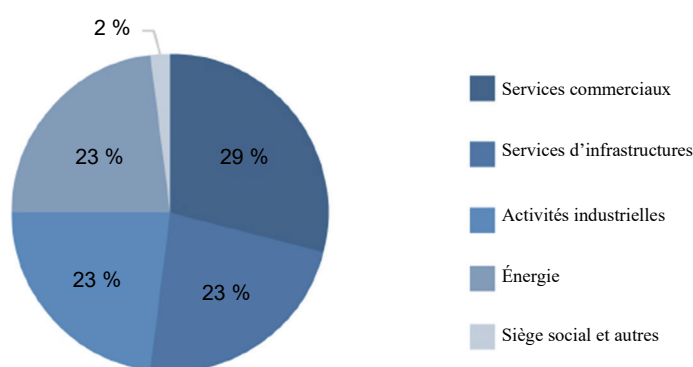
- i. Le secteur Services commerciaux comprend les services de construction, la gestion d'installations, la distribution et la commercialisation de carburants pour véhicules routiers, les services immobiliers résidentiels, les services de logistique, les services liés au jeu et les services-conseils financiers.
- ii. Le secteur Services d'infrastructures englobe les activités d'un fournisseur mondial de services d'infrastructures dans le secteur de la production d'énergie nucléaire.
- iii. Le secteur Activités industrielles englobe certaines activités minières et manufacturières et des activités de distribution.
- iv. Le secteur Énergie comprend la production de pétrole et de gaz, les services liés à l'énergie de source marine et les activités connexes.
- v. Le secteur Siège social et autres englobe la gestion de la trésorerie générale et des liquidités et les activités liées à la gestion de la relation de la société en commandite avec Brookfield.

Dans le cadre de l'acquisition de Westinghouse Electric Company (« Westinghouse »), nous avons revu la structure organisationnelle et la structure de gouvernance de nos activités et nous avons modifié la façon dont la société en commandite présente l'information financière ainsi que l'information aux fins de la prise de décisions par la direction, ce qui a donné lieu à une modification de la présentation de nos secteurs Services de construction et Services commerciaux et à la création d'un nouveau secteur appelé Services d'infrastructures.

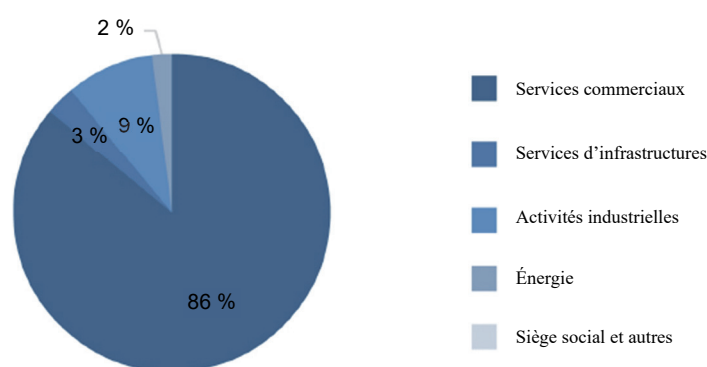
Par conséquent, avec prise d'effet au troisième trimestre de l'exercice 2018, nos secteurs Services de construction et Services commerciaux ont été regroupés en un seul secteur opérationnel appelé Services commerciaux. Notre nouveau secteur opérationnel Services d'infrastructures comprend notre placement dans Westinghouse. Le secteur Services d'infrastructures n'exerçait aucune activité avant l'acquisition de Westinghouse au troisième trimestre de l'exercice 2018. La société en commandite a appliqué ces changements de secteurs de manière rétrospective pour toutes les périodes présentées.

Les graphiques ci-dessous présentent la répartition, entre les secteurs opérationnels, de l'actif total de 27,6 G\$ au 30 septembre 2018 et du total des produits de 27,0 G\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018.

Total de l'actif



Total des produits



Services commerciaux

Nos services commerciaux consistent principalement en des services de construction, de gestion d'installations, de distribution et de commercialisation de carburants pour véhicules routiers, de même qu'en des services relatifs à l'immobilier résidentiel, à la logistique, au jeu et aux services-conseils financiers.

Nos entreprises de gestion d'installations offrent la gestion de la conception et de projet, des services professionnels et des services-conseils en milieu de travail stratégique aux clients dans divers secteurs comme le gouvernement, les institutions militaires, les établissements financiers, les services d'utilité publique, les entreprises industrielles et les bureaux d'entreprise. Nous souhaitons offrir à nos clients une solution d'impartition différente et économique en matière de gestion intégrée d'installations. Nous pouvons le faire en mettant à contribution l'ampleur de nos ressources, nos compétences et nos propres capacités d'exécution. Nous croyons nous démarquer de nos concurrents du fait de nos 20 ans et plus de pratique exemplaire dans le secteur et grâce à nos compétences centrales de fournisseur de services de gestion immobilière. Ce résultat est rendu possible par nos effectifs mobiles de techniciens et d'expertise interne, et notre plateforme technologique intégrée qui permet aux clients d'obtenir en temps réel un aperçu de tous les aspects de leurs installations. Notre entreprise de gestion intégrée d'installations jouit de taux de fidélisation élevés, ce qui témoigne selon nous de notre capacité à créer de la valeur pour nos clients.

La plus grande partie de nos produits de ce secteur provient de notre entreprise de commercialisation et de distribution de carburants pour véhicules routiers. Nous sommes un fournisseur mondial de distribution de carburants pour véhicules routiers dont les activités sont principalement exercées au Royaume-Uni où nous disposons d'une importante infrastructure d'importation, de mélange d'essence et de stockage, d'un réseau de distribution étendu et de relations clients diversifiées à long terme. La société exploite une entreprise d'approvisionnement à l'échelle mondiale et gère une chaîne d'approvisionnement intégrée qui lui permet de s'approvisionner en carburants auprès de producteurs mondiaux à faible coût et de transporter efficacement ses carburants aux clients situés dans d'autres régions. Les produits et les coûts d'exploitation directs de cette entreprise comprennent des taxes à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. En outre, notre entreprise de commercialisation de carburants profite d'une grande fidélité de la clientèle grâce au programme de fidélité PC Optimum ainsi que de la reconnaissance de la marque Mobil à

la suite de son déploiement pour en faire l'un des plus grands réseaux de stations-service au Canada, comptant 212 stations-service de détail et dépanneurs connexes.

Nous offrons aussi un service de courtage immobilier par l'entremise de contrats de franchise sous un certain nombre de marques au Canada, y compris la marque nationale bien connue Royal LePage ainsi que Johnston & Daniel, Via Capitale et Proprio Direct. Nous exploitons également directement un service de courtage immobilier dans certaines villes canadiennes, en plus d'offrir un service d'évaluation et des services d'analyse connexes à des établissements financiers du Canada.

Nous sommes un fournisseur de services complets de relocalisation et de services-conseils connexes offerts aux particuliers, aux établissements et aux gouvernements partout dans le monde. Nous avons des bureaux en Asie, en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. Nous avons les compétences et les ressources pour offrir des services de gestion de la relocalisation complets, sur mesure et intégrés au plan mondial à l'ensemble de nos clients. Les contrats avec nos clients ont généralement une durée de trois à cinq ans. De plus, nous jouissons de taux de fidélisation et de satisfaction des clients élevés. Nous repérons des occasions d'affaires de sources diverses, y compris par les relations que nous avons avec nos clients actuels et d'anciens clients, des services de souscription, des fournisseurs et d'autres partenaires de l'industrie, ainsi que par le développement commercial à l'interne. Étant donné le nombre de fournisseurs mis en cause dans un projet de relocalisation ou de nouvelle affectation d'employés, une bonne gestion de la chaîne d'approvisionnement est impérative pour garantir la réussite globale du programme de mobilité d'une entreprise. Nous maintenons un réseau de fournisseurs indépendants qui nous permet d'offrir à nos clients et à leurs employés transférés un soutien partout dans le monde. Notre équipe dévouée de gestion de la chaîne d'approvisionnement se charge tout particulièrement de sélectionner les fournisseurs, de les former et d'assurer leur bonne exécution, en plus de gérer le processus global de sélection, de surveillance et de gestion de notre réseau de fournisseurs.

En partenariat avec un important exploitant d'établissements de jeu canadien, nous exploitons trois établissements de jeu dans la région du Grand Toronto. Actuellement, ces établissements comptent au total plus de 4 900 machines à sous et 160 tables de jeu et ils emploient plus de 2 900 personnes. En vertu d'un contrat à long terme conclu avec la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, nous détenons les droits exclusifs d'exploitation de ces établissements pour une période minimale de 22 ans. Par l'entremise de notre partenariat, nous avons mis en œuvre une stratégie de croissance ambitieuse en vertu de laquelle nous prévoyons améliorer l'expérience de nos invités et transformer ces sites en des destinations de divertissement attrayantes et de premier plan. Ce projet de modernisation et d'aménagement devrait comprendre une gamme de jeux améliorée et des agrandissements des établissements intégrés afin d'y inclure des commodités de premier ordre telles que des hôtels, des salles de conférence et de réception, des salles de spectacles, des restaurants et des commerces de détail.

Notre entreprise de services-conseils financiers fournit des conseils en matière de fusion et acquisition, de placement de la dette, de financement de projet, de courtage d'actifs et d'opérations structurées, axés sur le secteur immobilier, spécialement sur les terrains, les installations de production d'énergie et les infrastructures. Nous exerçons des activités partout dans le monde par le biais d'un réseau en pleine expansion comptant notamment des bureaux en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Europe, en Asie et en Australie.

Certains de nos services commerciaux ont un caractère saisonnier et sont tributaires du niveau général de l'activité économique ainsi que du volume de services achetés par nos clients qui en découle.

Notre entreprise de services de construction est un entrepreneur mondial de premier plan qui mise tout particulièrement sur la construction de grande qualité et qui exerce principalement ses activités sur des immeubles complexes et à grand déploiement et des infrastructures sociales. Les projets de construction sont généralement administrés en vertu de contrats, à l'égard desquels nous assumons la responsabilité de la conception, du programme des travaux, des achats et de la construction, en contrepartie d'un prix déterminé. La plupart des activités de construction sont confiées en sous-traitance à des spécialistes reconnus qui ont les mêmes obligations que celles énoncées dans notre principal contrat de construction. Une proportion moindre de nos activités concerne la gestion des chantiers de construction, pour laquelle nous facturons des frais pour la coordination des sous-traitants engagés par le client ou par nous. Nous devons habituellement fournir des garanties pour les travaux exécutés, soit conformément aux dispositions précisées dans le contrat conclu avec le client ou selon les exigences réglementaires locales. Nous offrons des garanties bancaires et des cautionnements aux clients et demandons aux sous-traitants des garanties ou effectuons des retenues de garantie.

Le secteur de la construction est de nature cyclique en raison des variations de la conjoncture économique générale et de la croissance économique, autant à l'échelle mondiale que dans les régions au sein desquelles nous exerçons nos activités, ce qui pourrait se traduire par une variabilité de nos produits en fonction des variations du volume de travaux au cours d'une période donnée. Nos projets sont habituellement d'importants projets d'aménagement s'échelonnant sur plusieurs années, ce qui peut entraîner des fluctuations de produits, selon le volume de travaux effectués au cours d'une période. Comme nous sommes un entrepreneur mondial, une grande partie des produits et des coûts liés à nos projets de construction sont gagnés et engagés en Australie et en Europe et, par conséquent, ils subissent l'incidence des fluctuations du dollar australien et de la livre sterling, respectivement.

Services d'infrastructures

Notre nouveau secteur Services d'infrastructures comprend actuellement les activités de Westinghouse depuis l'acquisition de l'entreprise le 1^{er} août 2018. La société en commandite a financé 405 M\$ du prix d'achat des titres de capitaux propres pour une participation de 44 %. Westinghouse est l'un des plus grands fournisseurs mondiaux de services d'infrastructures dans le secteur de la production d'énergie qui présente d'importantes barrières à l'entrée, et l'entreprise tire une grande partie de son bénéfice des activités régulières de rechargement du combustible et d'entretien, principalement en vertu de contrats à long terme.

Westinghouse est le fabricant d'équipement d'origine ou fournisseur de technologie pour environ 50 % du parc nucléaire mondial et assure la prestation de services pour près des deux tiers des réacteurs nucléaires dans le monde. À l'avant-garde du secteur et faisant preuve d'innovation technologique depuis plusieurs décennies, Westinghouse dispose d'une main-d'œuvre hautement qualifiée possédant un savoir-faire dans un large éventail de technologies et des compétences de classe mondiale lui permettant d'assurer la prestation des services à l'échelle internationale. Les principaux marchés de Westinghouse sont l'Amérique du Nord, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie.

Les activités de Westinghouse génèrent des produits tout au long du cycle de vie d'une centrale nucléaire. Sa gamme de produits et de services contribue à l'exploitation sécuritaire et fiable du parc nucléaire actuel, notamment grâce à une offre de combustible que nous estimons être de qualité supérieure et à des services d'entretien continu et des solutions techniques qui, à notre avis, améliorent la performance et l'efficacité des réacteurs. Westinghouse participe également à la décontamination, au démantèlement et à la remise en état des sites des centrales à la fin de leur durée d'utilité et sa technologie est utilisée partout dans le monde pour la construction de nouveaux réacteurs.

La rentabilité des activités principales de Westinghouse axées sur les centrales en exploitation repose en grande partie sur les arrêts pour entretien et rechargement du combustible qui surviennent à intervalles réguliers. Malgré leur caractère cyclique et fluctuant d'une année à l'autre, ces périodes d'arrêt et services fournis sont imposés par des normes de réglementation, ce qui crée une demande stable pour les services de Westinghouse. Nous nous attendons à des variations saisonnières au cours d'un même exercice et d'un exercice à l'autre, en fonction du calendrier des cycles d'arrêt des centrales clientes. Westinghouse génère une grande partie de ses produits à l'automne et au printemps, pendant les périodes d'arrêt des centrales où les travaux d'entretien et de rechargement du combustible sont effectués, ce qui donne lieu à des variations saisonnières des résultats au cours d'un exercice donné. Par ailleurs, étant donné que les travaux d'entretien et de rechargement du combustible aux centrales clientes sont effectués tous les 18 mois, le nombre de clients connaissant un arrêt d'activité pourrait être plus élevé au cours d'un exercice donné et donner lieu à des produits plus élevés pour l'entreprise au cours de cet exercice. Outre la prestation de ces services récurrents, Westinghouse effectue des travaux de modernisation et axés sur des événements pour les centrales en exploitation et fournit du matériel, de l'instrumentation et des contrôles pour les nouvelles centrales.

Activités industrielles

Notre secteur Activités industrielles inclut les activités de fabrication, d'extraction et de distribution exercées par l'intermédiaire de diverses entreprises.

Nous détenons une participation donnant le contrôle dans la plus grande société fermée de gestion des eaux au Brésil (« BRK Ambiental »). BRK Ambiental offre des services de gestion des eaux et eaux usées, ce qui comprend la collecte, le traitement et la distribution, à une vaste gamme de clients résidentiels, industriels, commerciaux et étatiques aux termes d'accords de concession à long terme ajustés en fonction de l'inflation, de contrats de partenariat public-privé (« PPP ») ou de contrats d'achat ferme partout au Brésil. Nous sommes d'avis que cette entreprise pourra tirer parti d'une plus grande part des améliorations liées aux réseaux d'aqueduc et d'égout prévues au Brésil au cours des 20 prochaines années, ce qui permettra d'investir d'importants capitaux supplémentaires offrant des rendements ajustés en fonction du risque stables et intéressants. À ce jour, nous nous sommes concentrés sur l'amélioration des capacités opérationnelles et le processus d'attribution du capital au sein de la société. Notre approche à long terme visant à créer de la valeur pour BRK Ambiental consiste entre autres à refaire de l'entreprise le partenaire de préférence des municipalités et à accélérer la croissance en tirant profit de la croissance intégrée de nos activités existantes et en concluant de nouveaux contrats au Brésil.

Notre secteur Activités industrielles inclut également un fabricant d'électrodes de graphite et de coke en aiguilles utilisés dans la fabrication d'électrodes de graphite. Les électrodes de graphite sont surtout utilisées dans les fours électriques à arc des petites aciéries, et une part importante de nos ventes est réalisée dans le secteur de la production d'acier. Nous avons conclu l'acquisition de cette entreprise à un moment qui, à notre avis, correspondait à un creux du cycle du secteur en raison principalement de l'offre excédentaire et de la pression à la baisse sur les prix dans le marché de l'acier. Il s'agit d'un secteur d'activité hautement capitalistique qui présente d'importantes barrières à l'entrée et qui exige une expertise technique pour faire croître l'entreprise et assurer sa rentabilité. Nous avons rationalisé nos processus afin de réduire les délais de livraison et les coûts et d'offrir des produits et des services de qualité supérieure. Depuis 2016, le marché des fours électriques à arc s'est fortement redressé et il a repris sa trajectoire de croissance à long terme historique. Cette relance de la production de fours électriques à arc

pour l'acier s'est traduite par une hausse de la demande pour nos électrodes de graphite. Cette hausse de la demande, jumelée à des réductions structurelles de l'offre, a récemment contribué à des prix élevés records pour les électrodes de graphite, ce qui nous a permis de générer de solides bénéfices et des flux de trésorerie importants. Au cours du deuxième trimestre de 2018, notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite a conclu un premier appel public à l'épargne, y compris l'exercice partiel de l'option de surallocation par les preneurs fermes, pour approximativement 13 % de la société au prix de 15 \$ par action. Au cours du troisième trimestre de 2018, notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite a réalisé un reclassement d'une part de nos actions. La société en commandite détient toujours une participation économique de 27 % dans cette entreprise.

En juin 2015, nous avons acquis une entreprise qui fabrique et commercialise un vaste éventail de produits d'infrastructure et de solutions d'ingénierie de construction. Nous avons réalisé l'acquisition en convertissant notre position sur un prêt à terme, position que nous avons acquise en 2011, en une participation dans l'entreprise conformément à un plan d'arrangement en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada). Avant la restructuration du capital, nos résultats consolidés reflétaient les intérêts et les frais liés à notre position sur le prêt. Nous fabriquons et commercialisons des tuyaux ondulés de polyéthylène haute densité (« tuyau PEHD ») et d'autres produits de drainage, y compris de petites structures de pont. En outre, nous fabriquons et commercialisons des systèmes d'ingénierie en béton préfabriqué, tels que des garages de stationnement, des ponts, des installations sportives et des enveloppes de bâtiments. Nous servons des clients provenant de divers secteurs et de toutes les régions du Canada, y compris les marchés canadiens nationaux et régionaux de l'infrastructure publique et du secteur privé dans les domaines du drainage agricole, de la construction immobilière et des ressources naturelles. La demande en matière d'infrastructures influe directement sur la croissance et la rentabilité de ces activités; cependant, la grande diversité des facteurs qui stimulent les activités d'investissement en infrastructures assure, de façon générale, une stabilité relative de la demande. Nous sommes en passe de vendre ces activités.

Par ailleurs, nous détenons des participations dans des activités d'exploitation minière d'agrégats et de métaux de spécialité au Canada. Ces activités minières consistent actuellement en une carrière de granulats calcaires située dans le nord de l'Alberta, au Canada, et la mine du Lac des Îles (« LDI »), en Ontario, au Canada. Les réserves minérales prouvées de la carrière de calcaire totalisent 459,2 millions de tonnes, et les réserves minérales probables, 539,5 millions de tonnes. Au 17 septembre 2018, les réserves souterraines et de surface de la mine du LDI étaient estimées à 40,9 millions de tonnes, d'une teneur moyenne en palladium de 2,31 g/t. Les passifs relatifs au démantèlement, qui se rapportent aux obligations juridiques et implicites découlant de la remise en état future du site et de la fermeture de sites miniers, sont comptabilisés lorsqu'ils prennent naissance, et un passif de même qu'un actif correspondant sont comptabilisés selon la meilleure estimation de la direction. Les coûts de remise en état sont garantis par une lettre de crédit, et les coûts de fermeture et de remise en état estimatifs font l'objet d'une provision dans la période comptable au cours de laquelle l'obligation découlant de la perturbation connexe prend naissance. Le total de tonnes broyées a augmenté au troisième trimestre de 2018, pour atteindre 1 063 446 tonnes comparativement à 704 287 tonnes à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation reflète le retour du broyage à temps plein, complété par une augmentation de la production souterraine, le minerai de la fosse Sheriff ainsi que par le tonnage en piles de stockage en surface additionnel.

En mai 2018, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons acquis une participation donnant le contrôle dans Schoeller Allibert Group B.V. (« Schoeller Allibert »), un grand fournisseur d'emballages de plastique récupérable européen. Les actions restantes continuent d'être détenues par la famille fondatrice de l'entreprise. Cette entreprise jouit d'une solide position concurrentielle compte tenu de sa clientèle à grande échelle diversifiée et de longue date qui sert de nombreuses industries et de sa solide réputation d'innovation en matière de produits. L'entreprise exerce ses activités dans un secteur en croissance du domaine de l'emballage qui présente des tendances favorables à long terme, soutenues par l'intérêt grandissant pour la durabilité et la logistique. En outre, selon nous, Schoeller Allibert est une entreprise qui a la possibilité d'augmenter sa taille de manière organique en pénétrant de nouveaux marchés et en développant de nouveaux produits et au moyen d'acquisitions.

L'entreprise exploite 12 sites de fabrication répartis dans toute l'Europe ainsi que un site situé à Phoenix en Arizona, emploie 2 000 employés et possède une clientèle diversifiée établie depuis longtemps. Nous sommes d'avis que nous pouvons tirer parti de l'important potentiel de croissance du marché, créé par l'abandon des emballages non réutilisables, et réaliser les améliorations sur le plan de l'efficacité opérationnelle déterminées lors du contrôle diligent. Nous concentrons nos efforts sur la mise en œuvre des mesures d'amélioration de l'efficacité déterminées lors du contrôle diligent et sur la croissance de la plateforme.

Énergie

Notre secteur Énergie englobe les activités de prospection et de production pétrolières et gazières, qui sont principalement exercées par l'intermédiaire de notre plateforme de méthane de houille, ou « MH », dans le centre de l'Alberta, au Canada, et d'une entreprise pétrolière et gazière extracôtière qui sert le marché de l'Australie-Occidentale. Les activités de notre secteur Énergie comprennent également des activités liées aux services énergétiques au Canada, dans la mer du Nord et au Brésil.

Nos biens canadiens produisent environ 42 000 barils d'équivalent pétrole par jour (« bep/j »), dont la totalité représente le gaz naturel provenant de notre plateforme de MH. Nos biens de MH consistent en des réserves de longue durée, à faible taux d'épuisement, situées à de faibles profondeurs et présentant un niveau de risque et des projets d'investissement peu élevés. Les produits tirés de la vente de pétrole et de gaz sont comptabilisés à un moment précis, lorsque le titre de propriété et le contrôle du produit ont été transmis à une partie externe, en fonction des volumes livrés et des points de livraison et du prix prévus au contrat. Les produits tirés de la production dans laquelle la société en commandite détient une participation avec d'autres producteurs sont comptabilisés en fonction de la participation directe de la société en commandite. Les produits sont évalués déduction faite des redevances afin de refléter la déduction de la quote-part des produits des autres parties. Les produits tirés de la prestation de services sont comptabilisés à un moment précis, lorsque les droits et obligations importants inhérents à la propriété de même que le titre et le contrôle sont transférés.

Nos biens en Australie-Occidentale ont été acquis en juin 2015 et étaient détenus par l'intermédiaire d'une participation dans une entreprise associée. Le 1^{er} juillet 2018, nous avons reclassé notre placement mis en équivalence comme étant détenu en vue de la vente. Nous avons conclu une entente en vue de vendre nos biens en Australie-Occidentale par la cession complète de l'entreprise associée à une société d'énergie australienne, Santos Limited, pour une contrepartie de 2,15 G\$. Outre cette contrepartie en trésorerie, l'entente prévoit un paiement éventuel lié à la découverte récente d'un gisement de pétrole et à une redevance sur toute production future d'hydrocarbures découlant du tènement connexe, ce qui nous permet de maintenir une exposition au potentiel de ces intérêts de prospection. La vente est assujettie à l'obtention des consentements et approbations requis, notamment de la part de la Commission australienne de la concurrence et de la consommation, et devrait être conclue au quatrième trimestre de 2018 ou au premier trimestre de 2019.

En juillet 2018, nous avons augmenté notre participation dans Teekay Offshore GP L.L.C. (« Teekay Offshore GP ») pour la faire passer de 49 % à 51 %, ce qui s'est traduit par l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans Teekay Offshore Partners L.P. (« Teekay Offshore »), notre entreprise de services liés à l'énergie de source marine. Nos produits dépendent en grande partie des contrats conclus avec nos clients, et ils sont principalement fondés sur des honoraires et ainsi comptabilisés quotidiennement de façon linéaire sur la durée des contrats. À titre d'entreprise qui tire des honoraires de services essentiels, elle a une exposition directe restreinte au risque sur marchandises et possède un important portefeuille de contrats à taux fixe à moyen et à long terme conclus principalement avec des contreparties de première qualité.

Dans notre secteur Énergie, nous prévoyons engager des coûts futurs pour le démantèlement, l'abandon et la remise en état de nos actifs. La valeur actualisée de ces coûts futurs estimatifs de démantèlement, d'abandon et de remise en état est inscrite à l'actif et comptabilisée comme un passif à long terme.

Les activités de notre secteur Énergie incluent également les activités de forage à contrat et les services d'entretien de puits effectués principalement dans le bassin sédimentaire de l'Ouest canadien (le « BSOC »). Nos produits tirés des activités de forage à contrat et d'entretien de puits dans le secteur de l'énergie sont tributaires des commandes et des contrats conclus avec les clients qui prévoient des prix fixes ou déterminables établis en fonction de tarifs journaliers, horaires ou contractuels. Une tranche importante des produits tirés des services d'entretien provient de grandes sociétés pétrolières et gazières nationales et mondiales qui ont des activités en Alberta, au Canada. Nos activités connaissent des fluctuations saisonnières puisque les conditions météorologiques influent sur notre capacité à déplacer le matériel lourd de façon sécuritaire et efficace dans les champs de pétrole et de gaz naturel de l'Ouest canadien. L'activité est habituellement à son plus haut niveau au cours des premier et quatrième trimestres, car le gel crée un sol stable permettant d'accéder facilement aux sites des puits et de déplacer plus facilement les appareils de forage et d'entretien, alors que le deuxième trimestre connaît généralement le plus faible niveau d'activité en raison des restrictions routières pendant le dégel printanier.

Siège social et autres

Le secteur Siège social et autres englobe la gestion de la trésorerie générale et des liquidités, et les activités liées à la gestion de la relation de la société en commandite avec Brookfield.

Faits nouveaux concernant notre Entreprise

Les principaux événements survenus dans le cadre de nos activités depuis le 30 juin 2018 sont mentionnés ci-dessous :

Teekay Offshore a conclu un placement d'obligations pour un montant de 500 M\$ qui offre un rendement de 8,5 % et qui vient à échéance en 2023, ce qui permet à l'entreprise de proroger considérablement l'échéance de ses emprunts. La société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a souscrit ces obligations pour un montant de 201 M\$ au moyen des fonds en caisse. Parallèlement, un billet de 200 M\$ à recevoir de l'entreprise a été converti en obligations de la même série. La quote-part revenant à la société en commandite s'élevait à 84 M\$. La société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acheté le billet au prix de 140 M\$ lorsque nous avons effectué la restructuration du capital de l'entreprise. Le 3 juillet 2018, la société en commandite, de concert avec ses partenaires institutionnels, a exercé son option de commandité en vue d'acquérir le contrôle de Teekay Offshore GP. Par conséquent, notre participation dans Teekay Offshore GP a augmenté, passant de 49 % à 51 %, et la société en commandite a consolidé Teekay Offshore GP et Teekay Offshore dans nos résultats du troisième trimestre. Avant le 3 juillet 2018, la société en commandite, conjointement avec ses partenaires institutionnels, détenait une participation économique de 60 % dans Teekay Offshore qui était comptabilisée au moyen de la méthode de la mise en équivalence, et un bloc de droits de vote de 49 % dans Teekay Offshore GP.

En août 2018, nous avons conclu l'acquisition de Westinghouse, pour un prix d'achat d'environ 4 G\$. La transaction a été financée au moyen d'un montant d'environ 920 M\$ en capitaux propres. De ce montant, la société en commandite a financé un montant de 405 M\$ pour une participation de 44 %, et le reste des capitaux propres a été fourni par des partenaires institutionnels. Le reste du capital a été financé au moyen d'un financement par emprunt à long terme d'environ 3,1 G\$.

En août 2018, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons annoncé la conclusion d'une entente visant la vente de notre entreprise énergétique en Australie (« Quadrant ») à Santos Limited, pour une contrepartie de 2,15 G\$. L'entente prévoit un paiement éventuel lié à l'important gisement de pétrole Dorado-1 récemment découvert et à une redevance sur toute production future d'hydrocarbures découlant des tènements du bassin de Bedout appartenant à Quadrant. La vente devrait être conclue au quatrième trimestre de 2018; toutefois, elle est assujettie à l'obtention de certains consentements et de certaines approbations, notamment de la part de la Commission australienne de la concurrence et de la consommation.

Après la fin du trimestre, nous avons conclu l'acquisition d'une participation donnant le contrôle de 50,1 % dans Imagine Communications Group Limited (« Imagine »), un fournisseur de services sans fil fixes à large bande haute vitesse dans les régions rurales de l'Irlande. La société en commandite détiendra une participation de 30 %.

Après la fin du trimestre, nous avons finalisé le montage d'un prêt à terme garanti de premier rang de 240 M\$ consenti à Cardone Industries (« Cardone »). La société en commandite a financé un montant approximatif de 50 M\$. Nous croyons qu'il s'agit d'un placement intéressant étant donné le faible rendement réalisé sur les liquidités importantes que nous détenons.

Perspectives

Nous poursuivons la mise en œuvre de notre stratégie visant à réinvestir les capitaux obtenus de la vente d'activités arrivées à maturité dans des acquisitions d'entreprises qui respectent nos critères de rendement. Au cours du troisième trimestre, nous avons annoncé la conclusion d'une entente visant la vente des actifs de notre entreprise énergétique en Australie, et nous avons conclu l'acquisition de Westinghouse, qui marque le début de nos activités en tant que fournisseur de services dans le secteur des infrastructures. Par suite de cette acquisition, nous avons créé un nouveau secteur d'activité appelé Services d'infrastructures.

Comme il a été mentionné précédemment, nous avons conclu une entente en vue de vendre notre entreprise énergétique en Australie, pour une contrepartie de 2,15 G\$. Nous avons acquis l'entreprise en 2015, conjointement avec des partenaires institutionnels, auprès d'une société mondiale de prospection et de production. Cette entreprise énergétique en Australie a toujours enregistré une solide performance depuis que nous l'avons acquise, et elle présente une faible exposition au risque sur marchandises puisque, au moment de son acquisition, elle avait conclu la vente de la quasi-totalité de ses réserves de gaz aux termes d'un contrat d'achat ferme à long terme et mis en place des couvertures financières pour une grande partie de sa production pétrolière.

Parallèlement, nous avons aidé la direction à mettre en œuvre des améliorations opérationnelles, en particulier en ce qui a trait à la finance d'entreprise, aux technologies et aux ressources humaines. Profitant des faibles taux des appareils de forage, notre entreprise énergétique en Australie a entrepris un programme de prospection ciblé fructueux qui a contribué de façon importante au remplacement des réserves et, au cours du troisième trimestre, elle a en outre annoncé la découverte de plusieurs gisements pétroliers importants. Les flux de trésorerie élevés générés par ses activités ont permis à notre entreprise énergétique en Australie de réduire sa dette et de verser des dividendes, rentabilisant ainsi en moins de trois ans après notre acquisition la quasi-totalité des capitaux que nous avions investis à l'origine dans l'entreprise.

Notre placement dans cette entreprise énergétique en Australie a été très rentable et, compte tenu de la performance de l'entreprise et du relèvement des prix des marchandises, nous croyons qu'il s'agit d'un moment opportun pour monétiser ce placement. Le produit net de la vente de notre participation de 9 % s'élève à un montant approximatif de 125 M\$ pour la société en commandite, ce qui représente, avec les dividendes reçus, une somme trois fois supérieure à notre placement initial et un profit après impôt d'environ 80 M\$. En plus de la contrepartie obtenue de la vente, l'entente prévoit le maintien de notre exposition au potentiel des intérêts de prospection de cette entreprise énergétique en Australie. Sous réserve des approbations réglementaires, nous prévoyons conclure la vente au cours du quatrième trimestre.

Après la fin du trimestre, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons acquis une participation donnant le contrôle de 50,1 % dans Imagine, un fournisseur de services sans fil fixes à large bande haute vitesse dans les régions rurales de l'Irlande. La société en commandite détiendra une participation de 30 % dans l'entreprise. Imagine est le seul fournisseur de services sans fil fixes à large bande du pays à avoir acquis une part du spectre, une ressource réglementée limitée, lors de la récente mise aux enchères de la bande de 3,6 GHz. Notre placement procurera des capitaux additionnels à Imagine pour lui permettre de terminer son déploiement auprès des clients. L'Irlande rurale se caractérise par un faible taux de pénétration par rapport aux autres pays de l'Europe et nous croyons que la demande dans cette région, conjuguée à l'expérience d'Imagine en Irlande, favorisera la croissance future de l'entreprise.

Imagine est une porte d'entrée vers les services technologiques, un secteur d'activité qui offre des possibilités de croissance future pour la société en commandite. En effet, le nombre d'occasions cadrant avec notre stratégie de placement dans ce secteur ne cesse de croître, de même que leur importance.

Les occasions pour la société en commandite d'augmenter ses flux de trésorerie au moyen d'acquisitions et de la croissance interne reposent sur des hypothèses à l'égard de nos activités et des marchés que la direction estime raisonnables dans les circonstances. Il n'existe aucune garantie à l'égard de la croissance de nos flux de trésorerie, du capital investi dans les acquisitions ou de la croissance interne. Se reporter à la rubrique « Déclarations prospectives » du présent rapport de gestion.

Résultats d'exploitation consolidés intermédiaires résumés non audités

Comparaison des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017

Le tableau ci-dessous présente nos résultats d'exploitation pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017. D'autres précisions concernant nos résultats d'exploitation et notre performance financière sont fournies à la rubrique « Analyse sectorielle ».

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS), sauf les montants par part	2018	2017	2018	2017
Produits	9 990 \$	7 640 \$	26 959 \$	14 444 \$
Coûts d'exploitation directs	(9 080)	(7 295)	(24 929)	(13 842)
Frais généraux et administratifs	(174)	(95)	(434)	(233)
Dotation aux amortissements	(251)	(109)	(462)	(262)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(148)	(66)	(317)	(135)
Bénéfice (perte) comptabilisé(e) selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	(9)	37	1	61
Charge pour perte de valeur, montant net	(180)	—	(180)	(30)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	247	(14)	353	267
Autres produits (charges), montant net	(42)	(41)	(63)	(36)
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	353	57	928	234
(Charge) économie d'impôt exigible	(43)	(19)	(123)	(19)
(Charge) économie d'impôt différé	(25)	6	4	6
Bénéfice net (perte nette)	285 \$	44 \$	809 \$	221 \$
Attribuable :				
Aux commanditaires	(1) \$	(8) \$	4 \$	21 \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :				
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management	—	(8)	4	23
Commanditaires spéciaux	94	25	278	25
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	192	35	523	152
Bénéfice net (perte nette)	285 \$	44 \$	809 \$	221 \$
Bénéfice de base et dilué par part de société en commandite ^{1, 2}	— \$	(0,15) \$	0,06 \$	0,40 \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, dilué et pondéré en fonction du temps, compte tenu de l'échange de parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management contre des parts de société en commandite, s'est chiffré à 129,3 millions et à 129,3 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, et à 108,9 millions et à 108,3 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017.
2. Le bénéfice (la perte) attribuable aux parts de société en commandite après dilution est diminué(e) des distributions incitatives versées aux porteurs de parts de société en commandite spéciales au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, nous avons présenté un bénéfice net de 285 M\$, dont un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 93 M\$. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, nous avons comptabilisé un bénéfice net de 44 M\$ et un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 9 M\$. L'augmentation du bénéfice net est principalement attribuable à l'amélioration des résultats de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite. La consolidation de Teekay Offshore en juillet 2018 a également contribué de façon positive à la hausse du bénéfice net, ce qui a été en partie contrebalancé par la charge pour perte de valeur comptabilisée au titre de notre entreprise liée à l'énergie au Canada. Par ailleurs, les résultats de la période antérieure comprenaient une perte de 16 M\$, après impôt, découlant de la cession d'une entreprise au sein de notre secteur Énergie. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par un apport moins élevé de notre entreprise de services de construction en raison d'une diminution de l'apport de nos activités au Moyen-Orient, ainsi que par la dotation aux amortissements additionnelle et les charges d'intérêts liées aux acquisitions de 2017 et de 2018.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, nous avons présenté un bénéfice net de 809 M\$, dont un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 286 M\$. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, nous avons présenté un bénéfice net de 221 M\$, dont un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 69 M\$. L'augmentation du bénéfice net est principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment ainsi qu'au profit net comptabilisé à la cession de notre participation dans notre entreprise de services de courtage immobilier au cours du deuxième trimestre de 2018. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par le profit net réalisé à la cession de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches qui a été comptabilisé au premier trimestre de 2017.

Produits

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, les produits ont augmenté de 2 350 M\$, pour s'établir à 9 990 M\$, comparativement à 7 640 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017. L'augmentation des produits s'explique principalement par une hausse des prix pour Greenergy et notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite. Les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent une taxe à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Les taxes sont considérées comme un coût de production plutôt que comme une taxe de vente, puisque Greenergy a l'obligation de payer les taxes et en récupère le montant auprès des clients. Le montant brut transféré au titre des taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. En outre, les acquisitions de Schoeller Allibert et de Westinghouse en mai 2018 et en août 2018, respectivement, et la consolidation de Teekay Offshore en juillet 2018 ont contribué à l'augmentation des produits.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, les produits ont augmenté de 12 515 M\$, pour s'établir à 26 959 M\$, comparativement à 14 444 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017. L'augmentation des produits pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018 est principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux décrits précédemment, de même qu'aux produits additionnels découlant des acquisitions de BRK Ambiental en avril 2017 et de notre entreprise de commercialisation de carburants en juillet 2017.

Coûts d'exploitation directs

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 1 785 M\$, pour se chiffrer à 9 080 M\$, par rapport à 7 295 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des coûts d'exploitation directs tient essentiellement aux acquisitions de Schoeller Allibert et de Westinghouse ainsi qu'à la consolidation de Teekay Offshore. De plus, la hausse des prix des carburants qu'a connue Greenergy a contribué à l'augmentation des coûts d'exploitation directs au cours du trimestre considéré. Comme il est mentionné précédemment, les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent des taxes à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 11 087 M\$, pour se chiffrer à 24 929 M\$, par rapport à 13 842 M\$ à la période correspondante de 2017. L'augmentation des coûts d'exploitation directs est principalement imputable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment, de même qu'aux acquisitions de BRK Ambiental en avril 2017 et de notre entreprise de commercialisation de carburants en juillet 2017.

Frais généraux et administratifs

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 79 M\$, pour s'établir à 174 M\$, comparativement à 95 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais généraux et administratifs ont augmenté en raison des acquisitions de notre entreprise de commercialisation de carburants, de Schoeller Allibert et de Westinghouse ainsi que de la consolidation de Teekay Offshore, dont l'apport aux frais généraux et administratifs a totalisé 70 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018. En outre, les honoraires de gestion ont augmenté en raison de la hausse du total du capital investi de la société en commandite par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 201 M\$, pour s'établir à 434 M\$, comparativement à 233 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison des facteurs susmentionnés ainsi que des acquisitions de Greenergy et de BRK Ambiental en 2017.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements comprend l'amortissement pour déplétion lié aux actifs pétroliers et gaziers, l'amortissement des immobilisations corporelles et l'amortissement des immobilisations incorporelles. L'apport le plus important à la dotation aux amortissements provient de nos secteurs Activités industrielles, Services d'infrastructures et Énergie. La dotation aux amortissements de notre secteur Activités industrielles découle principalement de l'amortissement des immobilisations corporelles au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et de notre entreprise de collecte, de traitement et de distribution des eaux. La dotation aux amortissements de notre secteur Services d'infrastructures découle principalement de notre matériel et de notre outillage ainsi que de nos technologies développées. La dotation aux amortissements de notre secteur Énergie provient principalement des navires et du matériel de Teekay Offshore et de nos actifs pétroliers et gaziers, dont les immobilisations corporelles font l'objet d'un amortissement pour déplétion selon le mode des unités d'œuvre d'après les réserves prouvées et probables. Nous utilisons le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières (le « Règlement 51-101 ») pour définir et calculer les réserves prouvées et probables aux fins du calcul de la dotation aux amortissements. En général, la dotation aux amortissements est stable d'un exercice à l'autre, les variations importantes étant habituellement attribuables à l'entrée ou à la sortie d'actifs amortissables.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, la dotation aux amortissements a augmenté de 142 M\$ par rapport à la période correspondante close le 30 septembre 2017. L'augmentation de la dotation aux amortissements tient principalement aux acquisitions de Schoeller Allibert en mai 2018 et de Westinghouse en août 2018, ainsi qu'à la consolidation de Teekay Offshore en juillet 2018.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, la dotation aux amortissements a augmenté de 200 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2017. L'augmentation de la dotation aux amortissements tient à des variations semblables à celles décrites pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, ainsi qu'aux acquisitions de Greenergy, de BRK Ambiental et de notre entreprise de commercialisation de carburants en 2017.

Produits (charges) d'intérêts, montant net

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, le montant net des charges d'intérêts a augmenté de 82 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2017. L'augmentation tient principalement à l'inclusion de coûts d'emprunts additionnels liés à l'acquisition de Westinghouse et à la consolidation de Teekay Offshore au cours du trimestre. L'augmentation est également attribuable aux charges d'intérêts additionnelles engagées par notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite en raison de la facilité d'emprunt à terme garantie de premier rang et de la facilité de crédit renouvelable conclues au cours de l'exercice.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, le montant net des charges d'intérêts s'est élevé à 317 M\$, ce qui représente une augmentation de 182 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2017. L'augmentation s'explique principalement par les facteurs mentionnés précédemment, ainsi que par les acquisitions de Greenergy et de BRK Ambiental en 2017.

Bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, montant net

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, le bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence a diminué de 46 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est principalement attribuable à la perte de l'apport provenant de notre entreprise énergétique en Australie, qui a été reclassée comme étant détenue en vue de la vente au début du trimestre. La cession de notre entreprise de services de courtage immobilier au cours du deuxième trimestre de 2018 a aussi contribué à la diminution du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, mais celle-ci a été partiellement compensée par l'apport supplémentaire de notre entreprise d'établissements de jeu, acquise au cours du premier trimestre de 2018.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, le bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence a diminué de 60 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison des facteurs mentionnés précédemment.

Charge pour perte de valeur, montant net

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, nous avons comptabilisé une charge pour perte de valeur de 180 M\$ découlant de la réduction de valeur des immobilisations corporelles au sein de notre entreprise liée à l'énergie au Canada en raison de la faiblesse continue des prix du gaz naturel. Aucune charge pour perte de valeur n'a été comptabilisée pour le trimestre clos le 30 septembre 2017. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, la charge pour perte de valeur s'est établie à 30 M\$, et elle découlait de la réduction de valeur d'un placement dans notre secteur Énergie qui a été vendu

au troisième trimestre de 2017, ainsi que de la réduction de valeur des actifs détenus en vue de la vente liés à notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite.

Profit sur les acquisitions et cessions, montant net

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, nous avons comptabilisé un profit net de 247 M\$, essentiellement lié au profit comptabilisé par suite de l'augmentation de notre participation dans Teekay Offshore en raison du changement de contrôle et du passage de la mise en équivalence à la consolidation de cette participation. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, nous avons comptabilisé une perte nette de 14 M\$, qui était principalement liée à la vente d'Insignia Energy dans notre secteur Énergie, en partie compensée par un profit réalisé sur un titre de placement détenu au sein de notre secteur Services commerciaux.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, nous avons comptabilisé un profit net sur cession de 353 M\$, principalement attribuable au profit comptabilisé par suite de l'augmentation de notre participation dans Teekay Offshore, comme il est mentionné ci-dessus, ainsi qu'au profit découlant de la cession de notre participation de 33 % dans notre entreprise de services de courtage immobilier et de la vente d'actifs de drainage en acier de notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure au cours du deuxième trimestre de 2018. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, nous avons enregistré un profit net sur cession de 267 M\$ qui avait principalement trait à la cession de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches et aux titres de placement détenus au sein de notre secteur Énergie, en partie contrebalancé par la perte nette à la vente d'Insignia Energy mentionnée ci-dessus.

Autres produits (charges), montant net

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, les autres charges de 42 M\$ étaient principalement liées aux coûts de transaction engagés dans le cadre de l'acquisition de Westinghouse, en partie compensés par les fluctuations de la juste valeur des instruments financiers liés à nos secteurs Services commerciaux et Énergie. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, les autres charges de 41 M\$ se rapportaient principalement aux ajustements à la juste valeur latents des instruments financiers liés à nos secteurs Services commerciaux, Activités industrielles et Siège social, de même qu'aux coûts de transaction engagés dans le cadre des acquisitions réalisées en 2017.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, les autres charges de 63 M\$ se rapportent principalement aux facteurs susmentionnés. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, les autres charges de 36 M\$ se rapportaient principalement à une perte à la réévaluation d'un titre de placement détenu dans notre secteur Énergie, aux ajustements à la juste valeur latents susmentionnés et aux coûts de transaction engagés dans le cadre des acquisitions réalisées en 2017.

Charge (économie) d'impôt sur le résultat

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé se sont élevées à 43 M\$ et à 25 M\$, respectivement, comparativement à une charge d'impôt exigible de 19 M\$ et à une économie d'impôt différé de 6 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'augmentation du total de la charge d'impôt, qui s'est chiffré à 68 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, comparativement à un total de la charge d'impôt de 13 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, est principalement attribuable à la hausse du bénéfice imposable pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, essentiellement au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite. L'acquisition de Westinghouse au cours du trimestre et la décomptabilisation d'attributs fiscaux au sein de notre secteur Énergie ont également contribué à l'augmentation du bénéfice imposable.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, notre taux d'imposition effectif était de 19 %, alors que notre taux d'imposition composite était de 27 %. Nous exerçons nos activités dans divers pays dont les taux d'imposition sont pour la plupart différents de notre taux d'imposition national prévu par la loi. Les écarts dans les taux d'imposition à l'échelle mondiale ont donné lieu à une diminution de 33 % de notre taux d'imposition effectif. L'écart varie d'une période à l'autre selon l'importance relative du bénéfice comptabilisé dans chaque pays. Au cours du troisième trimestre de 2018, notre secteur Énergie a procédé à la décomptabilisation d'attributs fiscaux, ce qui a donné lieu à une hausse de 25 % de notre taux d'imposition effectif.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, la charge d'impôt exigible s'est chiffrée à 123 M\$, comparativement à une charge d'impôt exigible de 19 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'économie d'impôt différé s'est chiffrée à 4 M\$, comparativement à une économie d'impôt différé de 6 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'augmentation du total de la charge d'impôt, lequel s'est chiffré à 119 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, comparativement à un total de la charge d'impôt de 13 M\$ pour la période correspondante de 2017, s'explique par les facteurs susmentionnés.

Sommaire des résultats

Résultats trimestriels

Le total des produits et du bénéfice net (de la perte nette) pour les huit plus récents trimestres se présente comme suit :

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS), sauf les montants par part	2018				2017			2016
Trimestres clos les	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits	9 990 \$	8 775 \$	8 194 \$	8 379 \$	7 640 \$	4 870 \$	1 934 \$	2 232 \$
Coûts d'exploitation directs	(9 080)	(8 200)	(7 649)	(8 034)	(7 295)	(4 673)	(1 874)	(2 064)
Frais généraux et administratifs	(174)	(142)	(118)	(107)	(95)	(76)	(62)	(72)
Dotation aux amortissements	(251)	(105)	(106)	(109)	(109)	(88)	(65)	(67)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(148)	(83)	(86)	(67)	(66)	(50)	(19)	(19)
Bénéfice (perte) comptabilisé(e) selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	(9)	(7)	17	8	37	14	10	(7)
Charge pour perte de valeur, montant net	(180)	—	—	(9)	—	(23)	(7)	(155)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	247	90	16	—	(14)	9	272	—
Autres produits (charges), montant net	(42)	(7)	(14)	(72)	(41)	(9)	14	9
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	353	321	254	(11)	57	(26)	203	(143)
(Charge) économie d'impôt exigible	(43)	(52)	(28)	(11)	(19)	(4)	4	(7)
(Charge) économie d'impôt différé	(25)	39	(10)	16	6	4	(4)	16
Bénéfice net (perte nette)	285 \$	308 \$	216 \$	(6) \$	44 \$	(26) \$	203 \$	(134) \$
Attribuable :								
Aux commanditaires	(1) \$	40 \$	(35) \$	(79) \$	(8) \$	(3) \$	32 \$	(5) \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :								
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.	—	38	(34)	(83)	(8)	(3)	34	(6)
Commanditaires spéciaux	94	41	143	117	25	—	—	—
Participations d'autres entités	192	189	142	39	35	(20)	137	(123)
Bénéfice net (perte nette)	285 \$	308 \$	216 \$	(6) \$	44 \$	(26) \$	203 \$	(134) \$
Bénéfice (perte) de base et dilué(e) par part de société en commandite ^{1, 2}	— \$	0,60 \$	(0,53) \$	(1,25) \$	(0,15) \$	(0,06) \$	0,61 \$	(0,13) \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, dilué et pondéré en fonction du temps, compte tenu de l'échange de parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management contre des parts de société en commandite, s'est chiffré à 129,3 millions et à 129,3 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, et à 108,9 millions et à 108,3 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017.
2. Le bénéfice (la perte) attribuable aux parts de société en commandite après dilution est diminué(e) des distributions incitatives versées aux porteurs de parts de société en commandite spéciales au cours des trimestres clos le 30 septembre 2017, le 31 décembre 2017, le 31 mars 2018 et le 30 juin 2018.

Les produits et les charges d'exploitation varient d'un trimestre à l'autre, principalement en raison des acquisitions et des cessions d'entreprises, des fluctuations des taux de change, des cycles des affaires et économiques, des facteurs climatiques et du caractère saisonnier des activités sous-jacentes. Des facteurs économiques plus généraux, et la volatilité des prix des marchandises en particulier, ont une incidence importante sur plusieurs de nos activités, plus précisément au sein de nos secteurs Énergie et Activités industrielles. Le caractère saisonnier a une incidence essentiellement sur le secteur Services commerciaux. Certains de nos services commerciaux enregistrent habituellement un rendement plus solide au second semestre de l'exercice, tandis que d'autres services, comme notre entreprise de distribution de carburants, enregistrent un rendement plus solide aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice. Sur une base consolidée, nous ne prévoyons pas que le caractère saisonnier de nos activités aura une incidence significative sur nos résultats. Le caractère saisonnier influe également sur nos activités liées à l'énergie, qui génèrent habituellement de meilleurs résultats aux premier et quatrième trimestres. Le bénéfice net dépend des profits et des pertes périodiques sur les acquisitions, la monétisation et la dépréciation.

Examen de la situation financière consolidée

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 770 \$	1 106 \$
Actifs financiers	1 252	784
Débiteurs, montant net	5 430	4 362
Stocks et autres actifs	3 362	1 577
Actifs détenus en vue de la vente	145	14
Immobilisations corporelles	7 067	2 530
Actifs d'impôt différé	217	174
Immobilisations incorporelles	5 427	3 094
Placements mis en équivalence	536	609
Goodwill	2 420	1 554
Total de l'actif	27 626 \$	15 804 \$
Passif et capitaux propres dans l'actif net		
Passif		
Créditeurs et autres	9 386 \$	5 638 \$
Passifs associés aux actifs détenus en vue de la vente	12	—
Emprunts	10 865	3 265
Passifs d'impôt différé	887	837
Total du passif	21 150 \$	9 740 \$
Capitaux propres		
Commanditaires	1 519 \$	1 585 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :		
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield Asset Management Inc.	1 386	1 453
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	3 571	3 026
Total des capitaux propres	6 476	6 064
Total du passif et des capitaux propres	27 626 \$	15 804 \$

Actifs financiers

Les actifs financiers se composent de titres négociables, de prêts et effets à recevoir, de contrats dérivés et de liquidités soumises à restrictions. Le solde des actifs financiers a augmenté de 468 M\$, passant de 784 M\$ au 31 décembre 2017 à 1 252 M\$ au 30 septembre 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de Westinghouse au début du trimestre, ainsi qu'à des ajustements de la juste valeur des titres négociables et des contrats dérivés de nos secteurs Énergie et Activités industrielles. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par l'élimination des bons de souscription détenus dans Teekay Offshore au moment de la consolidation.

Le tableau suivant présente les actifs financiers, par secteur, au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
30 septembre 2018	511 \$	331 \$	92 \$	291 \$	27 \$	1 252 \$
31 décembre 2017	438 \$	— \$	21 \$	325 \$	— \$	784 \$

Débiteurs

Les débiteurs ont augmenté de 1 068 M\$, passant de 4 362 M\$ au 31 décembre 2017 à 5 430 M\$ au 30 septembre 2018. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'acquisition de Westinghouse et à la consolidation de Teekay Offshore. L'augmentation découlait aussi de la hausse des débiteurs de Greenergy en raison de la hausse des prix des carburants.

Stocks et autres actifs

Les stocks et autres actifs ont augmenté de 1 785 M\$, passant de 1 577 M\$ au 31 décembre 2017 à 3 362 M\$ au 30 septembre 2018. La hausse des niveaux des stocks de matières premières et de produits finis à notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, jumelée aux acquisitions de Westinghouse et de Schoeller Allibert et à la consolidation de Teekay Offshore, a contribué à cette augmentation globale.

Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente s'élevaient à 145 M\$ au 30 septembre 2018, comparativement à 14 M\$ au 31 décembre 2017. Au 30 septembre 2018, notre placement mis en équivalence dans notre entreprise énergétique en Australie a été reclassé comme détenu en vue de la vente. De plus, certains actifs et passifs ayant trait aux usines servant aux activités de préfabrication en béton et de drainage de notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure ont aussi contribué à l'augmentation des actifs détenus en vue de la vente. Le solde de 2017 comprenait des terrains et des bâtiments détenus en vue de la vente au sein de l'entreprise susmentionnée.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles se rapportent principalement à nos secteurs Activités industrielles, Services d'infrastructures et Énergie. Le solde des immobilisations corporelles de 7 067 M\$ au 30 septembre 2018 a augmenté de 4 537 M\$ comparativement à 2 530 M\$ au 31 décembre 2017. L'augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de Westinghouse et de Schoeller Allibert et à la consolidation de Teekay Offshore. L'augmentation a été en partie contrebalancée par une perte de valeur comptabilisée par notre entreprise liée à l'énergie au Canada.

Les immobilisations incorporelles sont principalement liées à nos secteurs Activités industrielles, Services d'infrastructures et Services commerciaux. Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 2 333 M\$, passant de 3 094 M\$ au 31 décembre 2017 à 5 427 M\$ au 30 septembre 2018. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions de Westinghouse et de Schoeller Allibert, contrebalancées en partie par la finalisation des montants provisoires liés à la comptabilisation initiale de l'acquisition de BRK Ambiental.

Les dépenses d'investissement représentent des entrées d'immobilisations corporelles et elles comprennent les investissements de maintien, qui sont nécessaires au maintien de la performance actuelle de nos activités, ainsi que les investissements de croissance, qui sont effectuées afin d'acquérir de nouveaux actifs en vue d'élargir nos activités existantes. En ce qui concerne spécifiquement notre secteur Activités industrielles, nous incluons les entrées d'immobilisations incorporelles de BRK Ambiental dans les dépenses d'investissement en raison de la nature de ses accords de concession. Les dépenses d'investissement ont totalisé 181 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, sur lesquelles une tranche de 63 M\$ a été engagée par notre secteur Énergie et une tranche de 67 M\$ a été engagée par notre secteur Activités industrielles.

Placements mis en équivalence

Les placements mis en équivalence ont diminué de 73 M\$, passant de 609 M\$ au 31 décembre 2017 à 536 M\$ au 30 septembre 2018, principalement en raison du reclassement dans les actifs détenus en vue de la vente de notre placement mis en équivalence dans notre entreprise énergétique en Australie. Cette diminution découle aussi de la cession de notre participation dans notre entreprise de services de courtage immobilier en mai 2018. Par ailleurs, en raison de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans Teekay Offshore en juillet 2018, la société en commandite a comptabilisé une cession du placement mis en équivalence et a commencé à consolider les placements mis en équivalence détenus par Teekay Offshore.

Goodwill

Le goodwill a augmenté de 866 M\$, passant de 1 554 M\$ au 31 décembre 2017 à 2 420 M\$ au 30 septembre 2018, principalement en raison de la consolidation de Teekay Offshore et des acquisitions de Westinghouse et de Schoeller Allibert au cours de l'exercice.

Créditeurs et autres

Les créditeurs et autres ont augmenté de 3 748 M\$, passant de 5 638 M\$ au 31 décembre 2017 à 9 386 M\$ au 30 septembre 2018. L'augmentation est principalement attribuable aux acquisitions de Westinghouse et de Schoeller Allibert, ainsi qu'à la consolidation de Teekay Offshore. En outre, une hausse des prix des carburants à Greenergy a aussi contribué à l'augmentation des créditeurs et autres.

Emprunts

Vous trouverez de l'information sur les emprunts à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts

Au 30 septembre 2018, notre structure du capital était composée de deux catégories de parts de société en commandite : les parts de société en commandite et les parts de commandité. Les parts de société en commandite permettent à leur porteur de toucher leur quote-part des distributions. Les parts de commandité donnent à leur porteur le droit de régir nos politiques financières et d'exploitation. Se reporter à la section 10.B., « Actes constitutifs – Description de nos parts et de notre convention de société en commandite », dans le rapport annuel sur formulaire 20-F.

La structure du capital de la société de portefeuille SEC est composée de trois catégories de parts de société : les parts de société en commandite spéciales, les parts de commandité gestionnaire et les parts de rachat-échange détenues par Brookfield. En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, le commanditaire spécial a le droit de recevoir des distributions incitatives fondées sur une hausse de 20 % du prix des parts de la société en commandite par rapport à un seuil initial. Se reporter à la section 10.B., « Actes constitutifs – Description de nos parts et de notre convention de société en commandite », dans le rapport annuel sur formulaire 20-F.

Le conseil d'administration a approuvé le paiement d'une distribution incitative de 94 M\$ à Brookfield, soit 23,5 M\$ par part de société en commandite spéciale, payable le 31 décembre 2018, selon le prix moyen pondéré en fonction du volume de 41,96 \$ par part (un cours qui excède le seuil de la distribution incitative antérieure de 38,31 \$ par part) et le nombre pondéré en fonction du temps de parts en circulation de 129 millions pour le trimestre. Dorénavant, le seuil de distribution incitative sera de 41,96 \$ par part.

Dans le cadre de la scission-distribution, Brookfield a souscrit des actions privilégiées de nos entités de portefeuille pour un montant de 15 M\$.

Le 10 août 2018, la Bourse de Toronto a accepté un avis déposé par la société en commandite annonçant son intention de commencer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant ses parts de société en commandite. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, notre conseil d'administration nous a autorisés à racheter un maximum de 10 % des parts émises et en circulation au 9 août 2018, soit 3 371 900 parts. À la date du présent rapport de gestion, aucun rachat n'avait été effectué en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017, le nombre total de parts de la société en commandite se détaille comme suit :

PARTS	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Parts de commandité	4	4
Parts de société en commandite	66 185 798	66 185 798
Participations ne donnant pas le contrôle :		
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield	63 095 497	63 095 497
Parts de société en commandite spéciales	4	4

Il n'y a eu aucun changement aux parts de la société en commandite depuis le 30 septembre 2018.

Analyse sectorielle

IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, exige que les secteurs opérationnels soient établis en fonction de rapports internes qui sont revus périodiquement par notre principal décideur opérationnel aux fins d'affectation des ressources aux secteurs et d'évaluation de la performance de ceux-ci. Les principales mesures utilisées par le principal décideur opérationnel pour l'évaluation de la performance et la prise de décisions concernant l'affectation des ressources sont les flux de trésorerie liés aux opérations, ou les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, et le BAIIA de la société. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et autres éléments. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts ou sur une base nette à la société mère. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société représentent une mesure clé de notre performance financière, et nous utilisons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour évaluer les résultats d'exploitation et la performance de nos activités. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits et des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des produits et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société est présenté sur une base nette aux porteurs de parts ou sur une base nette à la société mère. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » pour une analyse plus détaillée et un rapprochement avec les mesures définies par les normes IFRS les plus comparables.

Dans le cadre de l'acquisition de Westinghouse, nous avons revu la structure organisationnelle et la structure de gouvernance de nos activités et nous avons modifié la façon dont la société en commandite présente l'information financière ainsi que l'information aux fins de la prise de décisions par la direction, ce qui a donné lieu à une modification de la présentation de nos secteurs Services de construction et Services commerciaux et à la création d'un nouveau secteur appelé Services d'infrastructures.

Par conséquent, avec prise d'effet au troisième trimestre de l'exercice 2018, nos secteurs Services de construction et Services commerciaux ont été regroupés en un seul secteur opérationnel appelé Services commerciaux. Notre nouveau secteur opérationnel Services d'infrastructures comprend notre placement dans Westinghouse. Le secteur Services d'infrastructures n'exerçait aucune activité avant l'acquisition de Westinghouse au troisième trimestre de l'exercice 2018. La société en commandite a appliqué ces changements de secteurs de manière rétrospective pour toutes les périodes présentées.

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits	9 990 \$	7 640 \$	26 959 \$	14 444 \$
Coûts d'exploitation directs	(9 080)	(7 295)	(24 929)	(13 842)
Frais généraux et administratifs	(174)	(95)	(434)	(233)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	34	22	156	64
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(539)	(187)	(1 148)	(301)
BAIIA de la société²	231 \$	85 \$	604 \$	132 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	(3)	(37)	103	244
Autres produits (charges), montant net	(11)	—	(11)	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(148)	(66)	(317)	(135)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(8)	(2)	(47)	(4)
Impôt exigible	(43)	(19)	(123)	(19)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	152	85	276	(34)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	170 \$	46 \$	485 \$	184 \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non définie par les normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits et des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des produits et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » du rapport de gestion.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, nous avons présenté un BAIIA de la société de 231 M\$, une hausse de 146 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2017. L'augmentation du BAIIA de la société est principalement attribuable à la hausse des prix et à l'amélioration de la performance opérationnelle de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite. L'augmentation est également attribuable à l'apport additionnel de l'acquisition de Westinghouse et de la consolidation de Teekay Offshore au troisième trimestre de 2018, ainsi que de l'acquisition de notre entreprise d'établissements de jeu au premier trimestre de 2018. L'augmentation a été en partie contrebalancée par une baisse des marges des activités au Moyen-Orient de notre entreprise de services de construction.

Le BAIIA de la société a augmenté de 472 M\$ pour s'établir à 604 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, comparativement à 132 M\$ pour la période correspondante de 2017. Cette augmentation est attribuable aux mêmes résultats que ceux susmentionnés, ainsi qu'à la hausse des marges à l'égard des projets pour notre entreprise de services de construction en Australie et à l'apport additionnel de BRK Ambiental, qui a été acquise au deuxième trimestre de 2017.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, nous avons présenté des flux de trésorerie liés aux opérations de la société de 170 M\$, une hausse de 124 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2017. En plus des facteurs ayant contribué à l'augmentation du BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont aussi été favorablement influencés par le fait qu'une perte nette avait été subie à la vente d'une entreprise dans notre secteur Énergie au cours de la période précédente.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018 se sont établis à 485 M\$, en hausse de 301 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont augmenté pour les mêmes raisons que celles mentionnées précédemment, ainsi qu'en raison du profit net comptabilisé à la cession de notre participation dans notre entreprise de services de courtage immobilier au cours du

deuxième trimestre de 2018. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par le profit net réalisé qui a été comptabilisé à la période précédente et qui découlait de la vente de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches, ainsi que par le profit net réalisé à la cession des titres de placement détenus au sein de notre secteur Énergie.

Services commerciaux

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Services commerciaux, qui comprend maintenant l'ancien secteur Services de construction, pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes	
	30 septembre		les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits	7 923 \$	7 070 \$	23 129 \$	13 100 \$
Coûts d'exploitation directs	(7 784)	(6 909)	(22 729)	(12 823)
Frais généraux et administratifs	(64)	(50)	(203)	(125)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	8	8	23	23
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(51)	(72)	(122)	(111)
BAIIA de la société²	32 \$	47 \$	98 \$	64 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	—	11	55	19
Autres produits (charges), montant net	—	—	—	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(9)	(15)	(50)	(28)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(1)	—	(2)	—
Impôt exigible	(8)	(15)	(38)	(7)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	12	12	46	22
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	26 \$	40 \$	109 \$	70 \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Services commerciaux au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Total de l'actif	8 130 \$	7 899 \$
Total du passif	6 165	5 930
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	593	562
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	1 372	1 407
Total des capitaux propres	1 965 \$	1 969 \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non définie par les normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits et des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des produits et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017

À la suite de l'acquisition de Westinghouse le 1^{er} août 2018, nous avons créé un nouveau secteur, Services d'infrastructures, et compte tenu de l'envergure proportionnelle de notre entreprise de services de construction, nous l'incluons maintenant dans notre secteur Services commerciaux.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, les produits tirés du secteur Services commerciaux se sont chiffrés à 7 923 M\$, soit une hausse de 853 M\$, contre des produits de 7 070 M\$ pour la période correspondante de 2017. Les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 875 M\$ pour se chiffrer à 7 784 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 6 909 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'augmentation des produits et des coûts directs s'explique essentiellement par une hausse des activités de Greenergy. Les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent des taxes à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, la composante taxes incluse dans les produits et les coûts d'exploitation directs s'élevait à environ 2 654 M\$. De plus, l'acquisition de notre entreprise de commercialisation de carburants en juillet 2017 a contribué à l'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs au cours du trimestre. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, les produits et les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 10 029 M\$ et de 9 906 M\$, respectivement, par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, principalement en raison des facteurs susmentionnés.

Comme il a été mentionné, notre secteur Services commerciaux comprend maintenant notre entreprise de services de construction. Les produits tirés de notre entreprise de services de construction pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 se sont chiffrés à 1 194 M\$ et à 3 370 M\$, respectivement, comparativement à 1 237 M\$ et à 3 378 \$ pour les périodes correspondantes de 2017. Sur le plan géographique, les produits se répartissent comme suit pour le trimestre clos le 30 septembre 2018 : 60 % des produits proviennent de l'Australie (2017 – 56 %), 30 % de l'Europe (2017 – 33 %), 9 % du Moyen-Orient (2017 – 10 %) et 1 % des autres régions (2017 – 1 %). Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, les coûts d'exploitation directs se sont établis à 1 172 M\$ et à 3 300 M\$, comparativement à 1 206 M\$ et à 3 330 M\$ pour les périodes correspondantes de 2017. La diminution des produits et des coûts directs s'explique essentiellement par la baisse des niveaux d'activité au Moyen-Orient.

Le BAIIA de la société s'est chiffré à 32 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, ce qui représente une diminution de 15 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2017. La diminution est attribuable à la perte d'apport découlant de la cession de notre entreprise de services de courtage immobilier au cours du deuxième trimestre de 2018, ainsi qu'à la baisse des volumes au Brésil et à la diminution de la marge sur les achats de diesel au Royaume-Uni pour Greenergy. La diminution du BAIIA de la société est aussi attribuable à la baisse des marges des activités au Moyen-Orient de notre entreprise de services de construction. Cette diminution a été en partie contrebalancée par l'acquisition de notre entreprise d'établissements de jeu au cours du premier trimestre de 2018.

Le BAIIA de la société pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018 s'est établi à 98 M\$, en hausse de 34 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de l'acquisition de notre entreprise d'établissements de jeu, ainsi que de l'augmentation des marges à l'égard des projets en Australie de notre entreprise de services de construction au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Services commerciaux se sont chiffrés à 26 M\$, soit une diminution de 14 M\$, comparativement à 40 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017. La diminution est principalement attribuable à la réduction des marges susmentionnée relativement aux activités au Moyen-Orient de notre entreprise de services de construction. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont augmenté de 39 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, ce qui tient essentiellement à l'acquisition de notre entreprise d'établissements de jeu au premier trimestre de 2018, ainsi qu'au profit net comptabilisé au moment de la cession de notre participation dans notre entreprise de services de courtage immobilier.

Services d'infrastructures

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Services d'infrastructures pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits	740 \$	— \$	740 \$	— \$
Coûts d'exploitation directs	(574)	—	(574)	—
Frais généraux et administratifs	(16)	—	(16)	—
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	—
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(84)	—	(84)	—
BAIIA de la société²	66 \$	— \$	66 \$	— \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	—	—	—	—
Autres produits (charges), montant net	—	—	—	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(35)	—	(35)	—
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	—	—	—	—
Impôt exigible	(4)	—	(4)	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	22	—	22	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	49 \$	— \$	49 \$	— \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Services d'infrastructures au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Total de l'actif	6 475 \$	— \$
Total du passif	5 557	—
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	518	—
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	400	—
Total des capitaux propres	918 \$	— \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non définie par les normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits et des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des produits et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017

Notre nouveau secteur Services d'infrastructures comprend actuellement les activités de Westinghouse depuis l'acquisition de l'entreprise le 1^{er} août 2018. La société en commandite a financé 405 M\$ du prix d'achat des titres de capitaux propres pour une participation de 44 %. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, les produits et les coûts d'exploitation directs de notre secteur Services d'infrastructures se sont établis à 740 M\$ et à 574 M\$, respectivement.

Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 se sont élevés à 66 M\$ et à 49 M\$, respectivement. L'entreprise a réalisé un bon rendement au cours des deux mois suivant la conclusion de l'acquisition et les solides marges découlent de la composition des travaux. Les résultats obtenus au cours du trimestre ont subi l'influence favorable d'un recouvrement non-récurrent sur le règlement d'un

projet, en partie contrebalancé par des coûts plus élevés que la normale liés à la réévaluation à la hausse des stocks dans le cadre de la comptabilisation du prix d'achat de l'acquisition. L'incidence positive nette sur le BAIIA de ces deux éléments se chiffre à 22 M\$ au troisième trimestre. Nous prévoyons que des coûts élevés seront comptabilisés pour un trimestre additionnel, à mesure que les stocks actuels arriveront au terme du processus de production.

Activités industrielles

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Activités industrielles pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits	937 \$	503 \$	2 539 \$	1 140 \$
Coûts d'exploitation directs	(504)	(335)	(1 295)	(870)
Frais généraux et administratifs	(65)	(29)	(144)	(66)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	3	—	12	1
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(272)	(103)	(786)	(154)
BAIIA de la société²	99 \$	36 \$	326 \$	51 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	(3)	—	48	237
Autres produits (charges), montant net	—	—	—	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(60)	(44)	(174)	(87)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(1)	—	(3)	—
Impôt exigible	(26)	(7)	(75)	(20)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	67	37	146	(72)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	76 \$	22 \$	268 \$	109 \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables à la société mère pour notre secteur Activités industrielles au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Total de l'actif	6 241 \$	5 839 \$
Total du passif	5 250	3 189
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	1 003	1 989
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	(12)	661
Total des capitaux propres	991 \$	2 650 \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non définie par les normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits et des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des produits et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, les produits tirés du secteur Activités industrielles se sont établis à 937 M\$, ce qui représente une hausse de 434 M\$, contre 503 M\$ pour la période correspondante de 2017. Les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 169 M\$ pour se chiffrer à 504 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 335 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs est principalement imputable à une hausse des prix au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite ainsi qu'aux produits et aux coûts d'exploitation directs additionnels découlant de notre acquisition de Schoeller Allibert au deuxième trimestre de 2018. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, les produits tirés de ce secteur se sont établis à 2 539 M\$, ce qui représente une hausse de 1 399 M\$, tandis que les coûts d'exploitation directs se sont établis à 1 295 M\$, ce qui représente une hausse de 425 M\$ par rapport à la période correspondante de 2017. L'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs s'explique principalement par les mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment, ainsi que par l'apport de BRK Ambiental qui a eu lieu au deuxième trimestre de 2017.

Le BAIIA de la société de notre secteur Activités industrielles a augmenté de 63 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2017. L'augmentation était principalement attribuable à la hausse des prix et à l'amélioration de la performance de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, en partie contrebalancée par une baisse de l'apport de BRK Ambiental, en raison principalement des fluctuations du change. Le BAIIA de la société du secteur s'est chiffré à 326 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, comparativement à 51 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017. L'augmentation s'explique principalement par les facteurs susmentionnés.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société de notre secteur Activités industrielles se sont chiffrés à 76 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, comparativement à 22 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour le trimestre clos le 30 septembre 2018 ont augmenté principalement en raison des facteurs mentionnés précédemment, en partie contrebalancés par la hausse des charges d'intérêts et de la charge d'impôt exigible engagées par notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite en raison de l'augmentation des emprunts et du bénéfice imposable, respectivement. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société se sont chiffrés à 268 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, soit une augmentation de 159 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2017. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont augmenté en raison des mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment, partiellement contrebalancés par le profit net comptabilisé à la vente de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017.

Énergie

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Énergie pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits	390 \$	66 \$	544 \$	199 \$
Coûts d'exploitation directs	(216)	(50)	(325)	(146)
Frais généraux et administratifs	(11)	(4)	(21)	(12)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	23	14	121	40
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(132)	(12)	(156)	(36)
BAIIA de la société²	54 \$	14 \$	163 \$	45 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	—	(48)	—	(12)
Autres produits (charges), montant net	(11)	—	(11)	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(48)	(7)	(62)	(20)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(6)	(2)	(42)	(4)
Impôt exigible	(5)	2	(6)	1
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	51	36	62	16
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	35 \$	(5) \$	104 \$	26 \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Énergie au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Total de l'actif	6 301 \$	1 671 \$
Total du passif	3 902	536
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	1 457	475
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	942	660
Total des capitaux propres	2 399 \$	1 135 \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non définie par les normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits et des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des produits et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, les produits tirés du secteur Énergie se sont établis à 390 M\$, ce qui représente une hausse de 324 M\$, contre 66 M\$ pour la période correspondante de 2017. Les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 166 M\$ pour se chiffrer à 216 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, contre 50 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs est principalement attribuable à la consolidation de Teekay Offshore en juillet 2018, qui représentait une tranche de 309 M\$ et de 164 M\$ de la hausse globale des produits et des coûts d'exploitation directs, respectivement. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, les produits tirés de ce secteur se sont établis à 544 M\$, ce qui représente une hausse de 345 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, tandis que les coûts d'exploitation directs se sont établis à 325 M\$, ce qui représente une hausse de 179 M\$. L'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs par rapport à la période correspondante de 2017 s'explique principalement par la consolidation susmentionnée de Teekay Offshore au cours du troisième trimestre de 2018.

Le BAIIA de la société de notre secteur Énergie s'est chiffré à 54 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, comparativement à 14 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, le BAIIA de la société s'est établi à 163 M\$, ce qui représente une augmentation de 118 M\$. L'augmentation du BAIIA de la société pour le trimestre et la période de neuf mois était principalement attribuable à la consolidation de Teekay Offshore.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société de notre secteur Énergie se sont chiffrés à 35 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, comparativement à un montant négatif de 5 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017. L'augmentation est principalement attribuable à la consolidation susmentionnée de Teekay Offshore en juillet 2018, ainsi qu'à la perte nette réalisée à la vente d>Insignia Energy au cours du trimestre clos le 30 septembre 2017. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société se sont chiffrés à 104 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, comparativement à 26 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont augmenté au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018 en raison des mêmes facteurs que ceux décrits ci-dessus, en partie contrebalancés par le profit net réalisé à la cession des titres de placement détenus au sein de notre secteur Énergie au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017.

Siège social et autres

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Siège social et autres pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits	— \$	1 \$	7 \$	5 \$
Coûts d'exploitation directs	(2)	(1)	(6)	(3)
Frais généraux et administratifs	(18)	(12)	(50)	(30)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	—
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	—	—	—	—
BAIIA de la société²	(20) \$	(12) \$	(49) \$	(28) \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	—	—	—	—
Autres produits (charges), montant net	—	—	—	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	4	—	4	—
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	—	—	—	—
Impôt exigible	—	1	—	7
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	—	—	—	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	(16) \$	(11) \$	(45) \$	(21) \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Siège social et autres au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Total de l'actif	479 \$	395 \$
Total du passif	276	85
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	—	—
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	203	310
Total des capitaux propres	203 \$	310 \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.

2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non définie par les normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits et des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des produits et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » du rapport de gestion.

En vertu de notre convention de services-cadre, nous versons à Brookfield des honoraires de gestion de base trimestriels qui correspondent à 0,3125 % de notre total du capital investi (1,25 % annuellement), majorés du montant de la dette avec recours à l'égard d'une tierce partie, déduction faite de la trésorerie détenue par les entités de la société en commandite. Les honoraires de gestion se sont chiffrés à 15 M\$ et à 41 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, respectivement. Les frais généraux et administratifs liés aux charges du siège social comprenaient les honoraires d'audit et les jetons de présence.

La société en commandite a conclu une convention de dépôt avec Brookfield en vertu de laquelle elle peut déposer des fonds auprès de Brookfield, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration. Le solde de tout dépôt est payable à vue et est assorti d'un taux d'intérêt convenu selon les conditions du marché. Au 30 septembre 2018, le montant du dépôt était de 385 M\$ et était compris dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS

Flux de trésorerie liés aux opérations de la société

Pour mesurer notre performance, nous analysons, entre autres, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie et autres éléments. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts, ou sur une base nette à la société mère. Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure de la performance opérationnelle non calculée conformément aux normes IFRS, lesquelles n'en donnent aucune définition normalisée. Il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont les limites suivantes à titre d'outil d'analyse :

- Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne tiennent pas compte de la dotation aux amortissements. Comme nous détenons des immobilisations à durée d'utilité déterminée, la dotation aux amortissements tient compte du fait que nous devons conserver ou remplacer nos actifs en vue de maintenir notre capacité à générer des produits.
- Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne tiennent pas compte de l'impôt différé, qui pourrait devenir exigible si nous détenons nos actifs pour une longue durée.
- Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne tiennent compte d'aucun ajustement à la juste valeur sans effet de trésorerie ou d'ajustement à la valeur de marché comptabilisé en résultat net.

En raison de ces limites, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne devraient pas être considérés comme l'unique mesure de notre performance et ne devraient pas être considérés de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de nos résultats, tels qu'ils sont présentés en vertu des normes IFRS. Toutefois, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure clé que nous utilisons pour évaluer la performance de nos activités.

Lorsqu'ils sont considérés conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société permettent, à notre avis, une meilleure compréhension des facteurs et des tendances influant sur nos activités sous-jacentes, y compris l'incidence des emprunts. Ils nous permettent d'évaluer nos activités selon le rendement en trésorerie du capital investi en déduisant l'incidence des éléments sans effet de trésorerie et autres éléments. Nous rajoutons les amortissements, car le coût de base déprécié de nos actifs est reflété dans le profit final ou la perte finale à la cession réalisé(e). Nous rajoutons l'impôt différé, cet élément ne traduisant pas, à notre avis, la valeur actuelle des obligations fiscales en trésorerie réelles que nous devons acquitter, particulièrement si nos activités sont détenues longtemps. Nous rajoutons aussi les profits ou pertes sur évaluation sans effet de trésorerie comptabilisés en résultat net, car ils sont, par leur nature, sans effet de trésorerie et donnent une approximation, à un moment précis, de la valeur des éléments non courants. Nous rajoutons également les coûts de résiliation et de transaction, car, par leur nature, il s'agit de dépenses en capital.

BAIIA de la société

Nous utilisons également le BAIIA de la société comme mesure de la performance. Nous définissons le BAIIA de la société comme les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, excluant l'incidence des profits à la cession réalisés, des produits et des charges d'intérêts et de l'impôt exigible, ainsi que des profits à la cession réalisés, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société est présenté sur une base nette aux porteurs de parts ou sur une base nette à la société mère. Le BAIIA de la société comporte des limites à titre d'outil d'analyse, car il ne tient pas compte des profits à la cession réalisés, des produits et des charges d'intérêts et de l'impôt exigible, ni de la dotation aux amortissements, de l'impôt différé, des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie et des pertes de valeur. En raison de ces limites, le BAIIA de la société ne devrait pas être considéré comme l'unique mesure de notre performance et ne devrait pas être considéré de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de nos résultats, tels qu'ils sont présentés en vertu des normes IFRS. Toutefois, le BAIIA de la société est une mesure clé que nous utilisons pour évaluer la performance de nos activités.

Lorsqu'il est considéré conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, le BAIIA de la société permet, à notre avis, une meilleure compréhension de la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice récurrent, ce qui permet aux utilisateurs de mieux comprendre et d'évaluer la performance de nos activités sous-jacentes.

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA de la société et des flux de trésorerie liés aux opérations de la société avec le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts pour les périodes indiquées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits	9 990 \$	7 640 \$	26 959 \$	14 444 \$
Coûts d'exploitation directs	(9 080)	(7 295)	(24 929)	(13 842)
Frais généraux et administratifs	(174)	(95)	(434)	(233)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ¹	34	22	156	64
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ²	(539)	(187)	(1 148)	(301)
BAIIA de la société	231 \$	85 \$	604 \$	132 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	(3)	(37)	103	244
Autres produits (charges), montant net	(11)	—	(11)	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(148)	(66)	(317)	(135)
Impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ¹	(8)	(2)	(47)	(4)
Impôt exigible	(43)	(19)	(123)	(19)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités ²	152	85	276	(34)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société	170 \$	46 \$	485 \$	184 \$
Amortissements	(251)	(109)	(462)	(262)
Profit sur les acquisitions et cessions	250	—	250	—
(Profit) perte à la cession réalisé(e) comptabilisé(e) au cours de périodes précédentes ⁴	—	23	—	23
Charge pour perte de valeur, montant net	(180)	—	(180)	(30)
Autres produits (charges), montant net	(31)	(41)	(52)	(36)
Impôt différé	(25)	6	4	6
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ¹	(35)	17	(108)	1
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ²	195	67	349	183
Bénéfice net attribuable aux porteurs de parts	93 \$	9 \$	286 \$	69 \$

1. La somme de ces montants correspond à une perte comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de 9 M\$ et à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 1 M\$, présentés dans le compte de résultat en vertu des normes IFRS, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, respectivement, et à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 37 M\$ et de 61 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, respectivement.
2. Le total des éléments en trésorerie et des éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à un profit net de 192 M\$ et de 523 M\$, présenté dans notre compte de résultat en vertu des normes IFRS, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, respectivement, et à un profit net de 35 M\$ et un profit net de 152 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, respectivement.

Le tableau qui suit présente le rapprochement des capitaux propres attribuables aux parts de société en commandite, aux parts de commandité, aux parts de rachat-échange, aux actions privilégiées et aux parts de société en commandite spéciales avec les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Commanditaires	1 519 \$	1 585 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :		
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield	1 386	1 453
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	2 905 \$	3 038 \$

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts, par secteur, au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
30 septembre 2018	1 372 \$	400 \$	(12) \$	942 \$	203 \$	2 905 \$
31 décembre 2017	1 407 \$	— \$	661 \$	660 \$	310 \$	3 038 \$

Situation de trésorerie et sources de financement

Pour gérer nos exigences en matière de liquidité et de capital, nous nous appuyons sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, la monétisation d'activités en pleine maturité au moment opportun, le refinancement de la dette et des entreprises en cours et l'utilisation de facilités de crédit. Nous visons à maintenir suffisamment de liquidités pour répondre à nos besoins continus en matière d'exploitation et pour conserver une distribution modeste.

Nos principaux besoins en matière de liquidité pour le prochain exercice portent notamment sur le respect des paiements liés au service de la dette, le financement des charges récurrentes, les dépenses d'investissement requises, les acquisitions faisant l'objet d'engagements et les occasions d'acquisition, lorsqu'elles se présentent. De plus, un élément fondamental de notre stratégie consiste à réaliser des acquisitions par la voie d'ententes de consortium mené par Brookfield conclues avec des investisseurs institutionnels ou des partenaires stratégiques, ainsi qu'à créer des partenariats afin de réaliser des acquisitions spécialisées ou des acquisitions à l'échelle mondiale. Brookfield a déjà démontré qu'elle peut diriger ce type de consortiums et de partenariats et qu'elle peut gérer activement les actifs sous-jacents afin d'améliorer le rendement. Les récentes acquisitions conclues par la société en commandite sont expliquées en détail à la rubrique « Faits nouveaux concernant notre Entreprise » du rapport de gestion. Par exemple, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, a réalisé l'acquisition de Westinghouse pour un prix d'achat d'environ 4 G\$ le 1^{er} août 2018. Une tranche d'environ 920 M\$ de la transaction a été financée par des capitaux propres, et une tranche de 3,1 G\$, au moyen d'un financement par emprunt à long terme (2,9 G\$, déduction faite des coûts de financement). La quote-part des capitaux propres de la société en commandite était d'environ 405 M\$ et a été financée au moyen des liquidités disponibles.

Nos liquidités proviennent principalement des actifs financiers, des facilités de crédit inutilisées, des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et de notre accès aux marchés des capitaux publics et privés.

Le tableau suivant présente les emprunts, par secteur, au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
30 septembre 2018	1 151 \$	2 950 \$	3 564 \$	3 202 \$	(2) \$	10 865 \$
31 décembre 2017	1 190 \$	— \$	1 693 \$	382 \$	— \$	3 265 \$

Au 30 septembre 2018, l'encours de la dette de la société en commandite s'élevait à 10 865 M\$, comparativement à 3 265 M\$ au 31 décembre 2017. Les emprunts s'établissent comme suit :

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Emprunts à terme et facilités de crédit	8 955 \$	1 745 \$
Financement de projets	525	449
Déventures	490	596
Programme de titrisation	249	249
Billets de premier rang	646	226
Total des emprunts	10 865 \$	3 265 \$

La société en commandite a conclu, par l'intermédiaire de ses entreprises en exploitation, des facilités de crédit avec des institutions financières importantes. Ces facilités de crédit se composent principalement de facilités d'exploitation renouvelables et de facilités d'exploitation à terme assorties de taux d'intérêt variables. Au niveau de l'exploitation, nous nous efforçons de maintenir un endettement prudent dont le remboursement peut être effectué au moyen des activités poursuivies. Sur une base consolidée, les emprunts de nos activités totalisaient 10 865 M\$ au 30 septembre 2018, comparativement à 3 265 M\$ au 31 décembre 2017. L'augmentation de 7 600 M\$ tient principalement à un financement au moyen d'un emprunt à long terme de 2,9 G\$ obtenu pour notre acquisition de Westinghouse, à une dette supplémentaire de 2,7 G\$ consolidée par suite de l'exercice de notre option de commandité visant à acquérir une participation additionnelle de 2 % dans Teekay Offshore GP, et à un financement au moyen d'un emprunt à long terme de 2,2 G\$ obtenu par notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, dont une tranche d'environ 400 M\$ a servi à rembourser la dette existante.

Nous finançons nos actifs surtout en ce qui a trait aux sociétés en exploitation au moyen d'emprunts qui, en général, sont sans recours contre la société en commandite ou nos autres activités et qui, en général, sont garantis par des actifs appartenant aux sociétés en exploitation respectives. En outre, des instruments de créance au niveau des sociétés en exploitation n'entraînent pas une déchéance croisée ou un défaut croisé à l'égard d'emprunts d'autres sociétés en exploitation. Cette dette revêt la forme de marges de crédit renouvelables, d'emprunts à terme et de titres de créance assortis de diverses échéances allant de 1 an à 21 ans. Au 30 septembre 2018, l'échéance moyenne pondérée était de 6,1 années, et le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'encours de la dette s'élevait à 6,4 %. Au 30 septembre 2018, la capacité d'emprunt maximale de nos emprunts à terme et de nos facilités de crédit en ce qui a trait aux activités d'exploitation et aux autres filiales s'élevait à 12,6 G\$, dont une tranche de 10,9 G\$ avait été prélevée.

Le recours aux emprunts à terme et aux facilités de crédit est principalement lié aux activités poursuivies et aux dépenses d'investissement, ainsi qu'au financement des acquisitions. Les taux d'intérêt appliqués à ces facilités sont basés sur les taux d'intérêt du marché. Ces emprunts comprennent les clauses restrictives habituelles basées sur le ratio de couverture des charges fixes, le ratio de l'encours de la dette sur le BAIIA et le maintien de niveaux minimaux de capitaux propres et de liquidités. Nos activités respectent actuellement toutes les clauses restrictives significatives, ou ont obtenu des exemptions à l'égard de celles-ci, de leurs emprunts à terme et de leurs facilités de crédit. Lorsque les conditions économiques sont ardues, y compris dans un contexte difficile relatif aux prix des marchandises, nous prenons des mesures proactives pour éviter que nos activités des secteurs Énergie et Activités industrielles manquent à leurs obligations en vertu des modalités de leurs facilités de crédit, notamment en modifiant ces instruments de créance ou, au besoin, en cherchant à obtenir une renonciation de la part des prêteurs. Notre capacité à procéder à des modifications ou, au besoin, à obtenir une renonciation ou à financer de toute autre façon cette dette dépend, entre autres, des conditions sur les marchés financiers et de notre situation financière à ce moment.

L'une de nos entreprises de services immobiliers dispose d'un programme de titrisation en vertu duquel elle transfère une participation en copropriété indivise dans des débiteurs admissibles sur une base entièrement administrée, contre un produit en trésorerie, à leur juste valeur aux termes de l'entente. Bien que la vente de la participation en copropriété soit considérée comme une vente légale, la société en commandite a déterminé que le critère de décomptabilisation d'actifs n'a pas été satisfait, car il n'y a pas transfert de la quasi-totalité des risques et avantages liés au droit de propriété. Ce programme comprend des clauses restrictives liées aux ratios de défaut et de perte maximale (comme il est défini dans l'entente) et au ratio de rotation des débiteurs, car la dette est garantie par les débiteurs de l'entreprise. Au 30 septembre 2018, la société en commandite respectait les clauses restrictives en vertu du programme de titrisation.

La société en commandite a une facilité de crédit d'acquisition renouvelable avec Brookfield permettant des emprunts d'un montant maximal de 500 M\$. La facilité de crédit est garantie par la société en commandite et par chaque filiale de la société en commandite ou de la société de portefeuille SEC, entièrement détenue de façon directe (en fonction des capitaux propres ordinaires en circulation), qui n'est pas autrement un emprunteur. La facilité de crédit sera libellée en dollars américains ou canadiens, et les avances seront consenties en fonction du LIBOR, du taux de base, du taux des acceptations bancaires ou du taux préférentiel. La facilité de crédit porte intérêt au LIBOR ou au taux des acceptations bancaires majoré de 3,75 %, ou au taux de base ou au taux préférentiel majoré de 2,75 %. En vertu de la facilité de crédit, nous devons également maintenir une valeur nette déconsolidée minimale. De plus, les facilités de crédit comportent des restrictions relatives à la capacité des emprunteurs et

des garants à, entre autres, créer des privilèges, mener certaines fusions et consolidations et conclure des accords de couverture à des fins spéculatives. Le produit net supérieur à un seuil prédéterminé qui a été reçu des emprunteurs à la suite de la cession d'actifs ou de la contraction de dettes, ou de l'émission de titres de capitaux propres par les emprunteurs ou leurs filiales devra être affecté au remboursement de la facilité de crédit (au titre de laquelle de nouveaux prélèvements pourront ensuite être effectués dans le but de financer d'éventuels investissements). Au 30 septembre 2018, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.

Au deuxième trimestre de 2018, la société en commandite a modifié et mis à jour notre facilité de crédit bilatérale pour en accroître la limite d'un montant de 575 M\$, la faisant passer à 825 M\$, auprès d'un groupe élargi de banques. En plus du dollar américain et du dollar canadien, des montants peuvent être prélevés sur la facilité de crédit en euros, en livres sterling ou en dollars australiens. Les avances en vertu de la facilité de crédit portent intérêt au taux précisé parmi le LIBOR, l'EURIBOR, le CDOR, le BBSY ou le taux des acceptations bancaires, majoré de 2,50 %, ou au taux précisé entre le taux de base et le taux préférentiel, majoré de 1,50 %. La date d'échéance de la facilité de crédit a été reportée de deux ans jusqu'en août 2021. Cette facilité de crédit est utilisée à des fins générales et, en vertu de celle-ci, nous devons maintenir une valeur corporelle nette minimale et des ratios d'endettement au niveau de la société en commandite. Au 30 septembre 2018, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité.

Le tableau ci-dessous présente le ratio d'endettement net de la société en commandite au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Emprunts	10 865 \$	3 265 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 770)	(1 106)
Dette nette	9 095	2 159
Total des capitaux propres	6 476	6 064
Total des capitaux propres et de la dette nette	15 571 \$	8 223 \$
Ratio d'endettement net	58,4 %	26,3 %

Au 30 septembre 2018, la dette nette de notre entreprise de services de construction s'élevait à un montant négatif de 231 M\$, ce qui comprenait des emprunts de 10 M\$ et des liquidités de 241 M\$. Au 31 décembre 2017, la dette nette se chiffrait à un montant négatif de 234 M\$, ce qui comprenait des emprunts de 12 M\$ et des liquidités de 246 M\$. Au 30 septembre 2018, les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts s'élevaient à 832 M\$, comparativement à 959 M\$ au 31 décembre 2018.

Le commandité de la société en commandite a mis en œuvre une politique de distribution en vertu de laquelle nous comptons verser des distributions en trésorerie trimestrielles d'un montant initial actuellement évalué à environ 0,25 \$ par part, sur une base annualisée. Le 1^{er} novembre 2018, le conseil d'administration du commandité de la société en commandite a déclaré un dividende de 0,0625 \$ par part, payable le 31 décembre 2018 aux porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 30 novembre 2018.

En outre, le 28 septembre 2018, le conseil d'administration, au nom de la société en commandite, en sa qualité de commandité de Brookfield Business L.P. (la « société de portefeuille SEC ») a déclaré un dividende de 23,5 M\$ par part de société en commandite spéciale de la société de portefeuille SEC, payable le 31 décembre 2018. Le cours moyen pondéré en fonction du volume était de 41,96 \$ par part (un cours qui excède le seuil de la distribution incitative antérieure de 38,31 \$ par part), et il y avait 129 millions de parts en circulation au 30 septembre 2018, ce qui s'est traduit par un montant de 94 M\$ à payer à Brookfield. Dorénavant, le seuil de la distribution incitative sera de 41,96 \$ par part.

Flux de trésorerie

Nous croyons actuellement avoir accès à suffisamment de sources de financement et nous continuerons à avoir recours aux ressources mises à notre disposition pour financer nos activités. Nos sources de financement futures comprennent les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, les emprunts, le produit de la monétisation d'actifs et le produit d'éventuelles émissions de capitaux propres futures, au besoin.

Au 30 septembre 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 1 770 M\$, comparativement à 1 106 M\$ au 31 décembre 2017. Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie nets pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	356 \$	41 \$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(3 961)	(1 393)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	4 320	1 858
Incidence des taux de change sur la trésorerie	(51)	17
Total	664 \$	523 \$

Révision des chiffres correspondants

Les chiffres correspondants relatifs aux flux de trésorerie pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 ont été révisés afin de corriger une erreur non significative décelée par la direction relativement au reclassement, dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités, de flux de trésorerie liés aux découverts bancaires découlant d'une acquisition conclue par notre secteur Services commerciaux en mai 2017. Par conséquent, un montant de 339 M\$ auparavant présenté à titre de créditeurs et autres dans le poste Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net des activités d'exploitation, est désormais présenté au poste Produit d'autres facilités de crédit, montant net des activités de financement. Les chiffres correspondants de 2017 présentés dans l'information supplémentaire sur les flux de trésorerie de la note 21 ont également été mis à jour afin d'éliminer le découvert bancaire auparavant comptabilisé aux créditeurs et autres. Cette correction de classement au tableau des flux de trésorerie est non significative et elle n'a eu aucune incidence sur les états intermédiaires résumés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres non audités historiques de la société en commandite.

Le tableau suivant présente en détails l'incidence de la correction de classement au tableau consolidé des flux de trésorerie pour les périodes closes le 30 juin 2017, le 30 septembre 2017, le 31 décembre 2017 et le 31 mars 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2017	30 septembre 2017	31 décembre 2017	31 mars 2018
Montants auparavant présentés				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	(12) \$	174 \$	(91) \$	(228) \$
Produit d'autres facilités de crédit, montant net	—	—	—	—
Montants corrigés				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	(370) \$	(165) \$	(451) \$	(405) \$
Produit d'autres facilités de crédit, montant net	358	339	360	177

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Le total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018 s'est établi à 356 M\$, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 41 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018 tiennent principalement à l'apport additionnel lié aux meilleurs résultats de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite en raison d'une hausse des prix et du volume pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, facteur en partie contrebalancé par le profit sans effet sur la trésorerie comptabilisé à la consolidation de Teekay Offshore au cours du troisième trimestre de 2018.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement

Le total des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018 s'est chiffré à 3 961 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 1 393 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017. Nos activités d'investissement ont eu principalement trait aux acquisitions de Westinghouse et de Schoeller Allibert, à l'acquisition complémentaire au sein de nos entreprises de gestion d'installations et à l'acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles, principalement au sein de nos secteurs Services

commerciaux et Activités industrielles. Ces acquisitions ont été partiellement contrebalancées par le produit en trésorerie reçu à la cession de notre participation dans notre entreprise de services de courtage immobilier ainsi que par la trésorerie reprise à la suite de la consolidation de Teekay Offshore.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement

Le total des flux de trésorerie provenant des activités de financement s'est élevé à 4 320 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 1 858 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, nos emprunts, déduction faite des remboursements, se sont établis à 4 566 M\$ et ils se composaient principalement d'un emprunt à terme garanti de premier rang de 2,2 G\$ obtenu par notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, sur lequel une tranche d'environ 400 M\$ a été utilisée pour rembourser la dette existante. Le financement au moyen d'un emprunt à terme de 2 950 M\$ mis en place pour Westinghouse a également contribué à l'augmentation des emprunts. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, les distributions à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation, déduction faite du capital fourni par d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation, se sont chiffrées à 406 M\$ et elles se composaient principalement de distributions versées par notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal des activités, nos filiales en exploitation détiennent des garanties bancaires, des garanties d'assurance et des lettres de crédit en cours auprès de tierces parties. Au 30 septembre 2018, le montant total en cours était d'environ 1,7 G\$. Si un montant est prélevé sur une de ces lettres de crédit ou garanties, nos filiales en exploitation auront l'obligation de rembourser l'émetteur de la lettre de crédit ou de la garantie. La société en commandite n'exerce pas ses activités, autres que celles liées aux placements mis en équivalence, par l'intermédiaire d'entités qui ne sont pas consolidées dans les états financiers et elle ne s'est pas engagée contractuellement ou n'a pas garanti de soutenir toute obligation financière significative qui n'est pas reflétée dans les états financiers.

Nos entreprises de construction et autres activités sont tenues de donner, dans le cours normal des activités, des garanties et des indemnités relativement à l'exécution des obligations contractuelles des entités contrôlées, des entreprises associées et des parties liées. Toute perte connue à ce titre a été prise en compte.

Dans le cours normal des activités, nous signons des conventions qui prévoient des indemnisations et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et un certain nombre de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une évaluation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation. En outre, nous avons conclu des conventions d'indemnisation avec Brookfield relativement à certains projets au Moyen-Orient qui étaient en cours avant la scission-distribution. En vertu de ces conventions d'indemnisation, Brookfield a convenu de nous indemniser pour la réception de paiements au titre de ces projets.

À l'occasion, nous pourrions éventuellement être tenus responsables à l'égard de litiges et de réclamations qui surviennent dans le cours normal des activités. Le 3 juillet 2017, un client a fait une réclamation au titre de la garantie de bonne exécution et de la garantie bancaire de paiement anticipé, pour un montant d'approximativement 32 M\$, relativement à un projet au Moyen-Orient. La direction a contesté avec succès cette réclamation, qui a été confirmée par les tribunaux locaux. Le 22 février 2018, l'appel de la décision du tribunal par le client a donné lieu à un paiement au titre des garanties bancaires, en raison de la structure de la garantie. La direction continue de présenter des demandes reconventionnelles aux tribunaux locaux, et à l'heure actuelle, toute perte associée à ce projet ne peut être évaluée, et le paiement connexe n'est pas probable.

Instruments financiers – stratégie de couverture du risque de change

Dans la mesure où cela s'avère intéressant sur le plan économique, la stratégie de la société en commandite consiste à couvrir une partie de ses placements en titres de capitaux propres ou de ses flux de trésorerie exposés au risque de change. La stratégie de couverture du risque de change de la société en commandite consiste à tirer parti de toute couverture naturelle qu'il pourrait y avoir au sein des activités, à financer les activités par des emprunts en monnaie locale dans la mesure du possible et à recourir à des contrats dérivés dans la mesure où les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente la partie couverte de notre placement en devises, au 30 septembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Couvertures d'investissement net						
	USD	CAD	AUD	BRL	GBP	EUR	Autres
Placement net en titres de capitaux propres	551 \$	621 \$	437 \$	285 \$	521 \$	169 \$	321 \$
Contrats de change – \$ US	587	(372)	(50)	(73)	(59)	(33)	—

Au 30 septembre 2018, nous disposions d'une couverture d'environ 25 % à l'égard de notre placement net en titres de capitaux propres en devises. Notre principale exposition non couverte est liée à certaines de nos activités au Canada dans le cadre desquelles des couvertures naturelles existent au sein des entreprises. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, nous avons comptabilisé des pertes nettes latentes avant impôt de 10 M\$ dans les autres éléments du résultat global relativement à ces contrats.

Obligations contractuelles

Un élément indissociable de la stratégie de notre société en commandite consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au profil de capital-investissement de Brookfield. Dans le cours normal des activités, notre société en commandite a pris des engagements envers des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur afin de participer à ces acquisitions ciblées dans l'avenir, lorsqu'elles seront identifiées, le cas échéant.

Dans le cours normal des activités, nous concluons des ententes contractuelles qui pourraient exiger des paiements de trésorerie futurs. Le tableau ci-dessous présente nos obligations contractuelles au 30 septembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Paiements au 30 septembre 2018				
	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 3 à 5 ans	Par la suite
Emprunts	10 904 \$	1 179 \$	1 461 \$	2 874 \$	5 390 \$
Obligations en vertu des contrats de location-financement	65	14	7	23	21
Contrats de location simple	766	177	96	227	266
Charges d'intérêts	824	169	152	366	137
Passifs relatifs au démantèlement	1 075	10	3	10	1 052
Obligations à l'égard des régimes de retraite	530	25	12	36	457
Obligations en vertu de contrats	1 153	331	543	153	126
Total	15 317 \$	1 905 \$	2 274 \$	3 689 \$	7 449 \$

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu un certain nombre de transactions entre parties liées avec Brookfield, comme il est mentionné à la note 15 des états financiers intermédiaires.

Événements postérieurs

Après le 30 septembre 2018, la société en commandite a été partie à un certain nombre d'événements postérieurs, comme il est mentionné à la note 22 des états financiers intermédiaires.

Méthodes comptables, estimations et jugements critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses critiques qui ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté des produits et des charges qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources, durant la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période actuelle et les périodes futures.

Pour en savoir davantage sur les méthodes comptables, jugements et estimations critiques, veuillez vous référer à la rubrique « Principales méthodes comptables », à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités aux 31 décembre 2017 et 2016 et pour les exercices clos les 31 décembre 2017, 2016 et 2015.

Contrôles et procédures

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2018, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nous avons exclu de notre évaluation le contrôle à l'égard de l'information financière de Schoeller Allibert Group B.V., dont le contrôle a été acquis le 15 mai 2018, de Teekay Offshore, dont le contrôle a été acquis le 3 juillet 2018, et de Westinghouse, dont le contrôle a été acquis le 1^{er} août 2018. Les états financiers de ces entités constituent 45 % du total de l'actif, 41 % de l'actif net, 5 % des produits et 29 % du bénéfice net des états financiers consolidés de notre société en commandite au 30 septembre 2018 et pour la période de neuf mois close à cette date.

Changements futurs de méthodes comptables

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui entraîne la comptabilisation de la plupart des contrats de location au bilan, faisant disparaître la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement. Toutefois, le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même et la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement reste inchangée. IFRS 16 annule et remplace IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes et entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

La société en commandite a participé à des séances de planification stratégique avec ses filiales et ses entreprises associées dans le but de fournir des directives à l'égard des principaux éléments à prendre en considération et de mettre en œuvre un plan d'adoption. La société en commandite a presque terminé de cerner, parmi les ententes contractuelles existantes, les contrats de location qui doivent être inscrits à l'actif en vertu de la nouvelle norme. La société en commandite procède actuellement à la quantification de la valeur actualisée des contrats de location cernés afin de déterminer l'incidence sur le bilan au 1^{er} janvier 2019 et à l'évaluation de l'incidence de l'adoption de la norme sur nos états du résultat net. La société en commandite progresse comme prévu selon le plan d'adoption. Les prochaines étapes comprennent la finalisation de l'analyse documentée, y compris l'évaluation de l'incidence sur les systèmes informatiques et les contrôles internes, l'élaboration des informations à fournir en vertu de la nouvelle norme et le report en avant de l'analyse pour inclure tous les contrats de location actifs à la fin de l'exercice.

IFRS 16 peut être adoptée selon une méthode rétrospective intégrale ou selon une méthode rétrospective modifiée en vertu de laquelle l'incidence de la transition est comptabilisée en capitaux propres au 1^{er} janvier 2019 et les chiffres des périodes comparatives ne sont pas retraités. Actuellement, la société en commandite prévoit adopter la méthode rétrospective modifiée et procède à l'évaluation de plusieurs mesures de simplification prévues par la nouvelle norme.

La société en commandite continue d'évaluer l'incidence globale d'IFRS 16 sur ses états financiers consolidés.

Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (« IFRIC 23 »), qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Aux termes de l'interprétation, une entité doit évaluer s'il est probable qu'une administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain utilisé par une entité, ou qu'une entité se propose d'utiliser, dans sa déclaration de revenus et elle doit faire preuve de jugement pour déterminer si chaque traitement fiscal doit être considéré isolément ou si certains traitements fiscaux devraient plutôt être regroupés. Son choix doit se faire en fonction de la méthode offrant les meilleures prévisions quant au dénouement de l'incertitude. L'entité doit aussi déterminer s'il est probable que l'autorité compétente accepte chaque traitement fiscal ou chaque ensemble de traitements fiscaux, en supposant que l'autorité fiscale habilitée à contrôler un montant déclaré contrôlera effectivement le montant en question et aura, pour ce faire, pleine connaissance de toute l'information pertinente. L'interprétation peut être appliquée de façon entièrement rétrospective ou selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement de l'information comparative. La société en commandite évalue actuellement l'incidence d'IFRIC 23 sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Nouvelles méthodes comptables adoptées

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), précise de quelle façon et à quel moment les produits doivent être comptabilisés et prescrit la présentation d'informations additionnelles. IFRS 15 exige la présentation d'informations au sujet de la nature, du montant, du calendrier et du degré d'incertitude des produits et des flux de trésorerie provenant de contrats conclus avec des clients. IFRS 15 annule et remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et un certain nombre d'interprétations liées aux produits. IFRS 15 s'applique à presque tous les contrats conclus avec des clients, les principales exceptions concernant les contrats de location, les instruments financiers et les contrats d'assurance.

La société en commandite a adopté cette norme en utilisant l'approche rétrospective modifiée, selon laquelle un ajustement cumulatif est comptabilisé dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués le 1^{er} janvier 2018, comme si la norme avait toujours été en vigueur, et pour lequel les périodes correspondantes ne sont pas retraitées. La société en commandite a choisi de se prévaloir de la mesure de simplification à l'égard des modifications de contrats. Au moment de l'adoption, la société en commandite a comptabilisé une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non distribués d'environ 260 M\$ attribuable à la société en commandite, déduction faite de l'impôt, découlant principalement de notre entreprise de services de construction. Selon IFRS 15, les produits tirés des contrats de services de construction de la société en commandite continueront d'être comptabilisés progressivement. Toutefois, un seuil de probabilité supérieur doit être atteint avant de pouvoir comptabiliser les produits liés à une contrepartie variable, notamment les incitatifs et les réclamations, et les variations découlant des modifications apportées à des contrats. En vertu d'IAS 18 et d'IAS 11, les produits étaient comptabilisés lorsqu'il était probable que les travaux réalisés donneraient lieu à des produits. En vertu d'IFRS 15, les produits sont plutôt comptabilisés lorsqu'il est hautement probable qu'aucun ajustement à la baisse important des produits n'aura lieu en raison de ces modifications. Se reporter à la note 2 c) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour connaître l'incidence de l'adoption d'IFRS 15.

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui annule et remplace IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 établit des principes d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers en vue de la présentation d'informations pertinentes et utiles aux utilisateurs des états financiers pour l'appréciation des montants, du calendrier et du degré d'incertitude liés aux flux de trésorerie futurs de l'entité. Cette norme comprend également une nouvelle norme en matière de comptabilité de couverture générale qui lie plus étroitement la comptabilité de couverture aux activités de gestion des risques d'une entité. Elle ne modifie pas entièrement les différentes catégories de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité. Cependant, IFRS 9 permettra à un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées pour la gestion des risques d'être admissibles à l'application de la comptabilité de couverture et permettra d'exercer davantage son jugement au moment d'évaluer l'efficacité des relations de couverture. La société en commandite a adopté cette norme en utilisant l'approche rétrospective sans retraitement, selon laquelle un ajustement cumulatif est comptabilisé dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués le 1^{er} janvier 2018, comme si la norme avait toujours été en vigueur, et pour lequel les périodes correspondantes ne sont pas retraitées. Au moment de l'adoption, la société en commandite a comptabilisé un ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non distribués de néant attribuable à la société en commandite, déduction faite de l'impôt. Se reporter à la note 2 e) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour connaître l'incidence de l'adoption d'IFRS 9.

Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée* (« IFRIC 22 »), qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'interprétation précise que la date de la transaction aux fins de la détermination du cours de change à employer lors de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou du produit connexe (ou de la partie d'actif, de charge ou de produit connexe) est la date de la comptabilisation initiale, par l'entité, de l'actif non monétaire ou du passif non monétaire issu du paiement ou de la réception de la contrepartie anticipée. L'interprétation peut être appliquée de façon rétrospective ou prospective. L'adoption d'IFRIC 22 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

bbu.brookfield.com

NYSE: BBU
TSX: BBU.UN